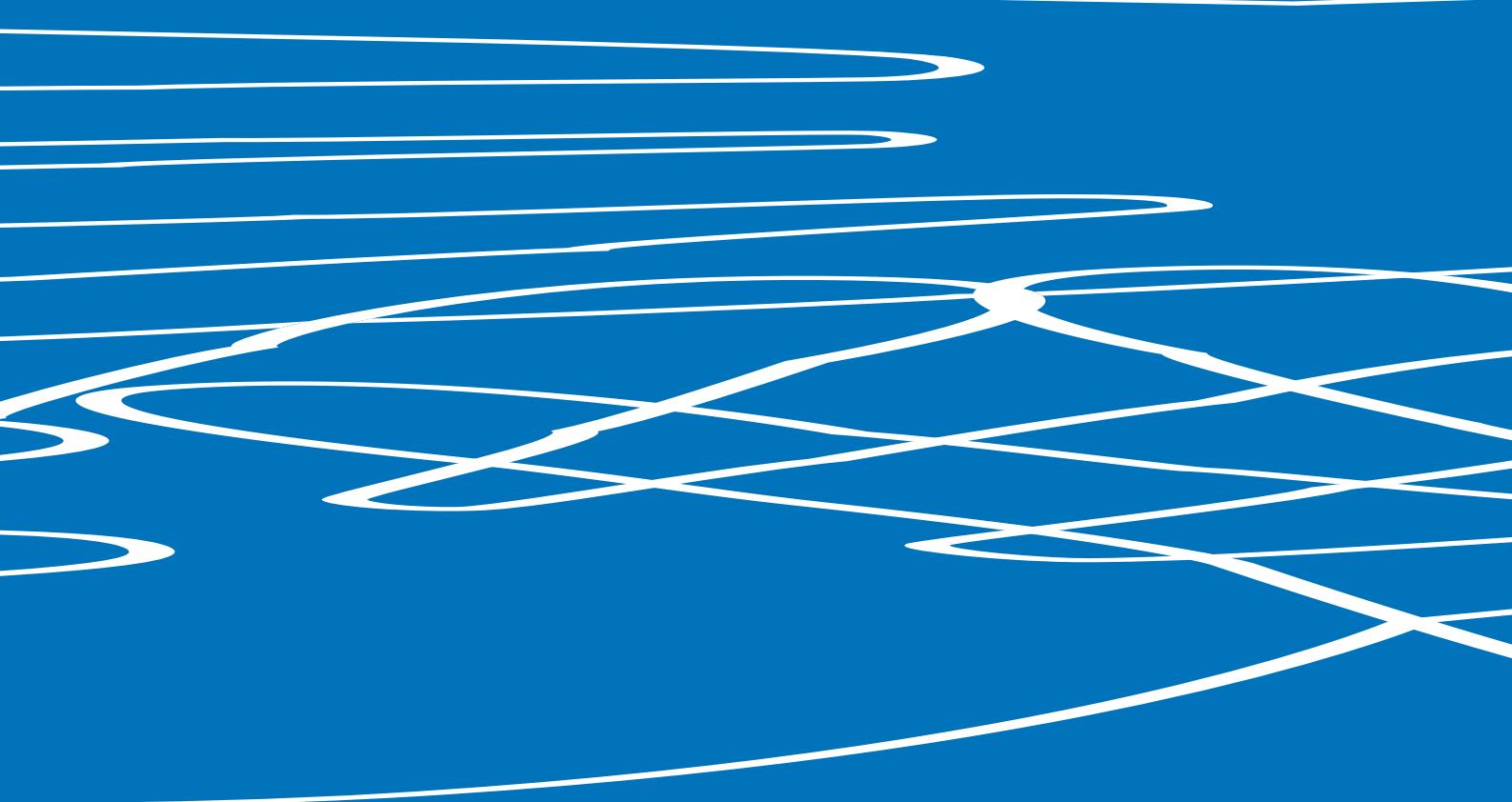


econocom
WORKING NETWORKS

Rapport annuel



2002





Sommaire

- 1 2002 Profil Econocom Group
- 2 Message du Président
- 4 Chiffres clés
- 8 L'action Econocom Group
- 12 Econocom en un coup d'œil
- 14 2002 : Econocom Group en mouvement
- 18 Stratégie
- 20 Le marché informatique en 2002
- 22 Proposer la meilleure offre à chacun de nos clients
- 24 Externaliser pour reprendre le contrôle
- 26 Les activités d'Econocom
- 28 Econocom Financial Services
- 32 Econocom Managed Services
- 36 Econocom Products and Solutions
- 40 Les valeurs du groupe
- 42 Cahiers financiers

>

Contribuer à libérer l'entreprise des contraintes de l'informatique

L'informatique est au cœur des enjeux d'amélioration de la productivité des entreprises.

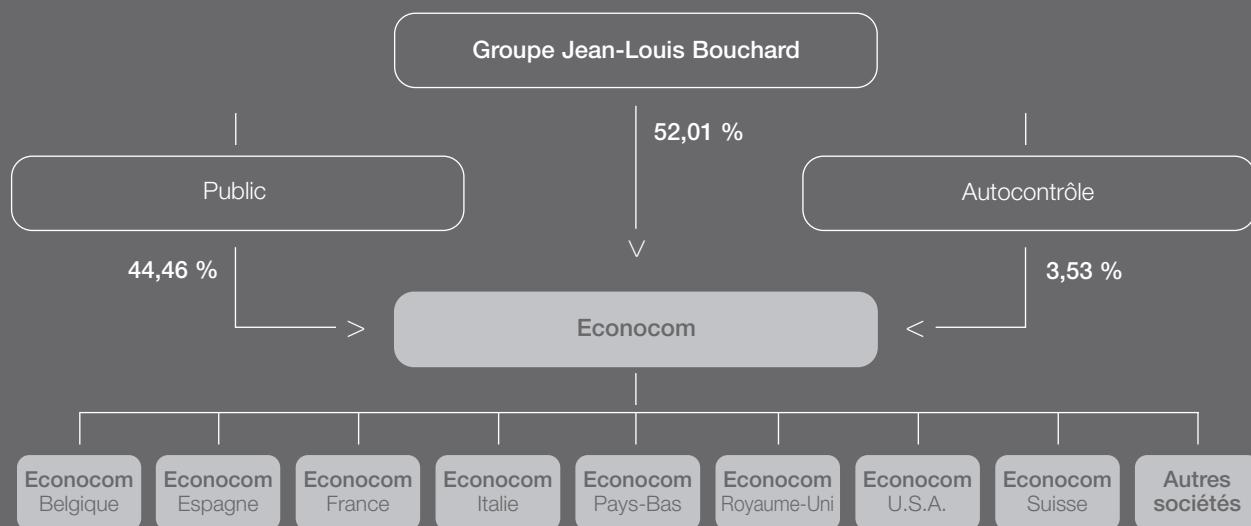
Pour Econocom, l'informatique est un moyen, pas une fin : elle doit libérer de l'énergie, pas en détourner, encore moins en faire perdre.

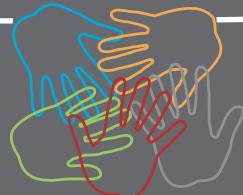
L'informatique doit fonctionner au quotidien pour que l'entreprise puisse se consacrer pleinement à son activité.

Mais cela ne suffit pas. La technologie doit aussi évoluer avec l'entreprise, ses idées, ses besoins, son projet. Là aussi, il faut lever tous les freins techniques, financiers, administratifs et humains. C'est ainsi que la technologie donne toute sa dimension à l'entreprise.

Econocom est le partenaire des entreprises, de plus en plus nombreuses, qui ont choisi d'externaliser la gestion physique, opérationnelle, administrative et financière de leurs parcs informatiques.

Organigramme juridique simplifié





Conseil d'Administration



Jean-Louis Bouchard
Président et administrateur délégué



Nasri Bejani



Gaspard
Dürrleman



Rafi
Kouyoumdjian



Luc Pintens



Jean-Philippe
Roesch



Vincent Wajs



Charles
de Water

Group Management Committee



**Jean-Louis
Bouchard**
Président
et administrateur
délégué



Nasri Bejani
CEO des activités
Managed Services
et Products and
Solutions



**Charles
de Water**
CEO de l'activité
Financial Services



Luc Pintens
Country Manager
Belgique



**Jean-Philippe
Roesch**
Secrétaire
général



Christine Vallin
Directeur
Contrôle et
Systèmes
d'information



**Marie-Hélène
Wanneroy**
Country Manager
France, Directeur
Marketing et
Communication
groupe

Commissaire

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'entreprises SCCRL,
représentée par Emmanuèle Attout.

2002 Profil Econocom Group

> Econocom est un acteur majeur de la gestion des infrastructures informatiques distribuées

Le groupe Econocom est un acteur clé de la gestion physique, opérationnelle, administrative et financière des parcs informatiques des entreprises, implanté en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Econocom réunit **2400 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros.**

> La mission d'Econocom

Notre mission est de permettre aux entreprises **d'externaliser la gestion de leurs infrastructures informatiques distribuées** afin d'en reprendre le contrôle et d'en réduire les coûts. Nous permettons ainsi à nos clients de se consacrer pleinement aux enjeux stratégiques de leur informatique.

> Les objectifs du groupe Econocom à moyen terme

Dans le cadre de son nouveau **plan stratégique Share Five** pour la période 2003-2007, Econocom Group s'est fixé pour axe principal de reprendre le leadership dans chacune de ses activités : Econocom Financial Services, Econocom Managed Services et Econocom Products and Solutions.

Innover pour être suivi



Au cours des cinq dernières années, l'action Econocom Group a réalisé la deuxième performance de la Bourse de Bruxelles, avec une progression de 76,2%.

Est-ce le fait du hasard et de l'évolution, parfois inexplicable – à la hausse ou à la baisse –, du cours de l'action des entreprises ?

L'évolution des chiffres clés du groupe sur cette période a été la suivante :

- > Le chiffre d'affaires d'Econocom a été multiplié par trois, passant de 309 à 972 millions d'euros.
- > Le résultat net a plus que quadruplé, pour atteindre 10,5 millions d'euros.
- > Les fonds propres ont été multipliés par cinq : ils atteignent 87 millions d'euros, contre 17 millions d'euros en 1997.
- > Enfin, la marge brute d'autofinancement a été multipliée par six, pour atteindre 32,6 millions d'euros.

Cette croissance est-elle liée à un marché particulièrement favorable au cours de cette période ?

Il est vrai que le marché des services informatiques a été très porteur jusqu'en l'an 2000, mais le retournement de conjoncture de 2001-2002 a également été spectaculaire. Les performances d'Econocom ne peuvent donc pas s'expliquer seulement par le contexte économique, même si l'externalisation de la gestion de parcs informatiques correspond à une attente croissante des entreprises.

Dans ces conditions, doit-on l'évolution du groupe à la faiblesse de la concurrence ? Certainement pas. Nos concurrents restent très dynamiques et nous évoluons dans un domaine où la confrontation entre les différents acteurs du secteur est particulièrement âpre.

Ma conviction est que si Econocom a réalisé une telle progression, c'est parce que notre groupe, après avoir étudié les attentes de ses clients et prospects, élabore pour les servir des plans stratégiques pluriannuels.

Ces plans proposent un axe principal à l'ensemble des collaborateurs d'Econocom, ce qui permet la mobilisation simultanée de toutes les énergies dans la même direction et rend ainsi possible la réalisation de nos ambitions.

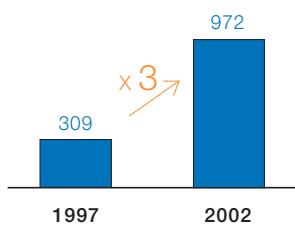
L'axe stratégique du plan Eco 2000 était de répliquer, dans les pays où le groupe était présent, le modèle ayant rencontré un grand succès en Belgique, basé sur la présence dans trois activités complémentaires (location évolutive, distribution et services d'exploitation) et sur un système de coûts variables (force commerciale en grande partie constituée d'agents et outsourcing logistique).

L'axe stratégique du plan Horizon 2002 était d'atteindre une taille critique par un développement rentable, pour répondre à la demande de nos clients d'un partenaire solide, pérenne et disposant d'une couverture internationale.

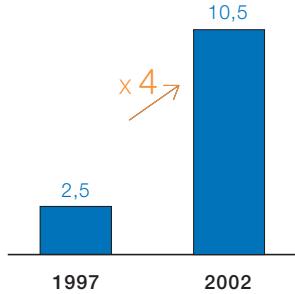
Message du Président



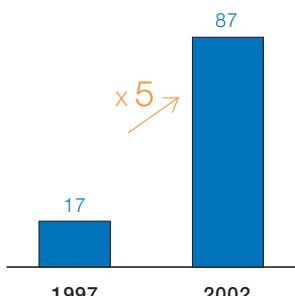
Chiffre d'affaires (en millions d'€)



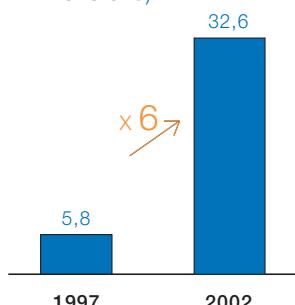
Résultat net (en millions d'€)



Fonds propres (en millions d'€)



Marge brute d'autofinancement (en millions d'€)



À l'issue de ces plans, Econocom réalise un milliard d'euros de chiffre d'affaires dans dix pays et regroupe plus de 2000 collaborateurs spécialisés dans la gestion physique, opérationnelle, administrative et financière des infrastructures informatiques.

Le nouveau plan stratégique d'Econocom pour la période 2003-2007, Share Five, incarne notre nouvelle ambition : reprendre le leadership en Europe dans chacune des activités où le groupe est actif : Products and Solutions, Managed Services et Financial Services.

Dans un marché des services informatiques très concurrentiel, cet objectif est ambitieux : c'est la raison pour laquelle nous nous donnons cinq ans pour l'atteindre.

Être leader, c'est innover et être suivi.

Econocom souhaite reprendre le leadership car notre groupe a déjà été leader dans le passé, en étant le premier sur le marché à proposer des services précurseurs : la location de matériel de seconde puis de première main, la distribution micro-informatique, la maintenance tierce partie, la distribution de produits périphériques compatibles, le support sur site aux utilisateurs...

Nous voulons à nouveau être les premiers à proposer à nos clients les services novateurs qui leur permettent d'externaliser en toute confiance la gestion opérationnelle, physique, administrative et financière de leurs infrastructures informatiques, pour mieux en reprendre le contrôle et en diminuer les coûts, sans avoir à immobiliser des ressources financières importantes.

Le chemin parcouru depuis cinq ans permet au groupe d'aborder le nouveau plan stratégique avec un esprit de conquête.

Chaque collaborateur du groupe est aujourd'hui mobilisé pour que le plan Share Five permette à Econocom de reprendre le leadership dans chacune de ses activités et devienne l'acteur de référence de la gestion des infrastructures informatiques des entreprises en Europe.

Jean-Louis Bouchard
Président

Chiffres clés

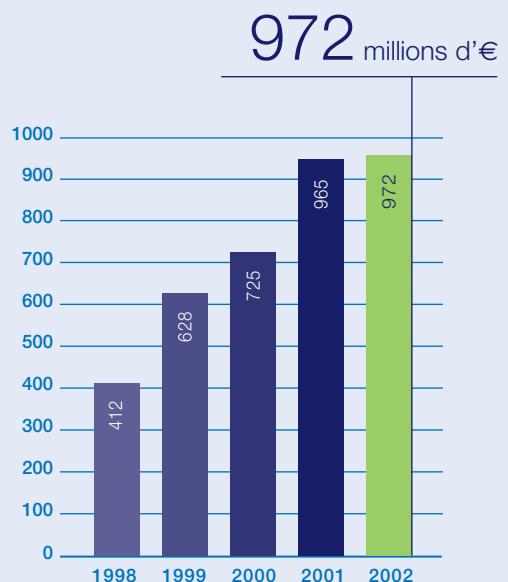
Compte de résultat simplifié
(en millions d'€)

	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires consolidé	725,0	965,0	971,5
Résultat d'exploitation (1)	17,3	22,3	22,8
Résultat courant	17,4	21,2	23,3
Résultat net (2)	12,6	19,1	14,4
Résultat net	9,1	15,9	10,5
Marge brute d'autofinancement	14,5	22,7	32,6

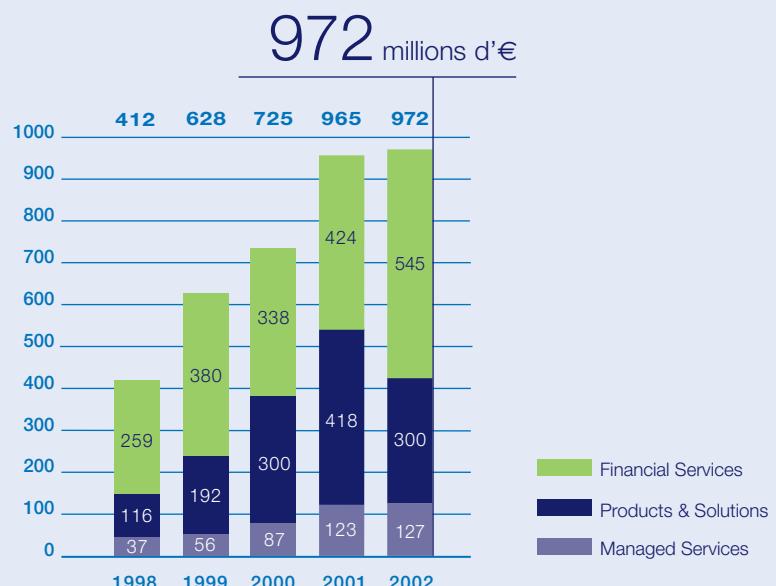
(1) Avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS

(2) Avant amortissement des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS

Chiffre d'affaires Econocom Group
(en millions d'€)



Chiffre d'affaires par activité
(en millions d'€)





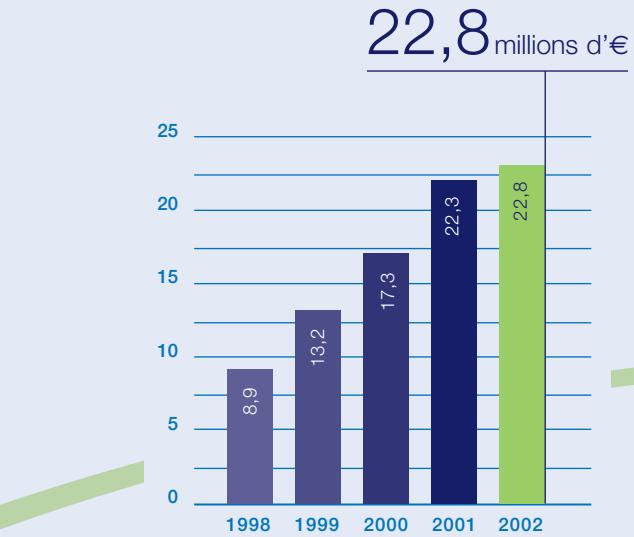
Répartition de la valeur ajoutée par activité



Répartition des effectifs au 31 décembre 2002



Résultat d'exploitation⁽¹⁾
(en millions d'€)



Résultat courant⁽¹⁾
(en millions d'€)

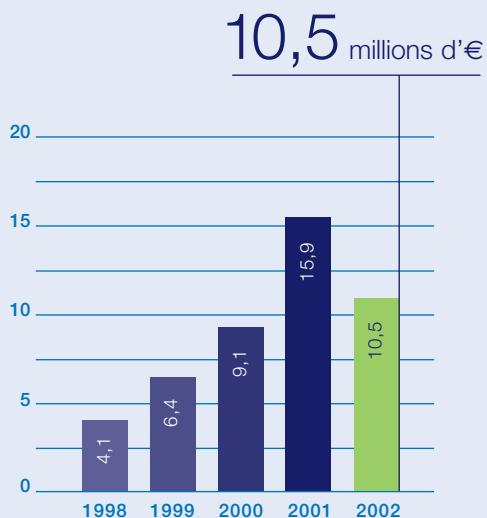


(1) Avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS

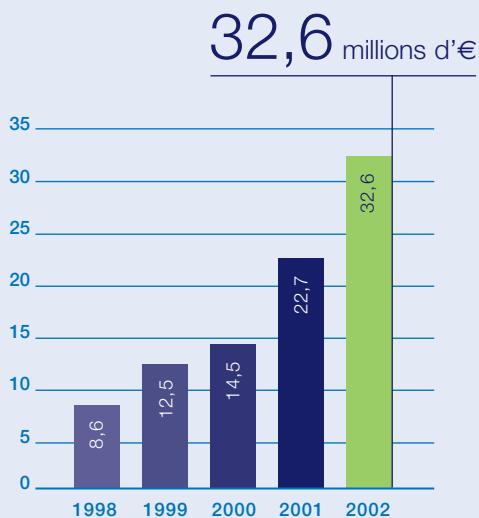
(1) Avant amortissement des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS

| Chiffres clés

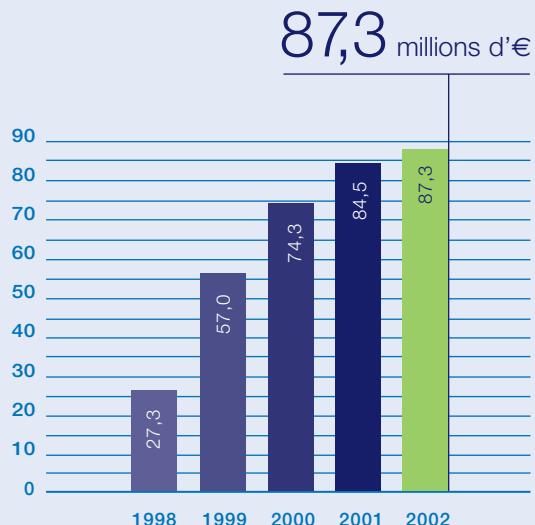
Résultat net
(en millions d'€)



Marge brute d'autofinancement
(en millions d'€)

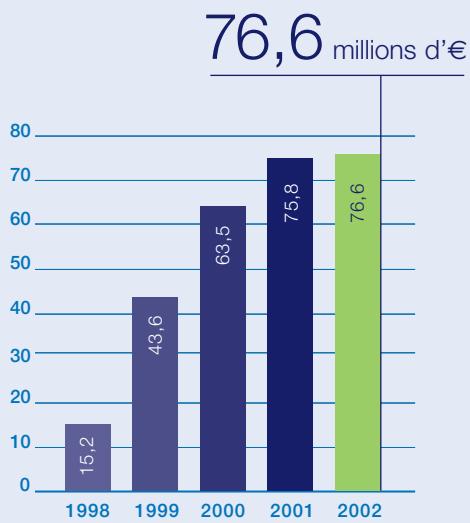


Fonds propres
(en millions d'€)

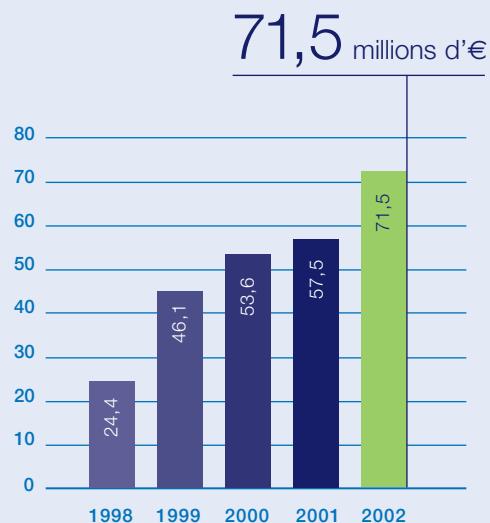




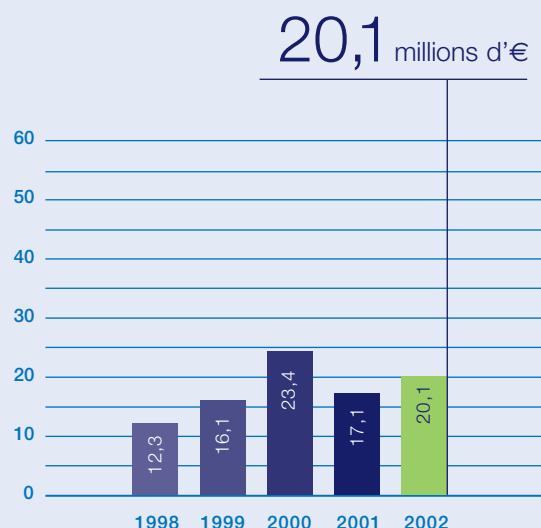
Capitaux propres nets de goodwill
(en millions d'€)



Trésorerie
(en millions d'€)



Dettes financières
(en millions d'€)



L'action Econocom Group

L'action Econocom Group fait partie de l'indice Next Economy d'Euronext.

Elle est cotée au Premier Marché d'Euronext Bruxelles et au Second Marché d'Euronext Paris (valeurs étrangères de la zone euro).

Code ISIN : **BE 000 3563 716**

Code Sicovam : **12 201**

Moyenne des échanges quotidiens : **12318**

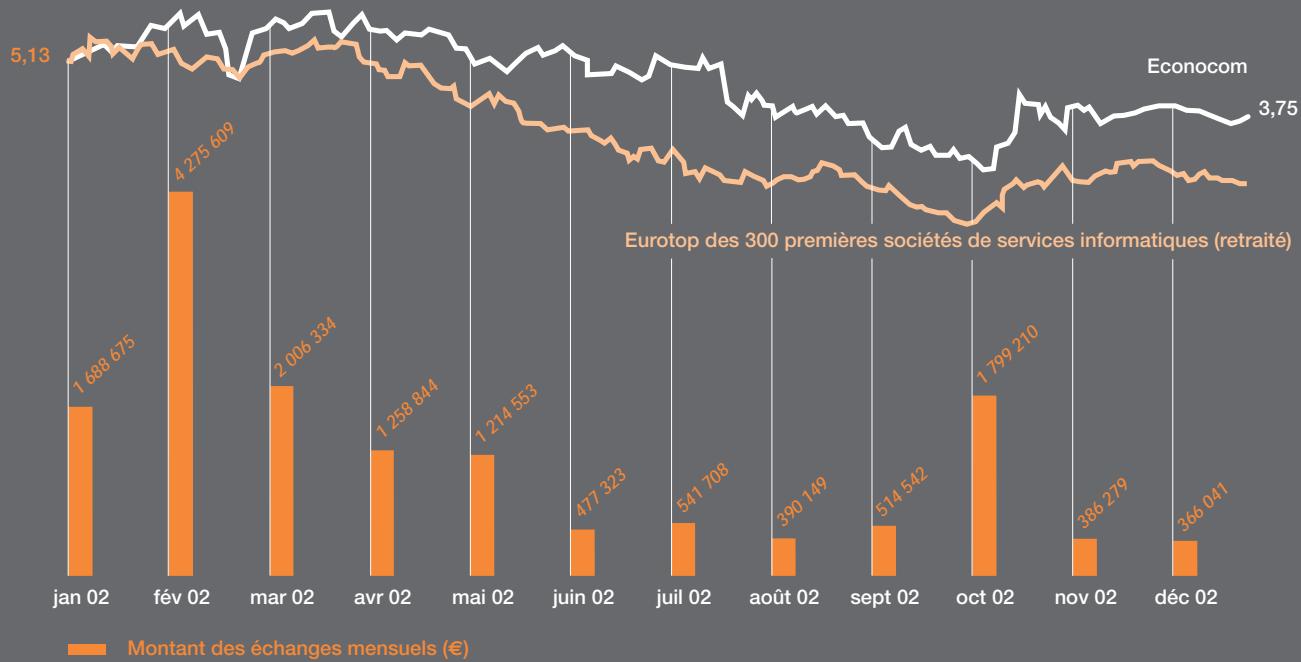
Capitalisation boursière au 31 décembre 2002 : **118 millions d'€**

Flottant : **44,46 %**





Performance de l'action



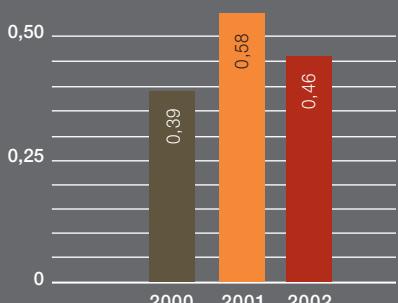
« N° 2 du hit-parade des actions belges sur cinq ans : +76,2 % entre 1998 et 2002 » - L'Écho, 8 janvier 2003.

	1998	1999	2000	2001	2002
Plus haut (en €) (1)	6,04	12,50	8,88	5,60	6,13
Plus bas (en €) (1)	2,32	5,62	3,34	2,68	2,50
Cours au 31/12 (en €) (1)	5,80	8,20	3,34	5,24	3,75
Capitalisation boursière au 31/12 (en M€)	147	231	108	171	118
Moyenne quotidienne des échanges	22 464	38 440	15 680	14 624	12 318
Nombre de titres	25 398 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000

(1) L'action a été divisée par quatre en juin 2002. Les données des années antérieures ont été retraitées en conséquence.

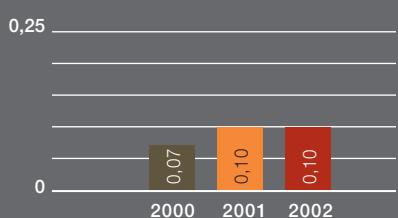
L'action Econocom Group

Résultat net par action
(en €)



(1) Avant amortissement des écarts d'acquisition

Dividende brut par action
(en €)



L'action Econocom Group en 2002

Après une hausse de 53 % en 2001, ce qui en avait fait une des meilleures performances de la Bourse de Bruxelles, l'action Econocom Group a enregistré une baisse de 28 % en 2002. Cette évolution est à comparer à celle de l'indice MSCI des valeurs technologiques européennes, en décroissance de 59 % au cours de la même période.

Econocom a construit son développement sur des plans stratégiques largement communiqués à la communauté financière. Confiant dans la pérennité et la stratégie de l'entreprise, le conseil d'administration mène depuis deux ans une politique active de rachat d'actions propres, qu'il entend poursuivre. La société avait acquis, au 17 décembre 2002, 6,7 % de son capital. L'assemblée générale des actionnaires du 18 décembre a approuvé l'annulation de 1 136 020 titres, permettant ainsi une amélioration mathématique du bénéfice par action de 3,5 %.

L'information des actionnaires

Econocom Group s'attache à établir de solides relations de confiance et de transparence avec ses actionnaires, en les informant toujours plus vite et plus complètement. Ainsi, le groupe, depuis plusieurs années, communique moins de quatre semaines après la clôture de l'exercice ou du semestre ses résultats provisoires.

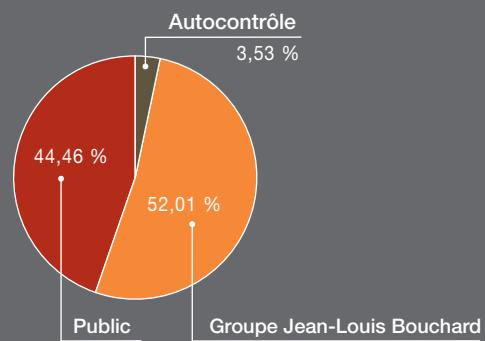


Econocom Group a choisi de faire partie de l'indice Next Economy d'Euronext et se conforme aux engagements de communication et de transparence liés à l'appartenance à cet indice. Des communiqués réguliers sur la marche des affaires sont complétés deux fois par an par des réunions d'analystes financiers qui se tiennent le même jour à Bruxelles et à Paris. Le rapport annuel d'Econocom est enregistré comme document de référence (Commission bancaire et financière). Il est publié en anglais et en français dans une version synthétique et, sous forme de document de référence, en français et en flamand. Il est consultable dans ces trois langues sur le site Internet www.econocom.com.

Dividende : 0,10 € (brut) par action

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 20 mai 2003 la mise en paiement d'un dividende net de 0,075 €, correspondant à la distribution de 30 % du résultat net. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 6 juin 2003.

Répartition du capital au 31/12/2002



Calendrier des actionnaires

Assemblée générale	20 mai 2003
Mise en paiement du dividende	6 juin 2003
Résultats semestriels provisoires 2003	29 juillet 2003
Résultats semestriels 2003	10 sept 2003
Résultats provisoires 2003	29 janvier 2004

Econocom Group en un coup d'œil





- > **Un acteur de premier plan de la gestion d'infrastructures informatiques distribuées**
- > **Une présence commerciale par implantation directe dans 10 pays :**

Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.

- > **Plus de 2000 entreprises clientes,**

qui ont trouvé chez Econocom un prestataire auquel confier à une échelle internationale la gestion de leurs infrastructures informatiques.

- > **1800 ingénieurs et techniciens**

Des équipes hautement qualifiées en gestion de parcs informatiques distribués : **2400 collaborateurs** de différentes nationalités, dont 1800 ingénieurs et techniciens présents chez nos clients, assurent en temps réel la gestion des parcs informatiques.

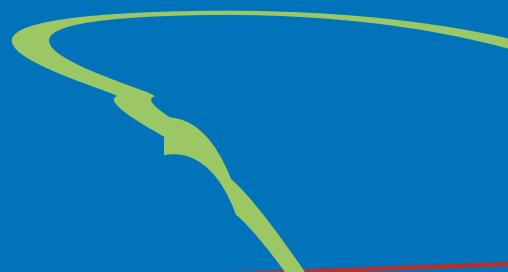
- > **La passion de l'innovation**

Nos clients sont à la recherche de services à forte valeur ajoutée qui les aident à gérer au mieux leurs parcs informatiques : nos nouvelles prestations sont le fruit de l'étude de leurs besoins, d'une expérience de plus de vingt ans et de notre volonté d'anticiper en permanence leurs attentes.

- > **Un partenariat avec tous les grands noms de l'informatique :**

HP Compaq, Dell, IBM, Sun, Microsoft...

| 2002 : Econocom Group en mouvement



Développements

Econocom, numéro 1 des services informatiques en Belgique...

Le classement Top 30 des entreprises informatiques et télécoms, publié en novembre 2002 par l'hebdomadaire *Datanews*, place Econocom au premier rang des entreprises de services informatiques en Belgique.

...et en France

En reprenant en décembre les activités de maintenance de la société française Tasq, Econocom devient le numéro 1 de la maintenance informatique en France, **avec plus de 40 implantations régionales et un chiffre d'affaires annuel supérieur à 40 millions d'euros.**

ART devient la référence de la gestion administrative et financière de parcs informatiques

ART (Asset Reporting Tool) permet aux entreprises de gérer via l'Internet leurs actifs informatiques. Plus de 100 organisations et entreprises utilisent cet outil conçu et développé par Econocom. ART est également commercialisé sur un mode indirect auprès de grands opérateurs tels que Dexia et Ingénico.

Econocom s'impose comme un acteur majeur des services de gestion de parcs par l'acquisition de Comdisco France

Econocom a signé en octobre 2002 un accord avec Comdisco Global Holding Company Inc. portant sur le rachat de 100% des actions de Comdisco France.

Cette acquisition permet à Econocom de renforcer son activité de gestion administrative et financière de parcs informatiques d'entreprises.





Econocom rachète SX Consultants

En acquérant en 2002 la société belge SX Consultants, spécialisée en IT Management, Econocom complète son expertise en gestion de la relation client (Customer Relationship Management, Customer Contact Management).

Innovations

Blackberry, 135 grammes de haute technologie pour recevoir ses mails en temps réel

Econocom est l'un des deux distributeurs exclusifs sélectionnés par l'opérateur télécom Cegetel (SFR) pour commercialiser cet outil qui a déjà rencontré un succès considérable dans les pays anglo-saxons.

La solution Blackberry est modulable : elle peut être installée, financée et maintenue par Econocom.

Econext, la place de marché de Renault pour simplifier la gestion de ses achats informatiques

REA (Renault Europe Automobiles) a sélectionné Econocom et sa plate-forme Econext pour rationaliser les processus d'achat de produits informatiques par son réseau de distribution.

Ecoprint, une solution d'impression clés en main

Dans le cadre de la réduction de leurs prix, les entreprises souhaitent connaître le coût à la page de leurs impressions. Econocom a créé Ecoprint, une solution intégrant la sélection du matériel, sa mise en fonctionnement, les consommables, les services de support et de maintenance associés, ainsi que le financement global facturé au coût à la page.



| 2002 : Econocom Group en mouvement



Performances

Econocom Group, deuxième performance de la Bourse belge sur cinq ans

La progression de 76,2 % de la valeur de l'action sur cinq ans (1998-2002) a été saluée en janvier 2003 par le quotidien économique belge *L'Écho*.

Econocom classée par *Forbes Global* parmi les 200 meilleures entreprises mondiales

Le bimensuel *Forbes Global* du 28 octobre 2002 a publié la liste des 200 meilleures entreprises mondiales (en dehors des États-Unis) de moins d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires. Econocom a été retenue pour ce classement.



Econocom, numéro 2 ex aequo de la gestion administrative et financière de parcs en Espagne

En 2002, Econocom Financial Services Espagne a doublé son chiffre d'affaires, devenant ainsi le numéro 2 dans la péninsule Ibérique.

Electrabel signe un important contrat d'infogérance avec Econocom

Electrabel, entreprise énergétique européenne, a signé en janvier 2002 un contrat cadre d'infogérance d'une durée de cinq ans pour le support de son infrastructure PC en Belgique.

Econocom Managed Services assure, pour 8000 utilisateurs présents sur 30 sites en Belgique et en Europe, l'ensemble des services de help-desk et de support : gestion des commandes et asset management, gestion des incidents, des configurations et des changements.

Econocom, premier distributeur indirect de France Télécom et de Cegetel auprès des grandes entreprises françaises

Econocom Télécom audite les coûts téléphoniques des entreprises, les conseille sur le choix du meilleur prestataire en fonction de leurs besoins et propose une solution complète. Trois ans après sa création, Econocom est devenu le premier distributeur indirect des opérateurs France Télécom et Cegetel.





Stratégie



- **Econocom a pour ambition de figurer parmi les leaders** de la gestion des parcs et infrastructures informatiques des entreprises par sa capacité d'innovation et la qualité de ses produits et services.
- **Le groupe a pour objectif de réaliser des résultats performants dans la durée**, en maintenant un rythme de croissance soutenu grâce à son business model combinant variabilisation des coûts et complémentarité des cycles économiques de ses activités.
- **À cet effet, Econocom, présent depuis plus de vingt ans, conduit une politique de croissance ciblée fixée par des plans stratégiques pluriannuels**, s'inscrivant dans la durée, dans un marché informatique où acteurs et produits sont en constants bouleversements.
Les objectifs des deux derniers plans stratégiques (période 1997 à 2002) ont été réalisés et ont permis à Econocom Group d'atteindre sa dimension actuelle :
- **2400 collaborateurs, 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires dans 10 pays en Europe et aux États-Unis.**

Pour la période 2003-2007, Econocom a pour ambition de figurer parmi les leaders de la gestion des infrastructures informatiques des entreprises. C'est la raison pour laquelle l'axe stratégique principal du nouveau plan

- **«Share Five» est de reprendre le leadership dans chacune des activités d'Econocom** : Econocom Financial Services, Econocom Managed Services, Econocom Products & Solutions.
- **Le groupe s'attache à innover** et développer des services à forte valeur ajoutée où sa compétence est clairement reconnue par ses clients.

I Le marché informatique en 2002 : l'année des bouleversements



Activité de distribution informatique

La fin d'un cycle

Le marché des activités de distribution a été marqué, en 2002, par un arrêt brutal des investissements micro-informatiques des entreprises.

Portées par le passage à l'an 2000 et à l'euro parallèlement à la vague Internet, les trois années précédentes (1999 à 2001) avaient connu une forte croissance des achats micro-informatiques des entreprises liée à :

- > La mise à disposition de chaque collaborateur dans l'entreprise de l'accès à l'Internet et à ses services, tant au sein de la société qu'en accès distant. Ce mouvement a été facilité par la poursuite de la baisse des prix, notamment dans la gamme des portables.
- > L'équipement pharaonique des nombreuses start-up ou sociétés qui ont dépensé sans compter, dotées de l'argent facile de la bulle Internet. Pendant cette période, ne pas réaliser d'investissements dans les nouvelles technologies était considéré comme une prise de risque pouvant nuire à l'accroissement de la productivité.

Ces achats se sont brutalement arrêtés fin 2001, en même temps qu'éclatait la bulle Internet, pour laisser la place à un nouveau cycle.

Un marché de renouvellement

Les investissements micro-informatiques sont entrés dans une phase de maturité avec les caractéristiques suivantes :

- > **Les entreprises peuvent attendre** avant de décider l'achat d'un nouvel équipement; tous les postes de travail au sein des entreprises sont désormais équipés. Il n'y a pas de révolution technologique majeure, et les quelques apports de nouveautés ne justifient pas un remplacement immédiat.

Il n'y a plus de différence significative entre les marques, toutes apportent peu ou prou les mêmes fonctions à des prix très proches; les différences se font essentiellement sur la « carrosserie ».

La décision d'achat d'un nouvel équipement en micro-informatique est une décision de renouvellement déclenchée par :

- > **une nouvelle solution** apportant un retour sur investissement justifiant l'achat immédiat;
- > **un coût dissuasif d'entretien** de l'ancien matériel;
- > **la reprise d'une croissance économique** justifiant la relance de ce type d'investissements;

Ces conditions ne sont pas encore réunies en ce début d'année 2003. En revanche, dès qu'elles le seront, tous les achats des entreprises vont redémarrer en même temps et connaître une forte croissance qui risque d'être à nouveau éphémère.

Le business model Econocom privilégiant la variabilisation des coûts et l'outsourcing logistique est construit pour durer dans ce marché.

Econocom est capable de s'adapter à un arrêt brutal des investissements comme à une forte reprise des achats.

Activité de services informatiques

Le marché des services applicatifs informatiques a connu en 2002 l'arrêt d'un cycle de croissance ininterrompu depuis 1997.

L'implantation des grands ERP et les investissements Internet, qui avaient connu une période d'euphorie pendant les années 1998 à 2001, ont été stoppés ou différés par les grandes entreprises dès le retournement de la conjoncture économique.

En revanche, les services liés à la gestion des parcs et infrastructures distribués (maintenance, help-desk, support utilisateur), services indispensables au quotidien



pour l'efficacité et le bon fonctionnement des entreprises, n'ont pas été impactés par ce retournement de tendance. C'est précisément sur ce créneau des services d'infogérance et de support qu'Econocom a acquis une expérience et développe son offre de services.

La demande croissante d'externalisation des services d'infogérance de parcs informatiques distribués auprès de spécialistes extérieurs crée de belles opportunités de développement pour Econocom Managed Services.

Activité de financement informatique

L'émergence d'un nouveau métier

Traditionnellement, une mauvaise conjoncture économique est favorable aux activités de location informatique, les entreprises recourant à des financements extérieurs pour libérer leurs fonds propres et améliorer leurs ratios bilanciels.

Cette tendance a été encore accrue par le surendettement de sociétés ayant surinvesti pendant la période Internet.

La conjoncture économique de 2002 explique donc une partie des bons résultats de l'activité Financial Services.

Toutefois, l'appel à des ressources financières extérieures est loin d'être aujourd'hui la première motivation des entreprises : elles recourent désormais à la location de leur parc informatique pour y remettre de l'ordre, en reprendre le contrôle et en réduire les coûts.

Ceux qui ont su et sauront faire évoluer une offre financière en une offre de services de gestion de parcs intégrant les services de support informatique et administratifs complémentaires disposent d'un potentiel de croissance significatif en répondant à cette tendance forte du marché.



I Proposer la meilleure offre à chacun de nos clients

La meilleure offre au meilleur prix

Dans chacune de nos activités, quelle que soit l'attente des entreprises, Econocom veut proposer la meilleure solution dans le domaine des services de gestion des infrastructures informatiques distribuées.

Présent sur l'ensemble des produits et services nécessaires à la gestion de parcs informatiques (approvisionnement, solutions de déploiement, nouvelles technologies, mobilité, sécurité, télécommunication, outils administratifs et financiers, reporting, IT asset-management, coaching, services desk, maintenance, avec SLA et SLM), le groupe Econocom innove et enrichit son offre avec des compétences et des services adaptés aux évolutions des attentes de ses clients.

Un développement en Europe et aux États-Unis, une organisation proche de ses clients

Avec plus de cinquante implantations en Europe et aux États-Unis, Econocom peut assurer les services de proximité nécessaires à ses clients en déploiements et gestion physique, opérationnelle, administrative et financière de leurs parcs et infrastructures informatiques.

Son implantation aux États-Unis permet à Econocom d'identifier rapidement les technologies, les produits et les services nouveaux apportant une réelle valeur ajoutée aux entreprises et de faire bénéficier par anticipation ses clients européens de ces innovations.

Une stratégie multimarques

Econocom développe une stratégie multimarques pour répondre aux attentes performances/prix de chaque client en proposant des produits et des conditions commerciales adaptés aux différents modes de distribution directe ou indirecte.

Econocom joue pleinement son rôle d'**intermédiaire** capable d'adapter le rythme et les modalités de distribution des constructeurs aux rythmes et capacités propres de l'entreprise, tout en gardant pour ses clients la possibilité de s'approvisionner auprès de la marque apportant le meilleur rapport prix/performance au moment de l'investissement.

Des compétences et des services créateurs de valeur pour les clients

Pour répondre aux besoins de ses clients, dans un marché de renouvellement de produits micro-informatiques, il ne suffit pas d'être capable d'approvisionner le produit présentant le meilleur rapport prix/performance, il faut y associer des compétences et des services pour offrir les meilleures solutions.

C'est la raison pour laquelle Econocom développe des solutions complètes couvrant tous les domaines d'intervention des services de gestion de parcs informatiques, notamment déploiements internationaux, solutions d'impression, solutions de stockage, mobilité, services d'exploitation de réseaux et administration au jour le jour, services complets de support aux utilisateurs (service desk d'aide à la résolution d'incidents, maintenance), services de reporting et d'asset-management, outsourcing et infogérance.

Econocom apporte à ses clients des services d'audit et de conseil dans le domaine de la gestion des parcs informatiques distribués et en assure la réalisation opérationnelle en prenant des engagements de qualité de services mesurés par des Services Level Agreement et Services Level Management garants de la **valeur ajoutée** apportée.



Repères

Renault

Renault simplifie la gestion de ses achats informatiques

Au sein de sa filiale européenne de distribution, le constructeur français mène un projet d'e-procurement original avec Econocom afin de rationaliser le processus d'achat de ses garages.

Nouvelle business unit née en 2001 pour rassembler ses activités de distribution (succursales) au niveau européen, Renault Europe Automobiles (REA) vend plus de 500 000 véhicules chaque année (véhicules neufs et d'occasion), après-vente et services, pour un CA de 7 milliards d'euros.

En unifiant son réseau de ventes en Europe, la marque au losange veut aussi mieux diffuser les solutions qui marchent (les best practices) dans cet univers particulier de la distribution automobile. Son premier cheval de bataille consiste à rationaliser l'achat de produits informatiques, un usage qui concerne quelque 8 500 collaborateurs équipés d'un PC, répartis sur douze pays.

L'e-procurement façon automobiles :

«Nous cherchions une solution d'e-procurement multi-fournisseurs qui puisse nous permettre de gérer nos catalogues en ligne, en restant efficaces dans le suivi des commandes et qui puisse s'interfacer facilement avec notre système SAP.»

Jean-Louis Ghiglione, Renault Europe Automobiles

L'entreprise a choisi la solution proposée par Econocom qui a fait ses preuves aux États-Unis. Son originalité est de coupler un outil simple de gestion en temps réel des approvisionnements à un workflow de gestion de catalogues et de cycles de validation.

Source Internet Professionnel, 1^{er} septembre 2002.



La solution à la carte Blackberry

La solution Blackberry proposée par Econocom Telecom rencontre un succès considérable auprès des entreprises.

Lancé fin novembre 2002 en France, le Blackberry permet aux utilisateurs de recevoir leurs mails en temps réel.

Des dizaines d'entreprises ont déjà demandé à Econocom Telecom de leur installer cette solution et d'en assurer le support et la maintenance.

I Externaliser pour **reprendre le contrôle**



Remettre de l'ordre dans les parcs et infrastructures distribués

La tendance à l'externalisation, qui a démarré il y a quelques années avec les flottes automobiles, est en train de se généraliser avec les «flottes informatiques».

Les flottes de PC présentent de nombreuses similitudes avec les flottes de véhicules automobiles, et les critères qui ont amené les entreprises à externaliser la gestion de leurs parcs automobiles sont les mêmes que ceux qui les amènent de plus en plus à externaliser la gestion de leurs parcs de PC.

Les parcs informatiques distribués des entreprises présentent les caractéristiques suivantes : une multitude de postes de travail hétérogènes, une difficulté persistante à cerner les coûts réels, directs et indirects, de ces parcs, les fusions, acquisitions et rapprochements entre sociétés qui en ont compliqué le suivi, les méthodes d'amortissement comptables rigides inadaptées à la souplesse nécessaire à ce type de matériel, les services spécifiques indispensables pour faire fonctionner les parcs informatiques au jour le jour.

Toutes ces caractéristiques créent une volonté dans les entreprises : **Externaliser la gestion des parcs informatiques pour en reprendre le contrôle, en rationaliser la gestion et ainsi en réduire les coûts.**

Les grands groupes recourent à l'externalisation de la gestion administrative et financière de leurs infrastructures informatiques distribuées pour remettre de l'ordre dans leurs parcs, les piloter et les maîtriser.

En externalisant le financement, elles mettent en place des outils de gestion et de reporting qui facilitent le suivi et le contrôle.

En externalisant les services de support auprès d'un partenaire intervenant au sein de leur entreprise, elles en précisent le niveau de qualité et en suivent la bonne exécution par la mise en place de Services Level Agreement.

En externalisant l'ensemble des services nécessaires à la gestion efficace de leurs parcs informatiques, elles en identifient toutes les charges directes et indirectes, en reprennent ainsi le contrôle et peuvent mettre en place un réel plan de réduction des coûts.

Les grandes entreprises ont pris conscience que ces postes distribués ne sont pas stratégiques, mais que leurs dysfonctionnements peuvent mettre en cause l'activité de l'entreprise en bloquant les collaborateurs.

La multiplicité des intervenants dans la gestion des parcs (services d'approvisionnement, services de support utilisateurs, services d'administration comptable et financière) et le nombre élevé de paramètres à prendre en compte pour mesurer leur bon fonctionnement rendent très difficile un réel contrôle interne du Total Cost of Ownership.

Tous ces éléments amènent de plus en plus de sociétés à externaliser la gestion de leurs parcs informatiques, le financement n'étant qu'un des aspects des services que l'entreprise attend pour la gestion de sa flotte de PC.



Repères Schneider

Schneider rationalise la gestion de ses actifs informatiques

Le groupe Schneider, leader mondial de l'électricité moyenne et haute tension, a choisi l'offre IT-CAP pour gérer plus de 20000 postes informatiques en France, distribués sur plus de 20 business units.

Par la mise en œuvre des outils et des méthodes apportées par IT-CAP, Schneider est parvenu à réduire de façon significative le coût de son budget informatique tout en augmentant la satisfaction de ses clients internes.

L'offre IT-CAP apporte à Schneider :

- pertinence et exactitude des données maintenues dans une base de données centrale, reliée avec les systèmes internes et ceux des principaux fournisseurs, et accessible via les technologies du Web par tous les acteurs dispersés dans le groupe;
- efficacité des processus, notamment dans la cohérence entre les demandes et la refacturation détaillée et acceptée, qui exerce une pression permanente pour maintenir la qualité des données;
- maîtrise du cycle de vie permettant de tirer le bénéfice de toute la flexibilité offerte par les contrats de services et la souplesse financière;
- approche qualité au cœur d'une conduite de changement réussie basée sur l'appropriation des processus par les niveaux opérationnels, tactiques et stratégiques.

IT-CAP : le pilote de l'infrastructure informatique distribuée

IT-CAP est une méthodologie et un ensemble d'outils permettant aux entreprises de reprendre le contrôle, de rationaliser la gestion et de réduire les coûts de leurs parcs informatiques.

Grâce à IT-CAP :

- les processus clés de gestion des infrastructures informatiques (demande, commande, réconciliation permanente, refacturation) sont industrialisés;
- les informations collectées sont pertinentes et fiables;
- la qualité du service apporté par l'infrastructure informatique est mesurée en croissant critères de coûts et niveau de qualité;
- des tableaux de bord sont produits et analysés;
- des comités de suivi réguliers prennent les décisions qui permettent de rationaliser la gestion du parc et d'en réduire les coûts (préparation, documentation, suivi de leur mise en œuvre).

Le « pilote » IT-CAP renforce le contrôle budgétaire et la maîtrise des dépenses en infrastructures informatiques distribuées en mettant à la disposition des décideurs les informations nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités.

Le déploiement d'IT-CAP représente une évolution significative vers l'IT-Governance appliquée à l'infrastructure distribuée.

Un métier, trois activités



Spécialisé dans la gestion physique, opérationnelle, administrative et financière de parcs informatiques, Econocom est présent dans trois activités :

- Econocom Financial Services
- Econocom Managed Services
- Econocom Products and Solutions

Econocom Financial Services



Econocom Financial Services, implanté en Europe et aux États-Unis, est un des leaders du financement des infrastructures IT. Indépendant des constructeurs, des banques et des institutions financières, Econocom assure à ses clients la liberté de choix de leurs investissements comme de leurs fournisseurs, pendant toute la durée des solutions de financement mises en place.



Les axes stratégiques d'Econocom Financial Services

En 2002, le groupe Econocom a fixé son nouveau plan stratégique Share Five avec pour axe principal de reprendre, d'ici cinq ans, le leadership dans chacune des trois activités du groupe : Econocom Financial Services, Econocom Products and Solutions et Econocom Managed Services.

Dans le cadre de ce plan stratégique pour la période 2003-2007, Econocom Financial Services a défini sa nouvelle mission :

Notre objectif est de permettre à nos clients de reprendre le contrôle de leurs actifs et de leurs budgets informatiques d'un point de vue administratif, opérationnel, technologique et financier. C'est la raison pour laquelle nous avons développé des outils et des services de gestion d'actifs compatibles avec nos solutions de leasing. Notre objectif est de continuer d'innover dans ce domaine.

Afin de proposer la solution la plus adaptée, il est nécessaire d'acquérir une compréhension approfondie du métier de chacun de nos clients. C'est la raison pour laquelle nous cherchons à bien les connaître avant de leur proposer un service financier. Cette connaissance du client, alliée à une expérience de vingt-cinq ans dans la location évolutive d'infrastructures informatiques, permet de développer une offre sur mesure.

L'année 2002 en bref

Le chiffre d'affaires et le nombre de collaborateurs ont connu en 2002 une croissance significative. ATOS Origin, Alstom ITC, Cegelec, Charming, Ernst & Young, Footlocker Europe, Lise Charmel Lingerie, Ricoh Europe, la SNCB (Société des chemins de fer belges), Thalys et Wurth sont quelques-uns des clients qui ont choisi, en 2002, de signer des contrats à long terme avec Econocom Financial Services.

Étant donné la réussite rencontrée aux États-Unis, le modèle de vente indirecte via un réseau de partenaires a été lancé en Europe, également avec succès. Au cours de sa première année, Atlance a réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros.

Afin de se renforcer dans la gestion des actifs informatiques, Econocom Financial Services a acquis les filiales françaises du groupe Comdisco : Comdisco France SA et Promodata SNC. Promodata a conçu et mis en place des services de gestions d'actifs sur mesure pour des entreprises multinationales d'Europe et d'Amérique du Nord. Ces services de gestion d'actifs seront intégrés à l'offre Econocom Financial Services en 2003. Ainsi, nos solutions de leasing seront encore plus complètes et sur mesure, tout en conservant leur dimension internationale et indépendante des banques et des fournisseurs.

Notre objectif est d'offrir à nos clients des outils et des services administratifs et financiers sur mesure pour leur permettre de mieux piloter et maîtriser leurs budgets et leurs actifs informatiques.

Enrichissement de l'offre produits

Les offres d'Econocom Financial Services ne se limitent pas à un partenariat financier : Econocom conçoit et met en œuvre des services de gestion d'actifs qui aident nos clients à gérer de manière rationnelle leurs actifs informatiques. Chaque année, nous complétons les solutions proposées à nos clients pour mieux piloter et maîtriser efficacement leurs parcs informatiques.

ART - Asset Report Tool, outil de suivi d'actifs via Internet

Afin d'aider les entreprises à réellement gérer leur portefeuille d'actifs informatiques, ART leur apporte, via l'Internet, un accès permanent et sécurisé aux informations relatives à leurs assets en location. Cet outil rencontre un grand succès auprès des clients : plus de 200000 actifs sont enregistrés dans la base de données ART à laquelle plus de 100 clients accèdent régulièrement.

BRT - Budget Report Tool, outil en ligne de suivi budgétaire

Capitalisant sur le succès rencontré par ART, Econocom a répondu aux demandes de ses clients en complétant l'outil par un suivi budgétaire afin de bâtir une stratégie efficace de gestion d'actifs. C'est ainsi qu'a été lancé BRT, un outil de gestion de budgets qui permet aux entreprises de disposer en ligne, via un accès à l'Internet sécurisé, des informations relatives à l'avancement de leurs budgets informatiques. Econocom BRT a été conçu en combinaison avec nos solutions de location, ce qui permet aux clients de disposer du suivi des différents budgets relatifs à leurs dépenses informatiques. Les informations détaillées fournies par Econocom BRT permettent aux clients de suivre leurs factures et de connaître en permanence, avant de valider de nouvelles demandes d'investissements, la part du budget déjà consommée et le budget restant disponible.

Solutions d'assurance

Les solutions d'assurance de parcs mises en place par Econocom couvrent tous les produits (matériels et logiciels) sous contrats de location. Comme toutes les informations sur les actifs en location sont enregistrées dans la base de données Econocom, tous les changements dans le portefeuille d'actifs informatiques de l'entreprise sont immédiatement pris en compte et couverts par la police d'assurance. En cas de dommage, les modalités de déclarations sont simplifiées grâce à la mise en place d'un site Web accessible partout dans le monde.

Une solution de leasing opérationnelle complète incluant assurance, suivi des actifs, et suivi budgétaire, pour optimiser le potentiel d'investissements informatiques de nos clients et dégager des capacités de financement sans pics d'investissements.

Avec la souplesse budgétaire et les options évolutives apportées par nos contrats de location, nos clients sont libres de décider quand et comment ils veulent acquérir de nouveaux produits et services informatiques.

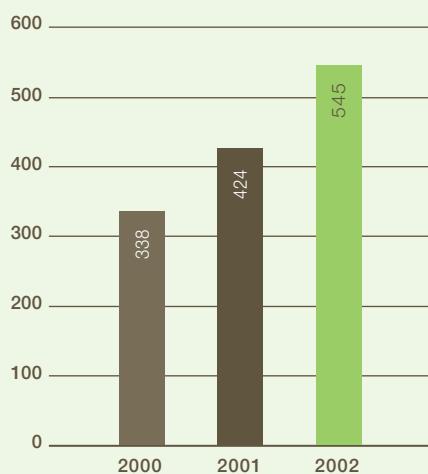


Témoignage client ART : Ricoh Europe B.V.

«Nous avions déjà recours au leasing pour certains de nos ordinateurs, mais nous recherchions plus de services, et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi Econocom, précise John Baker, Financial Controller de Ricoh Europe B.V. Notre responsable informatique avait déjà entendu parler d'eux et, dès que nous les avons rencontrés, nous avons compris qu'ils pouvaient nous offrir ce que nous recherchions : les conditions financières sont les mêmes qu'avec notre précédent leaser mais, pour le même prix, nous avons un bien meilleur rapport qualité/prix, grâce à ART. Cet outil développé par Econocom nous donne les informations supplémentaires dont nous avions besoin et que seul Econocom a été capable de nous procurer.»

Progression du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires (en millions d'€)



Econocom Managed Services



Leader en France et en Belgique sur le marché du support et de l'infogérance de systèmes distribués.

Dans un marché des services informatiques en stagnation, Econocom Managed Services réalise une légère croissance de son chiffre d'affaires en 2002. Cette progression est la combinaison d'une croissance de 10% des activités stratégiques d'outsourcing, de consulting et de support et de l'arrêt aux Pays-Bas et en Suisse des activités non stratégiques applicatives et d'intégration.

Avec l'acquisition de la société française TASQ en décembre 2002, Econocom Managed Services passe la barre des 1700 collaborateurs en Europe, dont plus de 1000 en France.



Les caractéristiques d'Econocom Managed Services sont : une forte orientation client, la flexibilité de l'offre d'outsourcing et un savoir-faire reconnu en matière de maîtrise des coûts. Ces atouts rendent durable le potentiel de croissance d'Econocom Managed Services dont une part importante de l'activité revêt la forme de contrats pluriannuels.

Caractéristiques du marché

Econocom Managed Services est spécialiste de la gestion des environnements distribués (PC et réseaux). Ce segment représente 10 % du marché des services informatiques et affiche des perspectives de croissance durable de l'ordre de 7 % par an.

Econocom présente la particularité d'être actif sur tous les principaux segments de ce marché :

- le déploiement des configurations auprès des utilisateurs, leur suivi en continu et la maîtrise des changements ;
- les service desk assurant la prise en charge des demandes et la résolution des incidents utilisateurs ;
- les services d'exploitation et d'administration, au jour le jour, des infrastructures garantissant la disponibilité des services ;
- la maintenance hardware et le support.

Les trois premiers segments de marché enregistrent une croissance soutenue, notamment pour les solutions modulaires et adaptables telles que celles développées par Econocom dans son offre d'infogérance.

Le marché de la maintenance tierce partie et du support est en plus faible progression, mais connaît un renouvellement par la concentration des acteurs et le développement de l'approche industrielle du métier.

Les axes stratégiques d'Econocom Managed Services

L'ambition d'Econocom Managed Services est d'être **leader des services d'infogérance et de support** des systèmes distribués dans les pays où nous intervenons.

Partie intégrante du plan Share Five du groupe, cinq axes stratégiques orientent notre action au quotidien :

- se concentrer sur deux segments stratégiques de développement : l'infogérance et le support ; y réaliser une croissance organique double de celle du marché ;
- se renforcer par des acquisitions et des alliances ;
- construire avec et pour nos clients des solutions modulaires et flexibles ;
- développer la capacité d'entreprendre ;
- contribuer à l'offre unique de Life Cycle Management d'Econocom.

L'année 2002 en bref

L'année 2002 a été marquée par le retrait des activités de projet au profit des activités d'outsourcing où Econocom est plus particulièrement présent.

La part de marché d'Econocom Managed Services est en croissance et atteint respectivement 10 % en Belgique et 3 % en France. L'acquisition de la société belge SX Consultants en mars 2002 a permis de prendre une place de leader dans ce pays en matière de consulting dans les domaines du Service Management et d'ITIL.

Avec l'acquisition au mois de décembre de la société TASQ, Econocom devient le numéro 1 français de la maintenance informatique avec une forte couverture régionale.



Enrichissement de l'offre produits

L'offre modulaire d'Econocom Managed Services vise à répondre aux besoins d'amélioration continue, de standardisation, et de maîtrise des coûts des infrastructures informatiques. Elle couvre les besoins des utilisateurs et la gestion du cycle de vie des équipements.

En 2002, Econocom Managed Services a :

- renforcé l'offre consulting pour la maîtrise des coûts informatiques (l'expertise TCO) et pour l'amélioration des organisations par les processus (ITIL) et les outils de productivité;
- élargi les périmètres couverts par les Services Level Agreements (SLA), notamment pour la gestion des configurations et la gestion automatique des mises à jour;
- développé le télésourcing (gestion et exploitation à distance), incluant des outils de gestion et de communication client en ligne (Web Access Teleservices par exemple).

Forte progression en France et en Belgique

En France et en Belgique, Econocom Managed Services a réalisé une progression de 10 % de son chiffre d'affaires et de 11 % de sa marge opérationnelle.

Le résultat avant impôt atteint 8 % du chiffre d'affaires, et progresse de 41 % par rapport à 2001.

En matière d'infogérance, d'importants contrats ont démarré en France et en Belgique :

➤ Le contrat MMA

Le groupe MMA a confié à Econocom Managed Services la gestion opérationnelle de ses environnements micro-informatiques matériels et logiciels pour ses 6 500 postes de travail, répartis entre le siège basé au Mans et les sites régionaux partout en France.

Le dispositif mis en place s'appuie sur la création d'une agence de 23 personnes au Mans et sur les ressources mutualisées d'Econocom Managed Services.

➤ Le contrat Electrabel

Electrabel, entreprise énergétique européenne, a signé en janvier 2002 un contrat-cadre d'infogérance d'une durée de cinq ans pour le support de son infrastructure PC en Belgique. Econocom Managed Services assure pour 8 000 utilisateurs présents sur 30 sites en Belgique et en Europe l'ensemble des services de help-desk et de support : gestion des commandes et asset management, gestion des incidents, des configurations et des changements.



Repère

Acquisition de TASQ

Econocom a saisi l'opportunité de renforcer ses activités de maintenance en France, par l'acquisition du fonds de commerce de la société TASQ, en décembre 2002.

Avec cette acquisition, le groupe prend le leadership en France dans le domaine de la tierce maintenance de parcs informatiques distribués. Le nouveau périmètre ainsi constitué représente un chiffre d'affaires annuel de 40 millions d'euros avec 680 collaborateurs.

Les 40 implantations de TASQ dans l'Hexagone viennent compléter et densifier le maillage du territoire français d'Econocom, ce qui est un des points forts de l'activité de maintenance. TASQ a d'autre part développé des outils spécifiques permettant l'industrialisation du processus de maintenance mobile avec le diagnostic centralisé, la planification des tournées et la gestion des stocks distribués.

Les quelque 300 clients de TASQ, principalement de très grands comptes dans tous les secteurs d'activités, pourront également bénéficier de l'ensemble de l'offre du groupe Econocom pour ses services d'exploitation (help-desk, administration de réseaux, coaching, etc.).



Repère

Acquisition de SX Consultants

L'acquisition de SX Consultants (février 2002) a permis à Econocom Services Belgique de prendre une position de leader du conseil dans les domaines du Service Management et de la méthodologie ITIL (IT Infrastructure Library).

Avec ses consultants dédiés, SX a une large expérience de la mise en œuvre d'organisations opérationnelles et de process informatiques dans les secteurs bancaires, industriels et institutionnels avec des références telles que KBC, Euroclear, Eurocontrol, Electrabel...



Econocom Products and Solutions



Econocom Products and Solutions est un spécialiste de l'approvisionnement des entreprises en infrastructures informatiques (produits et solutions).

Dans un marché en forte baisse, le positionnement d'Econocom Products and Solutions auprès des grandes entreprises, qui ont souvent choisi de reporter leurs investissements informatiques, a pesé significativement sur le chiffre d'affaires en 2002.

Le business model du groupe est axé sur la variabilisation des coûts (outsourcing logistique et force commerciale constituée d'agents commerciaux), ce qui permet de s'adapter à un marché cyclique.

En Belgique, où ce modèle est mis en place depuis plusieurs années, un résultat d'exploitation positif a été atteint, en dépit de la baisse du chiffre d'affaires. L'application de ce modèle en France, dès le deuxième trimestre 2002, a permis de stopper les pertes d'exploitation et de réaliser un résultat positif au second semestre.



Caractéristiques du marché

Le marché de l'approvisionnement en informatique distribuée est devenu un marché de renouvellement qui évolue en corrélation avec les cycles économiques. La banalisation du produit incite les clients à rechercher avant tout un prestataire capable de proposer le plus large choix possible au meilleur prix et de déployer les solutions de manière fiable, dans le respect des délais et des budgets.

La concentration des acteurs présents sur ce marché se poursuit, aussi bien parmi les constructeurs (fusion HP/Compaq) que chez les distributeurs (rapprochement Computacenter/GE). Le modèle de vente directe initié par Dell se généralise parmi les constructeurs.

Les axes stratégiques d'Econocom Products and Solutions

Econocom Products and Solutions fait partie des leaders en France et en Belgique. Son ambition est d'en faire partie en Europe de l'Ouest à l'issue de la période 2003-2007.

Les axes stratégiques du plan Share Five pour l'activité Products and Solutions sont les suivants:

- généralisation du business model Econocom par la variabilisation des coûts pour faire face au caractère cyclique de l'activité (outsourcing des fonctions logistiques et développement du modèle agent au sein de la force commerciale);
- développement de l'offre de solutions, dont le retour sur investissement est immédiat pour les entreprises. Combiner offre de produits et solutions répond au besoin qu'ont les entreprises d'un prestataire ayant une approche intégrée.



Econocom Products and Solutions



Econocom Products and Solutions se différencie des constructeurs qui ont choisi la vente directe, en s'appuyant sur ses atouts :

- l'indépendance, qui assure l'objectivité du conseil ;
- la proximité client, favorisée par une forte implantation régionale ;
- la capacité à délivrer des solutions intégrant des produits provenant de fournisseurs multiples ;
- la recherche de l'excellence opérationnelle, via des outils d'e-procurement et des process qualité agréés ;
- une expérience et une expertise acquises depuis vingt ans.

Développement des offres de solutions **Econext**

La réduction des coûts administratifs engendrés par l'acquisition de matériel informatique (définition des catalogues, passation et suivi des commandes, enregistrement des assets, etc.) est un objectif commun aux entreprises clientes et à Econocom Products and Solutions.

Dans ce but, Econocom Products and Solutions a mis en œuvre plusieurs pilotes de solutions d'e-procurement qui seront un axe de développement significatif en 2003.

REA (Renault Europe Automobiles) a sélectionné Econocom et sa plate-forme Econext pour rationaliser les processus d'achat de produits informatiques par son réseau de distribution.



Partenariat Econocom Products and Solutions / Fit IT

Econocom a conclu, en mai 2002, un partenariat avec la société belge Fit IT.

Fit IT assure l'étude de faisabilité et conçoit l'architecture de solutions de sécurité et de stockage pour lesquelles Econocom est le prestataire en termes d'approvisionnement et d'implémentation pour des plate-formes homogènes.

Ecoprint : une solution d'impression clé en mains

Pour répondre à une demande croissante de ses grands clients, Econocom a construit une solution d'impression intégrant la sélection du matériel, sa mise en fonctionnement, les services de support et de maintenance associés, ainsi que son financement global facturé au coût à la page.

Solutions Microsoft

La signature avec Microsoft d'un accord de partenariat pour le développement des solutions Microsoft, en particulier autour de la mobilité (MIS, Exchange), positionne Econocom Products and Solutions sur un segment de marché en très forte croissance.



Les valeurs du groupe Econocom

Des valeurs tournées vers nos clients



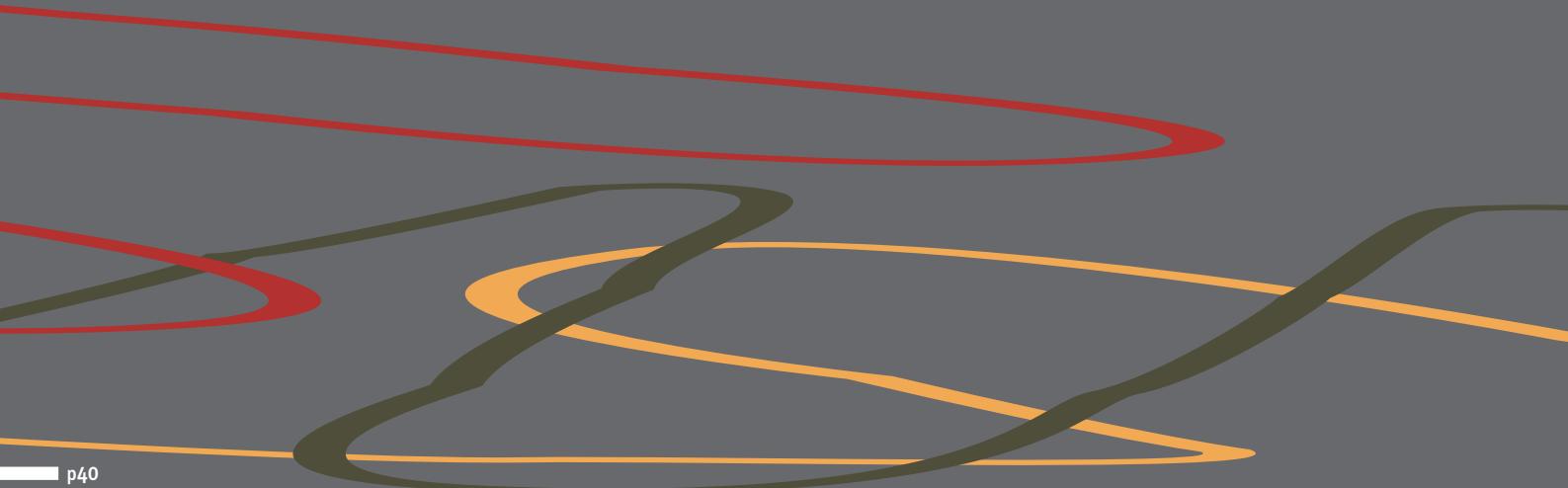
Aimer entreprendre

La raison d'être Econocom : entreprendre et redonner aux entreprises la liberté d'entreprendre en les libérant des contraintes liées à la gestion de leur parc informatique.

Recruter, former, animer et faire progresser des équipes compétentes auprès de nos clients relève de notre responsabilité d'entrepreneur.
Innover, développer de nouvelles offres anticipant la demande de nos clients, c'est ce que nous aimons faire.

Savoir rebondir

Un état d'esprit, la volonté de se servir de l'obstacle pour aller plus loin : L'activité informatique alterne des cycles de croissance et de baisse des achats de produits et services informatiques. Cela nous a amenés à construire un business model capable de s'adapter aux brusques changements de rythme de nos clients. Nous pouvons ainsi rebondir à chaque redémarrage d'activité et rester disponibles et performants pour nos clients en cas de baisse des achats grâce à la complémentarité de nos activités.





Aimer savoir

Regarder la réalité en face, connaître l'environnement dans lequel les infrastructures informatiques évoluent, mettre au service de nos clients les produits et services innovants que nous trouvons sur le marché.

L'offre d'e-procurement Econext, la connaissance des assets fournie par ART, les outils et méthodes apportés par IT CAP, pilote des infrastructures distribuées, les engagements de services fixés et mesurés par des Services Level Agreement, le suivi des interventions en ligne avec WAT, tous ces exemples de produits et services illustrent la volonté d'Econocom de mettre à la disposition de ses clients, notamment via Internet, les informations leur permettant de savoir.

Savoir partager

Savoir partager avec ses clients, ses partenaires et ses collaborateurs car, sans partage, il n'y a pas de progrès. Partager est un terme créateur. L'échange, c'est le plaisir immédiat, le partage, c'est vivre ensemble dans ce que l'on a créé. Il exige la rencontre entre deux mondes mentaux, donc le conflit qui est créateur.

En 2002, Econocom a élaboré son nouveau plan stratégique pour la période 2003-2007 : Share Five, une invitation à partager l'aventure Econocom pour les cinq années à venir.

2002

Rapport **annuel**

Cahiers **financiers**

Organisation

Évolution du cours de l'action Econocom Group

Calendrier financier

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2002

Organigramme du groupe

Organigramme de détention

Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société

Econocom Group : comptes annuels consolidés au 31 décembre 2002

Bilan consolidé

Compte de résultats consolidé

Annexes aux comptes consolidés

Tableau de financement consolidé

Rapport du commissaire

Econocom Group : comptes annuels non consolidés au 31 décembre 2002

Bilan

Compte de résultats

Annexes aux comptes annuels

Tableau de financement non consolidé

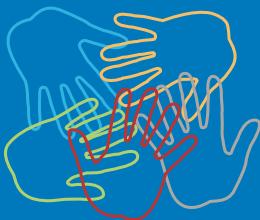
Rapport du commissaire

Renseignements de caractère général

Concurrence, recrutement

Évolution récente et perspectives

Historique des chiffres clés consolidés



Econocom en 2002 **Business model et réactivité**

Le ralentissement économique général, amorcé dès le début 2002, s'est traduit par un recul significatif de tous les marchés de l'informatique.

Econocom a pris, dès le printemps 2002, les **décisions** qui s'imposaient dans ce contexte difficile.

La réactivité du groupe, le **business model** d'Econocom combinant variabilité des coûts et complémentarité des cycles économiques de ses activités, les nouveaux résultats apportés par sa stratégie de croissance externe ciblée permettent à Econocom d'afficher en 2002 une des meilleures **performances** de l'industrie des services informatiques en Europe.

Les progrès de l'activité Financial Services, la bonne résistance de l'activité Managed Services et la variabilisation des coûts de l'activité Products and Solutions dans un environnement très difficile permettent à Econocom d'**aborder 2003** et des marchés sans doute aussi perturbés qu'en 2002 dans de **bonnes conditions**.

La Commission bancaire et financière a autorisé, en date du 29 avril 2003, l'utilisation du présent rapport annuel à titre de document de référence pour tout appel public à l'épargne qui serait effectué par Econocom Group SA, jusqu'à la publication de son prochain rapport annuel, dans le cadre du Titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, au moyen de la procédure d'information dissociée.

Dans le cadre de cette procédure, le document de référence devra être accompagné d'une note d'opération afin de constituer un prospectus au sens de l'article 29 de l'arrêté royal précité.

Ce prospectus devra être soumis à l'approbation de la Commission bancaire et financière conformément à l'article 29 ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Organisation de la société Econocom Group au 31 décembre, 2002



1. Conseil d'Administration

Président et administrateur délégué
Administrateurs

Jean-Louis Bouchard
Nasri Bejani
Gaspard Dürrleman
Rafi Kouyoumdjian
Luc Pintens
Jean-Philippe Roesch
Vincent Wajs
Charles de Water

2. Commissaire

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.

représentée par Emmanuèle Attout

3. Comité de Direction Groupe

Ce comité est constitué
au 31 décembre 2002

de cinq membres exécutifs
du Conseil d'Administration,

Jean-Louis Bouchard
Nasri Bejani
Luc Pintens
Jean-Philippe Roesch
Charles de Water

du directeur contrôle et
systèmes d'information

Christine Vallin

et du directeur marketing
et communication Groupe,
Country Manager France

Marie-Hélène Wanneroy

Évolution du cours de l'action Econocom Group

en Bourse de Bruxelles depuis le 1/1/2000

Comptant Simple Fixing jusqu'au 10/3/98.

Comptant Double Fixing du 11/3/98 au 10/3/99. Marché à terme semi-continu du 11/3/99 au 15/3/00.

Marché à terme continu à partir du 16/3/00.

Tous les montants et volumes ont été ajustés pour tenir compte de la division du titre par 4 en juin 2002.

Mois	Prix (€)			Volume		
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix Moyen (€)	Nombre d'actions Traitées	Valeur (K€)
Janvier	8,88	7,75	8,00	8,90	468 120	3 929,87
Février	7,79	6,75	7,04	7,33	512 496	3 754,03
Mars	7,50	6,75	7,08	7,13	395 468	2 818,70
Avril	7,00	6,06	6,70	6,54	382 900	2 502,25
Mai	7,60	6,05	7,50	6,76	506 116	3 422,61
Juin	7,61	6,38	6,38	6,96	289 108	2 012,91
Juillet	6,26	5,58	5,58	6,11	267 804	1 636,28
Août	6,81	5,13	6,71	5,61	307 432	1 724,69
Septembre	6,61	5,25	5,43	5,87	192 980	1 132,79
Octobre	5,25	4,76	4,89	5,03	181 320	911,59
Novembre	5,13	4,63	4,64	4,86	150 100	729,49
Décembre	4,75	3,34	3,34	4,09	264 528	1 081,26
Total 2000	8,88	3,34	3,34	6,27	3 918 372	25 656,47
Janvier	4,99	2,68	4,99	3,60	856 160	3 080,04
Février	5,60	4,49	4,56	4,77	394 284	1 879,56
Mars	4,51	4,13	4,25	4,32	151 160	653,01
Avril	4,45	3,88	4,38	4,23	84 976	359,07
Mai	4,48	4,05	4,05	4,24	118 464	502,41
Juin	4,30	3,41	3,63	3,98	258 112	1 028,06
Juillet	4,19	3,14	4,00	3,62	178 404	646,31
Août	3,99	3,51	3,75	3,71	98 052	363,23
Septembre	4,13	2,75	3,75	3,44	269 308	926,22
Octobre	4,49	3,25	4,49	3,62	439 376	1 590,65
Novembre	5,18	4,13	4,78	4,57	551 320	2 518,29
Décembre	5,24	4,69	5,24	4,84	286 100	1 385,58
Total 2001	5,60	2,68	5,24	4,32	3 685 716	14 932,42
Janvier	5,85	5,13	5,75	5,42	311 696	1 688,68
Février	6,13	4,65	5,75	5,60	763 120	4 275,61
Mars	6,11	5,63	5,87	5,90	340 120	2 006,33
Avril	6,06	5,50	5,50	5,69	221 067	1 258,84
Mai	5,36	4,75	5,35	5,12	237 060	1 214,55
Juin	5,25	4,59	4,90	4,84	98 700	477,32
Juillet	5,00	3,80	4,00	4,61	117 530	541,71
Août	4,00	3,45	3,60	3,81	102 388	390,15
Septembre	3,49	2,75	2,75	3,08	166 929	514,54
Octobre	4,15	2,50	3,60	3,28	548 757	1 799,21
Novembre	3,95	3,40	3,80	3,78	102 220	386,28
Décembre	3,95	3,50	3,75	3,80	96 200	366,04
Total 2002	6,13	2,50	3,75	4,80	3 105 787	14 919,26

Calendrier financier



Assemblée générale

20 mai 2003	18 mai 2004
-------------	-------------

Paiement du dividende

6 juin 2003	Début juin 2004
-------------	-----------------

Communiqué des résultats semestriels provisoires

29 juillet 2003	Juillet 2004
-----------------	--------------

Communiqué des résultats semestriels définitifs

10 septembre 2003	Septembre 2004
-------------------	----------------

Communiqué des résultats annuels provisoires

6 février 2003	29 janvier 2004
----------------	-----------------

Relations investisseurs :

Jean-Philippe Roesch, Parc Horizon, Chaussée de Louvain 510, Bte 80
1930 Zaventem, Belgique.
E-mail : jean-philippe.roesch@econocom.fr

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre **2002** à l'Assemblée Générale du 20 mai **2003**

Conformément à la législation en vigueur et aux statuts de la Société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la Société ainsi que ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2002.

1. Périmètre du Groupe

Au cours de l'exercice 2002, les mouvements sur le périmètre peuvent être détaillés ainsi :

- SX Consultants, société belge de咨询 en processus et outils de gestion de parcs informatiques ;
- Comdisco France et sa filiale Promodata SNC, sociétés opérant dans les services de financement en France.

Econocom SAS a créé en novembre 2002 la société française Econocom TASQ SAS dans laquelle ont été

logés les actifs et les passifs de la société GMII Tasq rachetés le 3 décembre 2002.

Par ailleurs, dans le cadre du développement en France des activités de Vendor Lease, la société Atlance France SAS a été créée au premier semestre 2002.

Econocom Group a acquis, au 4^e trimestre, 50,1 % de la société hollandaise Econocom Expert International BV ;

Econocom Infopoint a porté à 100 % sa participation dans la société Infoconseil, jusqu'alors détenue à 50,1 %.

Enfin, la simplification souhaitée des structures a conduit d'une part à la fusion, au 30 novembre, des sociétés Econocom Services et Econocom Services France, d'autre part au transfert d'Econocom Lease SA/NV (Belgique) d'Econocom Services SA/NV (Belgique) à Econocom Group SA/NV.

2. Résultats

2.1. Résultats consolidés

(€ millions)	2002	2001	Variation en %
Chiffre d'affaires	971,5	965,0	+ 1 %
Résultat d'exploitation (avant amortissement de fonds de commerce)	22,8	22,3	+ 2 %
Résultat d'exploitation	21,6	22,1	- 2 %
Résultat courant (1)	23,3	21,2	+ 10 %
Résultat courant	19,4	18,1	+ 7 %
Résultat net avant impôts	18,1	22,0	- 18 %
Résultat net (2)	15,7	15,1	+ 4 %
Résultat net, part du Groupe	10,5	15,9	- 34 %

(1) Avant amortissement des écarts d'acquisition (et fonds de commerce acquis)

(2) Avant amortissement des écarts d'acquisition (et fonds de commerce acquis) et avant éléments exceptionnels.

Rapport

du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre **2002**



Le résultat courant (avant amortissement des écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis) progresse de 10 %, à 23,3 millions d'euros. Il a bénéficié en 2002 :

- de la très bonne performance de l'activité Financial Services ;
- de la contribution positive des acquisitions SX Consultants et Comdisco France / Promodata ;
- de la progression de la rentabilité des activités de Managed Services.

Toutes les activités du groupe sont profitables sur le deuxième semestre,

l'activité Products & Solutions ayant réalisé un léger bénéfice suite aux mesures structurelles d'économie et de variabilisation des coûts prises dès avril 2002.

La situation de trésorerie positive a permis de dégager un produit financier net de 0,5 million d'euros, à comparer à une charge financière nette d'un million d'euros en 2001.

Ces améliorations sont partiellement compensées par un accroissement de la charge d'impôt.

La charge annuelle d'amortissement des écarts d'acquisition (et de fonds de commerce acquis) atteint 3,9 millions d'euros ; après les principales acquisitions réalisées en 2002, le montant total des écarts d'acquisition (positifs et négatifs) et fonds de commerce restant à amortir était, au 31 décembre 2002, de 9,5 millions d'euros, à comparer à des capitaux propres consolidés de 87,3 millions d'euros.

Écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis :

(en millions €)	Valeur nette au 31.12.2002	Contribution au CA 2002	Date d'acquisition
SX Consultants	0,7	1,0	2002
TASQ	4,3	-	2002
Comdisco / Promodata	- 1,6	51,4	2002
Econocom Expert International	0,4	-	2002
ACE Computer (Syscom)	0,7	20,9	2001
EPS (fonds de commerce acquis d'EDS)	0,9	3,2	1999
Econocom Location + Econocom SAS	1,0	106,7	1996
PLI	0,7	7,9	2000
Econocom UK	0,6	17,9	1995
Econocom Suisse (et ECS-DBSI)	0,5	20,6	1995
Keydata (fusionnée dans Infopoint)	1,0	257,5	1998
Autres	0,3		
Total	9,5		

L'écart de consolidation constaté lors de l'acquisition des actifs de la société GMII Tasq tient compte d'une provision pour coûts d'intégration et restructuration de 3 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel est sur l'année du même montant qu'à la fin du premier semestre (charge nette d'1,3 million d'euros) ; il est constitué pour l'essentiel des coûts de restructuration et réorganisation engagés en 2002 sur la filiale française Econocom Infopoint.

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2002

2.2. Résultats par secteur d'activité

Les chiffres d'affaires réalisés dans les trois activités sont les suivants :

(en millions €)	2002	2001	Variation en %
Managed Services	127	123	+ 3%
Products & Solutions	300	418	- 28%
Financial Services	545	424	+ 29%
Total	972	965	+ 1%

La part de ces trois activités dans le résultat d'exploitation est la suivante :

(en millions €)	2002	2001	Variation en %
Managed Services (*)	8,6	7,7	+ 12%
Products & Solutions	- 3,2	7,1	- 145%
Financial Services	17,4	7,5	+ 132%
Total (*)	22,8	22,3	+ 2%

(*) Hors amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS.

À périmètre comparable, le chiffre d'affaires s'inscrit en retrait de 4,8%.

L'activité Managed Services (services d'outsourcing et de support), qui opère avec des contrats moyen et long terme, réalise une performance satisfaisante, avec une croissance de 3% de son chiffre d'affaires.

L'acquisition de SX Consultants en février 2002 contribue pour 1% à la progression.

L'activité Products & Solutions continue d'être affectée par le fort ralentissement, perçu dès l'automne 2001, des ventes de produits micro-informatiques. L'outsourcing logistique, en place au Benelux depuis 1997, a été mis en œuvre en août 2002 en France afin de variabiliser les coûts de logistique et d'achat.

L'activité Financial Services est particulièrement dynamique sur l'ensemble de l'année et progresse de 29% (16% à périmètre comparable) par rapport à une année 2001 qui était déjà une année de forte croissance (+25% par rapport à 2000).

L'intégration, à compter du 1^{er} octobre, de Comdisco France/ Promodata se déroule bien.

Ces évolutions respectives confirment le caractère complémentaire des trois activités du groupe, dont deux – Products & Solutions et Financial Services – fonctionnent à contre-cyclique l'une de l'autre.

2.3. Bilan et résultats de la société (non consolidés)

Les événements principaux de l'exercice 2002 concernent l'augmentation des participations pour un montant de 21,8 millions d'euros.

Econocom Group a procédé aux opérations suivantes :

- Achat de 329 998 actions (99,98%) d'Econocom Lease SA/NV à Econocom Services SA/NV ;
- Acquisition de 117 644 actions (100%) de la société Comdisco France ; un contrat d'intéressement d'Econocom International NV a été conclu concernant cette acquisition ; conformément à l'Article 524 du Code des Sociétés, trois administrateurs, choisis pour leur indépendance par rapport à l'opération, ont

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre 2002



étudié les conditions de ce contrat et ont conclu dans leur rapport à l'absence d'avantage ayant caractère de rémunération privilégiée pour la société Econocom International NV.

- Achat de 682 362 actions (50,1%) d'Econocom Expert International à Econocom International NV ; cette acquisition, réalisée pour un prix de 0,5 million d'euros, a été approuvée par le Conseil d'Administration dans le respect de l'Article 524 du Code des Sociétés, sur la base du rapport de trois administrateurs qui, après analyse des caractéristiques de l'opération, ont conclu à l'absence d'avantage ayant un caractère de rémunération privilégiée.

Pour ce qui concerne les autres postes du bilan, les mouvements principaux concernent une diminution de 1,8 million d'euros des "autres créances" ; il s'agit de la variation nette des prêts accordés par Econocom Group à ses filiales.

La société a par ailleurs acquis, en 2002, 867 343 actions propres au prix moyen de 3,67 euros par action, soit un investissement de 3,2 millions d'euros. Suivant la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2002, 1 136 020 actions ont été annulées, sans réduction du capital social, avec suppression de la réserve indisponible d'un montant de 4,6 millions d'euros constituée conformément à l'article 623 du Code des sociétés.

La valeur nette des 75 087 actions propres détenues s'élève à 0,3 million d'euros au 31 décembre 2002. Par ailleurs, Econocom Group a pris l'engagement d'investir 5 millions d'euros dans un fonds commun de placement à risques MBO FCPR ; 0,15 million d'euros avaient été investis au 31 décembre 2002.

Les fonds propres ont augmenté de 2,8 millions d'euros : 0,02 million d'euros de capital, 0,1 million d'euros de prime d'émission, 3,8 millions d'euros de résultat reporté et une baisse de 1,1 million d'euros des réserves. Ils s'élèvent à 82,4 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Le résultat de l'exercice, d'un montant de 10,3 millions d'euros, est constitué pour l'essentiel de dividendes payés par les filiales.

Le Commissaire, la société PricewaterhouseCoopers, Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L., a accompli au cours de l'exercice des missions qui lui sont réservées par le droit des sociétés et qui ont été rémunérées par des émoluments de 1 K€. Il a en outre effectué une revue des comptes semestriels consolidés et statutaires rémunérés par des émoluments de 0,03 million d'euros. Des sociétés avec lesquelles le Commissaire se trouve sous l'angle professionnel dans des liens de collaboration ont fourni des prestations d'assistance fiscale et conseil et d'interim management rémunérées par des honoraires de 0,63 million d'euros.

3. Résultats des principales filiales

3.1. Belgique

3.1.1. Econocom Services SA/NV, CSI NV, PLI Benelux SA, SX Consultants (Managed Services)

Les sociétés Econocom Services SA/NV et CSI NV ont réalisé un chiffre global de 51,2 millions d'euros, en croissance de 3 % par rapport à 2001.

La société PLI Benelux SA, acquise en septembre 2000 et spécialisée dans la vente de solutions de stockage de données et de solutions AS 400 et RS 6000, a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 8,6 millions d'euros.

SX Consultants, société acquise en février 2002, spécialisée dans le consulting en processus et outils de gestion de parcs a contribué pour 1,2 million d'euros au chiffre d'affaires du groupe.

3.1.2. Econocom Distribution SA/NV (Products & Solutions)

Le chiffre d'affaires d'Econocom Distribution SA/NV, affecté par le ralentissement des ventes de produits micro-informatiques, a baissé pour s'établir à 68,8 millions d'euros. La structure des coûts variables de la société, basée sur une force commerciale constituée d'agents et sur une logistique externalisée, a permis à la société de réduire significativement l'impact de cette baisse sur le résultat.

Rapport

du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre 2002

3.1.3. Econocom Lease SA/NV (Financial Services)

Econocom Lease a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 78,6 millions d'euros, en forte progression. L'augmentation de la taille moyenne des contrats a contribué à cette évolution et permis l'amélioration de la rentabilité de cette filiale.

2002 a également vu le démarrage de la commercialisation d'Atlance pour le « Vendor Leasing », qui a contribué à la croissance du chiffre d'affaires.

3.2. Luxembourg

Econocom Luxembourg SA s'était recentré en 2001 sur deux activités : Financial Services et Managed Services.

PLI Luxembourg, spécialisé dans la gestion d'architectures informatiques, a développé ses prestations dans le secteur des small business computers.

Econocom a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 6,1 millions d'euros au Luxembourg.

3.3. Pays-Bas

3.3.1. Econocom Nederland (Financial Services)

Le chiffre d'affaires de la filiale hollandaise de location atteint 186 millions d'euros, en hausse de 36%. Le résultat net avant impôt a également fortement progressé.

3.3.2. Econocom Services et Econocom Product Services (Managed Services)

Le chiffre d'affaires s'établit à 10,7 millions d'euros, en baisse. Réalisé en grande partie auprès de clients présents dans le secteur de la finance, il a souffert des réductions de budgets opérées en 2002 dans ce secteur.

L'activité Oracle, non stratégique et non rentable, a été cédée en cours d'année, générant une plus-value.

3.4. France

3.4.1. Econocom Location Comdisco France, Promodata (Financial Services)

2002 a été une nouvelle année de croissance pour Econocom Location SA, dont le chiffre d'affaires a atteint 107,9 millions d'euros.

Le Groupe s'est renforcé sur ce marché en France en acquérant, en octobre 2002, Comdisco France et sa filiale Promodata, spécialisée dans la gestion administrative et financière de parcs informatiques.

3.4.2. Econocom Infopoint SA (Products & Solutions)

2002 a été une nouvelle année difficile, du fait de la baisse des ventes de produits micro-informatiques.

Le chiffre d'affaires s'établit à 275,4 millions d'euros, en baisse significative.

Après un premier semestre en perte, les mesures d'économies et de variabilisation des coûts (outsourcing logistique à partir d'août 2002) ont permis le retour à la profitabilité au 4^e trimestre ; le coût des mesures de restructuration est inscrit en charges exceptionnelles.

En 2003, un effort particulier sera accompli pour poursuivre le développement du marché des solutions et la variabilisation des coûts commerciaux.

3.4.3. Econocom Services SA (Managed Services)

Econocom Services a enregistré en 2002 une légère croissance de son chiffre d'affaires à 42,9 millions d'euros, tout en obtenant une amélioration significative de la rentabilité.

Les activités de support aux utilisateurs et d'infogérance se sont développées. Plusieurs contrats significatifs d'infogérance ont été remportés.

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre 2002



L'activité de maintenance a progressé, tout en améliorant sa profitabilité.

Econocom Group a repris, en décembre 2002, certains actifs de tierce-partie maintenance de la société française TASQ, ce qui lui confère une place de leader sur ce marché.

L'objectif est d'avoir une couverture complète en terme d'offre de services, pour satisfaire les entreprises qui font confiance à Econocom et développer le portefeuille de clients.

3.4.4. Econocom Telecom SAS (Services de télécommunications)

Cette jeune activité, qui a poursuivi en 2002 sa forte croissance, est profitable.

3.5. Grande-Bretagne

Econocom UK Limited (Financial Services)

Le chiffre d'affaires s'établit à 17,9 millions d'euros.

Le marché anglais de la location, particulièrement concurrentiel, n'a pas permis le développement escompté en 2002.

3.6. Espagne

Econocom SA (Financial Services)

La croissance de l'activité a été forte en 2002, avec un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros, en progression de 53%.

Le recrutement de commerciaux expérimentés, le renforcement des partenariats avec les institutions financières et les revendeurs informatiques, et l'introduction de nouveaux produits, tels que Budget Lease et ART, devraient permettre la poursuite d'une forte croissance sur ce marché prometteur.

3.7. Suisse

Econocom Suisse SA (Financial Services)

2002 a été une année de réorganisation des activités d'Econocom en Suisse.

Le chiffre d'affaires s'établit à 20,6 millions d'euros.

3.8. USA

Econocom USA Inc. (Financial Services)

Après plusieurs années de forte croissance de l'activité, 2002 a été consacré à la consolidation et à l'amélioration de la rentabilité.

L'activité a atteint 39,2 millions d'euros.

Les synergies attendues du rapprochement avec Ace Computer Center LLC, suite à la prise de participation à hauteur de 33% en mai 2001, ont commencé à se développer de manière satisfaisante.

3.9. Italie

Econocom Locazione Italia (Financial Services)

La société Ecofinance Italie, acquise en novembre 2001 pour héberger le redémarrage de l'activité de location dans ce pays, a modifié en 2002 sa dénomination sociale en Econocom Locazione Italia. Les premiers investissements commerciaux réalisés ont permis de générer un chiffre d'affaires de 4,6 millions d'euros sur l'exercice.

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2002

4. Augmentations de capital et plans d'options sur actions

Le capital de la société a été augmenté le 30 avril 2002 par la création de 9900 actions suite à la levée par le personnel d'options dont il était bénéficiaire.

Les augmentations liées aux levées d'options, par la voie du capital autorisé, ont fait l'objet, comme la loi l'exige, de rapports du Conseil d'Administration pour justifier la suppression du droit de préférence des actionnaires existants. Les raisons principales touchent au caractère exclusif de ces opérations en faveur du personnel, à la très faible dilution qui en découle, à l'approbation

préalable en 1997 de ce plan d'options par l'Assemblée des actionnaires et aux coûts liés au rachat d'actions existantes à un prix supérieur au prix d'exercice.

Par ailleurs, suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002, l'action a été divisée par quatre le 27 juin 2002.

Suite à cette décision, le nombre d'actions a été porté à 32 636 020. Par décision de l'Assemblée Générale du 18 décembre 2002, 1 136 020 titres ont été annulés. Le capital social, entièrement libéré à la

clôture, est constitué de 31 500 000 actions nominatives ou au porteur. Le capital autorisé disponible s'élève actuellement à 11 722 848,24 euros. L'Assemblée Générale Ordinaire du 22 février 2000 a renouvelé pour une période de cinq ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, et ce, pour un maximum de 13 849 386,40 euros jusqu'à l'échéance du 22 février 2005.

Au 31 décembre 2002, le montant total des options accordées non exercées était de 1 541 396 soit 4,9% du capital.

5. Préparation du passage envisagé aux normes comptables IAS

Econocom a conduit, au cours de l'année 2002, une étude de passage aux normes IAS pour ses comptes consolidés.

L'évaluation des impacts tant financiers que de présentation des comptes est maintenant terminée.

Le groupe doit encore arrêter sa position quant au traitement de ses opérations afférentes à l'activité Financial Services.

6. Administrateurs / Corporate governance

En application des recommandations des autorités du marché en matière de Corporate Governance, le Conseil d'Administration se compose dorénavant d'administrateurs exécutifs

(MM. Jean-Louis Bouchard, Président, Jean-Philippe Roesch, Charles de Water, Nasri Béjani et Luc Pintens) et d'administrateurs non exécutifs (MM. Rafi Kouyoumdjian, Gaspard Dürrleman et Vincent Wajs).

Le mandat de M. Jean-Philippe Roesch a été renouvelé en mai 2002 pour une durée de 6 ans.

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes

au 31 décembre 2002



7. Autocontrôle

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002 avait autorisé le Conseil d'Administration à racheter un maximum de 814 910 actions propres avant division soit 3 259 640 dans une fourchette de prix fixée entre 2,5 et 18,75 euros

(valeur après division de l'action). Econocom Group et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2002, 1 111 975 actions Econocom Group (prix moyen d'acquisition : 5,25 euros) soit 3,53 % du nombre total d'actions émises ; le prix global

d'acquisition est de 5 808 000 euros. Sur l'exercice, 1 136 575 actions ont été acquises et 1 136 020 détruites suite à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 décembre 2002.

8. Nouveau plan stratégique et perspectives 2003

Les résultats 2002 ont bénéficié du Business Model original du groupe, qui a fait ses preuves depuis 20 ans en Belgique.

Ce Business Model s'appuie sur :

- trois activités complémentaires, dont deux (Products & Solutions et Financial Services) fonctionnent à contre-cycle l'une de l'autre, et la troisième (Managed Services) opère avec des contrats moyen et long-terme ;
- une structure de coûts privilégiant la variabilité, avec des agents commerciaux rémunérés en pourcentage de la marge générée et une logistique outsourcée.

Le nouveau plan de développement d'Econocom pour la période 2003-2007 a pour nom Share Five et pour axe stratégique de regagner le leadership en Europe dans chacune des activités du groupe. Cette ambition impliquera une présence significative d'Econocom dans chacune des activités actuelles dans au moins 5 pays européens.

Pour 2003, première année du nouveau plan, le groupe anticipe une croissance de son chiffre d'affaires à périmètre comparable (résultat des investissements commerciaux réalisés depuis deux ans) et une progression du bénéfice par action.

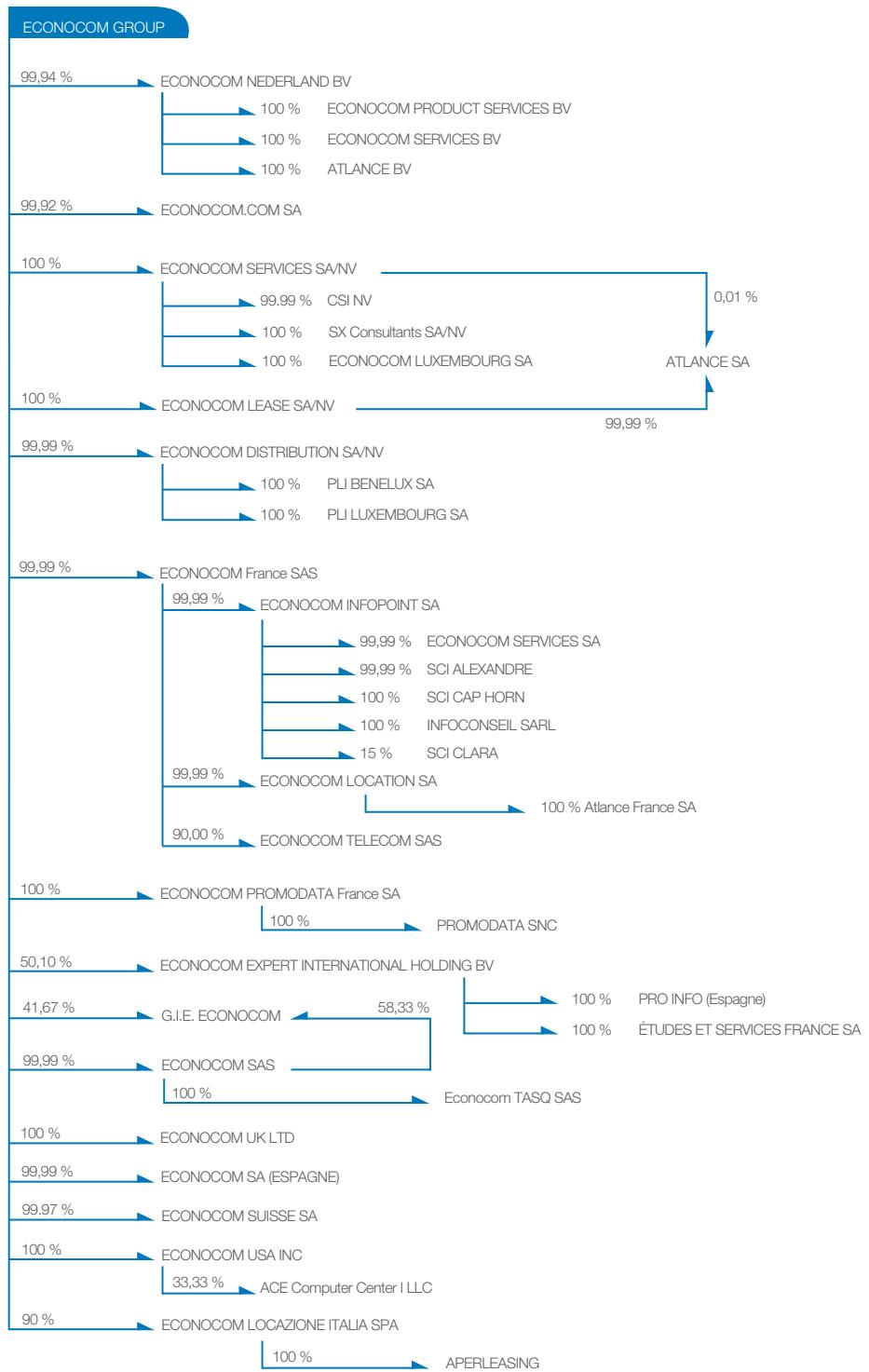
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Annuelle d'approuver un dividende afférent à l'exercice 2002 de 0,10 euro brut par action, soit 0,075 euro net, aboutissant à une distribution de 30% du résultat net, part du groupe. Les sommes qui auraient dû être attribuées aux actions détenues par la société seront conservées jusqu'à l'aliénation des titres.

Bruxelles, le 28 février 2003.

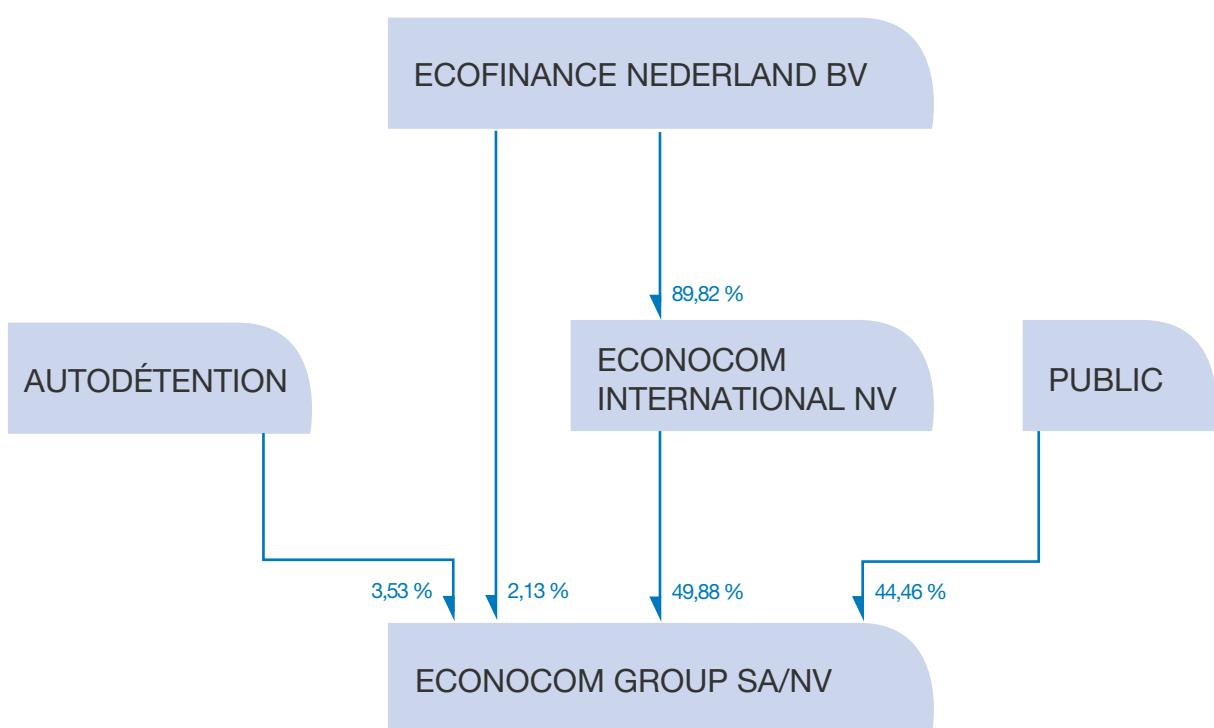
Le Conseil d'Administration

Organigramme du Groupe

au 31 décembre 2002



Organigramme de détention



| Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société |

1. Composition des organes d'administration et de surveillance (au 31/12/2002)

Jean-Louis Bouchard

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2004)

Boulevard Emile-Augier, 17 - 75016 Paris (France)

Président du Conseil d'Administration et administrateur-délégué d'Econocom Group SA/NV, président de la société Econocom International NV

Luc Pintens

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2006)

Lippeloseweg, 29 - 2890 Sint-Amands (Belgique)

Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Président des filiales d'Econocom en Belgique et au Luxembourg

Nasri Bejani

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2006)

Rue Spontini, 40 - 75116 Paris (France)

Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Directeur général des activités Products and Solutions et Managed Services

Jean-Philippe Roesch

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2008)

Avenue de la Criolla, 21 - 92150 Suresnes (France)

Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Secrétaire général du Groupe

Charles de Water

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2005)

Korte Veersteeg, 4d - 4157 GR Enspijk (Pays-Bas)

Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Directeur général de l'activité Financial Services

Vincent Wajs

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2006)

Rue du Village, 40 - 91530 Le Val Saint-Germain (France)

Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Rafi Kouyoumdjian

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2007)

Rue de Lubeck, 25 – 75016 Paris (France)

Administrateur d'Econocom Group SA/NV

Président-directeur général de Libertysurf Group

Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société



Gaspard Dürrleman

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2005)

Avenue Bosquet, 50 - 75007 Paris (France)
Administrateur d'Econocom Group SA/NV
Administrateur délégué groupe Delvaux

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises SCCRL

(mandat à échéance à l'Assemblée générale de mai 2004)

Commissaire d'Econocom Group SA/NV, représentée par
Emmanuèle ATTOUT
Woluwe Garden, Woluwedal, 18 - B 1932 Sint-Stevens-Woluwe

Les cinq membres du conseil d'administration cités au début de la liste ci-dessus ont exercé des fonctions exécutives durant l'exercice 2002. Messieurs Gaspard Dürrleman, Rafi Kouyoumdjian et Vincent Wajs sont administrateurs non exécutifs et indépendants de l'actionnaire majoritaire. Le conseil d'administration compte donc trois membres non exécutifs sur huit.

Le président du conseil d'administration détient des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats d'administrateur ou de président.

Les autres membres exécutifs du conseil n'ont pas d'autres mandats que ceux exercés pour Econocom Group SA/NV et ses filiales, à l'exception de Monsieur Luc Pintens, administrateur de la société Keyware Technologies, société de droit belge cotée sur le marché NASDAQ Europe.

Monsieur Rafi Kouyoumdjian dirige depuis le 30 septembre 2000 les filiales françaises du groupe Tiscali et il a été nommé président de la société Libertysurf Group en 2001. Monsieur Gaspard Dürrleman occupe le poste d'administrateur délégué au sein du groupe belge de produits de luxe Delvaux et est également administrateur des sociétés françaises APL et Audevard.

A part la durée (6 ans au plus) et le caractère renouvelable du mandat, les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du conseil.

| Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société |

2. Rémunération, charges sociales comprises, et avantages en nature attribués par Econocom Group SA/NV et ses filiales pour le dernier exercice aux membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance, ces montants étant globalisés pour chaque catégorie d'organe

Administrateurs d'Econocom Group SA/NV : 1,20 M€.
Membres du Comité de direction, autres qu'administrateurs : 0,39 M€.
Reviser : 0,01 M€ (dont 0,03 M€ par Econocom Group SA/NV elle-même).

Les statuts prévoient depuis 1999 que les mandats peuvent être rémunérés. Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 22/02/2002, l'enveloppe globale de l'ensemble du conseil d'administration à partir de l'exercice 2000 est fixée à 20 000 €, à répartir par le conseil entre ses membres selon des critères qu'il fixe. La rémunération des administrateurs exécutifs résulte de leur statut de salarié de l'une des sociétés du Groupe.
Elles incluent une part variable, en fonction d'objectifs individuels.

3. Informations sur la nature et l'étendue des intérêts des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance dans les transactions inhabituelles par leur caractère ou leurs conditions

Prêts accordés : néant.

4. Nombre d'actions et d'options détenues par les administrateur et les membres du comité de direction d'Econocom Group SA/NV (au 31/12/02)

	Actions	Options
Administrateurs	3.583.864 ⁽¹⁾	1.120.000 ⁽²⁾
Directeurs	246 000	0
Total	3.829.864	1.120.000

(1) Par ailleurs, le président du Conseil d'Administration contrôle indirectement 16383 150 actions d'Econocom Group, représentant 52,01 % du capital.

(2) Le prix d'exercice de ces options est fixé sur la base des mêmes règles que celles exposées au point 10 ci-après (prix courant publié au *Moniteur belge* ou prix supérieur).

5. Fonctionnement du conseil d'administration

- Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire. Il a tenu en 2002 cinq réunions dont celle du 30 avril consacrée à l'augmentation de capital par la procédure du capital autorisé (réservée au personnel et offre d'échange publique) et les deux réunions convoquées pour l'arrêté des comptes semestriels et annuels. Il détermine les objectifs stratégiques de la société, approuve les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il est compétent pour toute décision excédant la gestion journalière, tout projet de développement, de réorganisation ou de restructuration ;

Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société



- Le conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne peut cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé ;
- Le Conseil d'Administration a mis en place une procédure de budgets annuels accompagnée de révisions trimestrielles pour toutes les filiales, avec examen individuel de leurs données (chiffre d'affaires, marges, frais, bilan, trésorerie, indicateurs divers de gestion) ;
- Pour la surveillance de la gestion journalière des filiales, le conseil a chargé le directeur de l'administration et du contrôle du Groupe du contrôle de gestion. Celui-ci est assisté, pour chacune des trois activités du Groupe, d'un «controller». Toutes les filiales communiquent des comptes d'exploitation et bilan mensuels, respectivement les cinquième et septième jours ouvrables du mois suivant. Un département spécialisé en contrôle de gestion les analyse et remet une synthèse consolidée chaque mois au Comité de direction du Groupe. Le Conseil d'Administration reçoit les budgets annuels et une synthèse consolidée des résultats chaque trimestre. Un département d'audit interne (créé en septembre 2000) est placé sous l'autorité du secrétaire général du Groupe : une mission d'audit interne est planifiée dans chaque filiale sur un cycle de douze mois. Toutes les activités de contrôle interne sont accomplies en tenant le commissaire de la société informé de leurs résultats.

6. Comités créés par le conseil d'administration

Les statuts tels que modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire du 22/02/00 autorisent la création par le Conseil d'Administration de comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui. Les membres de tels comités peuvent être choisis au sein du conseil ou en dehors de celui-ci. Le premier comité crée en vertu de ce principe a été un comité de direction du Groupe composé de MM. Bouchard, Pintens, Bejani, Roesch et de Water ainsi que du directeur de l'administration et du contrôle Groupe et du directeur marketing et communication. Sa mission est de définir les grandes orientations stratégiques du groupe en veillant à leur mise en œuvre par les directions générales d'activités et de coordonner les directions générales opérationnelles et les directions fonctionnelles centrales.

| Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société |

Le Conseil d'Administration du 28 février 2003 a décidé de la création d'un comité à l'exécution du plan (d'options) composé de MM. Bouchard, Bejani et de Water; son rôle est, sous le contrôle du Conseil d'Administration, de déterminer les modalités d'attribution d'options sur actions et de veiller à leur mise en œuvre.

7. Gestion journalière

- Jean-Louis Bouchard est président et administrateur délégué à la gestion journalière. Quatre administrateurs exerçaient en 2002 des fonctions exécutives. Chacun d'eux a plusieurs mandats dans les conseils d'administration des filiales.
- Le comité de direction du Groupe se réunit régulièrement pour prendre connaissance des chiffres et veiller à l'avancement des projets du Groupe.
- Les filiales organisent des comités de direction au moins une fois par mois. Ces comités de direction se composent habituellement du directeur général de la filiale concernée, de son directeur administratif et financier et, le cas échéant, des directeurs technique, commercial, des ressources humaines... Selon les cas, ces comités invitent d'autres intervenants ponctuels sur des sujets précis (informatique, relations publiques et communication, juridiques...). En outre, dans les pays où les trois activités (Products and Solutions, Managed Services, Financial Services) sont développées, un comité de direction se tient au moins mensuellement en présence des directeurs généraux des différentes filiales locales pour couvrir les sujets d'intérêt commun (finances, ventes, recrutements, communication publique...) et développer les synergies entre ces différentes activités.
- Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur président ou administrateur délégué, par deux administrateurs conjointement ou par un administrateur et un directeur conjointement. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière.

8. Politique d'affectation du résultat et politique du dividende

La société a appliqué depuis 1995 une politique de dividende en croissance régulière. Elle souhaite privilégier l'autofinancement de son développement et réinvestir une part importante de ses bénéfices. Le dividende par action proposé à l'Assemblée générale du 20 mai 2003 est identique à celui de l'année précédente et représente 30 % (contre 21 % l'année dernière) du résultat net, part du Groupe.

Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société



9. Relations avec les actionnaires dominants

Les déclarations de transparence transmises à la société mentionnent la présence d'Econocom International NV comme actionnaire dominant. La société a connaissance d'un autre actionnaire possédant plus de 5 % du capital, M. Vincent Wajs (directement ou indirectement via la société Valgest). Les relations avec l'actionnaire majoritaire Econocom International NV correspondent à des prêts / emprunts et des prestations de services à caractère courant, rémunérées à des conditions normales.

En 2002, deux opérations entraient dans le champ de l'article 524 du Code des Sociétés, comme indiqué dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration (§ Bilan et Résultats de la société [non consolidés]).

10. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group

a) Plan d'options de 1997

Un plan d'options a été mis en place à partir de novembre 1997 par Econocom Group et des filiales et sous-filiales en faveur des membres de leur personnel. Il porte sur les actions Econocom Group cotées sur le marché à terme de la Bourse de Bruxelles et sur le Second Marché de la Bourse de Paris.

Ce plan s'inscrivait dans le cadre du plan stratégique Eco 2000 et visait à associer tous les salariés présents au 27/10/1997 à la marche des affaires et au développement du Groupe. Les options sont accordées par un contrat d'options signé par Econocom Group, chaque salarié et son employeur. Lors de son lancement, il était prévu que, si tous les employés souscrivaient à ce plan, environ 5 % du capital d'Econocom Group serait détenu par le personnel. Les Assemblées générales extraordinaires d'Econocom Group et de ses filiales belges ont approuvé le 17/11/1997 le texte du contrat d'options. Econocom Group et l'employeur de chaque salarié accordent des options gratuites sur les actions d'Econocom Group, conformément à l'article 45 de la loi du 27/12/1984 portant des dispositions fiscales (*Moniteur belge* du 29/12/1984), tel que modifié par l'article 20 de la loi du 28/12/1990. Pour être admis à bénéficier de ce régime, il doit entre autres être justifié d'une ancienneté minimale de 24 mois calculée de jour à jour au sein d'Econocom Group, de ses filiales et sous-filiales, et d'une ancienneté minimale d'un an (calculée de jour à jour) au sein de la filiale spécifique qui emploie la personne, au jour de la signature du contrat d'options.

Les options portent, soit sur des actions existantes, soit sur des nouvelles actions à souscrire lors d'une augmentation de capital d'Econocom Group, au choix de celle-ci. Econocom Group a choisi entre 1998 et 2001 de recourir à des augmentations de capital lors de la levée des options.

Le prix d'exercice des options est fixé conformément à l'article 45 de la loi du 27/12/1984. Il s'agit du prix courant publié au *Moniteur belge* pour le mois au cours duquel le contrat d'options est signé (c'est-à-dire le cours moyen du mois précédent).

| Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société |

L'option doit être levée en maximum deux fois, sans préjudice des limites de 20% du salaire annuel de l'année antérieur et d'un montant de 500 000 BEF (12 395 €), telles que prévues par la loi du 27/12/1984, un an au plus tôt et quatre au plus tard, à partir de la date du contrat d'options.

Les options ne sont pas cessibles, même à d'autres travailleurs d'Econocom Group, ses filiales ou sous-filiales.

En 1998, 30 016 options ont été exercées, créant 30 016 nouvelles actions (après division par 4), pour un montant de capital de 0,059 M€ et de prime d'émission de 0,143 M€.

En 1999, le personnel a levé un total de 58 068 options pour un montant de capital de 0,11 M€, et de prime d'émission de 0,52 M€.

En 2000, 35 514 options ont été levées, pour un montant de capital de 0,070 M€, et de prime d'émission de 0,195 M€.

En 2001, 43 382 options ont été levées, pour un montant de capital de 0,085 M€, et de prime d'émission de 0,215 M€.

En 2002, 9900 options ont été levées, pour un montant de capital de 0,019 M€, et de prime d'émission de 0,096 M€.

b) Plan d'option de 1999

Dans le cadre du plan stratégique à 3 ans 1999-2002 appelé Horizon 2002, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'options sur actions Econocom Group SA/NV. Il tombe sous l'application de la nouvelle législation belge du 25/03/1999 portant sur le régime fiscal des options.

Plusieurs managers ont signé des contrats pour un total de 1 460 000 options. Chaque option donne droit à une action, à un prix d'exercice compris entre 3,10 € et 9,06 €, supérieur ou égal au cours de bourse à la date d'attribution. Les actions ainsi achetées pourront être des actions existantes ou des actions nouvelles créées pour l'occasion.

Elles représenteraient 4,63% environ du nombre de titres en circulation au 31/12/2002. Une partie de ces options sont soumises à des conditions de réalisation d'objectifs individuels par leurs bénéficiaires, dans la ligne des trois objectifs globaux d'Horizon 2002.

Dans le cas où des managers concernés n'attendaient pas leurs objectifs, leurs options ne pourraient être exercées.

Outre ces conditions individuelles, les options sont incessibles, et il n'existe pas de couverture du risque de perte par Econocom Group SA/NV en cas de baisse du cours de bourse.

Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société



Le Conseil d'Administration du 25/01/2000 a ratifié le texte de ces contrats d'options. Par application de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, trois administrateurs se sont abstenus lors du vote, dans la mesure où ils bénéficiaient ou pourraient bénéficier à l'avenir de ce régime.

Le Conseil d'Administration du 28/02/2003 a ratifié les deux contrats d'options signés en 2002.

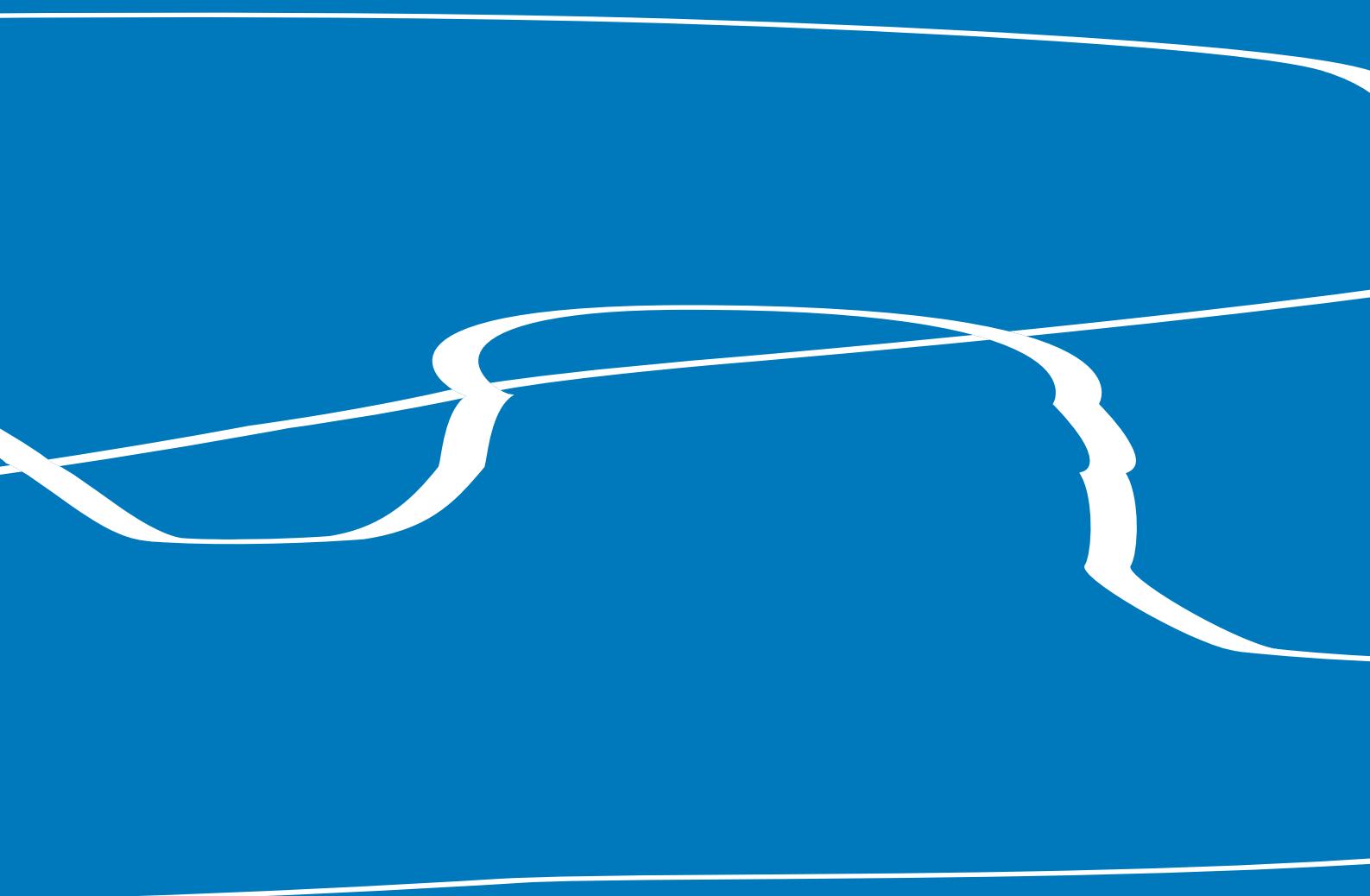
Au 31/12/2002, 1 541 396 options (pour l'ensemble des plans), donnant droit au même nombre d'actions et représentant une augmentation de capital potentielle (prime d'émissions incluse) de 7,3 M€, n'ont pas encore été exercées.

	Nombre d'options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice
Plan d'options 1997	55 536	Pas de limite	Entre 1,65 et 5,10 €
Plan d'options 1999			
1999	228 000	Novembre 2004	8,75 €
2000	80 000	Janvier 2003	9,06 €
2001	725 860	Décembre 2006	Entre 3,27 et 5 €
	32 000	Janvier 2007	4,73 €
2002	20 000	Décembre 2004	3,10 €
	400 000	Novembre 2007	3,18 €
Total	1 541 396		

11 – Autodétenzione d'azioni

Le Conseil d'Administration a obtenu de l'Assemblée générale extraordinaire du 12/06/2002 le renouvellement de l'autorisation de procéder à des rachats d'actions propres conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2,5 et 18,75 €, et pour un maximum de 10 % du nombre d'actions existantes.

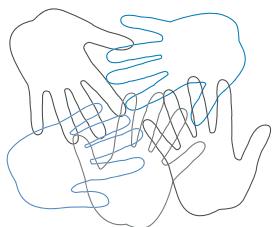
Econocom Group détenait, au 31 décembre 2002, 75 087 actions propres.



Econocom Group

Comptes annuels consolidés

au 31 décembre **2002**



Bilan consolidé

Compte de résultats consolidé

Annexes aux comptes consolidés

Tableau de financement consolidé

Rapport du commissaire

Comptes annuels consolidés

Bilan

au 31 décembre **2002** – en milliers €

Actif

	2002	2001	2000
Actifs immobilisés	134 778	55 442	56 207
I. Frais d'établissement	807	1 174	1 531
II. Immobilisations incorporelles	1 448	2 472	2 930
III. Écarts de consolidation	10 351	7 677	8 926
IV. Immobilisations corporelles	104 822	32 293	31 585
A. Terrains et constructions	5 870	6 104	7 292
B. Installations, machines et outillage	1 144	786	1 353
C. Mobilier et matériel roulant	3 770	4 333	4 164
D. Location-financement et droits similaires	29	44	59
E. Autres immobilisations corporelles	92 777	21 018	18 642
F. Immobilisations en cours	1 231	8	75
V. Immobilisations financières	17 350	11 826	11 235
A. Entreprises mises en équivalence	132	239	
1. Participations	132	239	
B. Autres entreprises	313	881	382
1. Participations		551	65
2. Crédits	313	330	317
C. Autres immobilisations financières	16 905	10 706	10 853
1. Actions et parts	97	6	6
2. Crédits et cautionnements en numéraire	16 808	10 700	10 847
Actifs circulants	253 615	228 464	235 234
VI. Crédits à plus d'un an	1 017	698	1 057
A. Crédits commerciaux	453	35	141
B. Autres crédits	564	663	916
VII. Stocks et commandes en cours d'exécution	10 667	16 577	19 404
A. Stocks	10 667	16 577	19 404
VIII. Crédits à un an au plus	166 935	147 070	153 569
A. Crédits commerciaux	125 034	123 468	125 875
B. Autres crédits	41 901	23 602	27 694
IX. Placements de trésorerie	13 423	7 035	2 309
X. Valeurs disponibles	58 080	50 425	51 327
XI. Comptes de régularisation	3 493	6 659	7 568
Total de l'actif	388 393	283 906	291 441

Comptes annuels consolidés

Bilan

au 31 décembre **2002** – en milliers €



Passif

	2002	2001	2000
Capitaux propres	87 270	84 481	74 280
I. Capital	16 038	16 017	15 933
II. Primes d'émission	54 072	53 976	53 760
IV. Réserves	31 214	29 892	18 927
V. Écarts de consolidation	1 701	86	86
Vbis. Différences de consolidation positives imputées	-11 004	-12 439	-13 874
VI. Ecarts de conversion	1 125	2 047	1 702
Titres d'autocontrôle	-5 876	-5 098	-2 254
Intérêts de tiers	549	397	5
VIII. Intérêts de tiers	549	397	5
Provisions	28 272	11 176	11 103
VII. A. Provisions pour risques et charges	28 272	11 176	11 103
4 Autres risques et charges	28 272	11 176	11 103
Dettes	272 302	187 852	206 053
X. Dettes à plus d'un an	4 764	5 252	12 542
A. Dettes financières	3 564	5 095	12 466
3. Dettes de location-financement et assimilées	0	138	48
4. Etablissements de crédit	3 276	4 399	5 978
5. Dettes d'escompte de factures			6 197
6. Autres emprunts	288	558	243
B. Dettes commerciales	71	79	0
1. Fournisseurs	71	79	0
C. Acomptes reçus sur commandes	1 051		
D. Autres dettes	78	78	76
XI. Dettes à un an au plus	217 261	152 095	167 799
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	12 821	1 585	2 626
B. Dettes financières	3 730	10 403	8 334
1. Etablissements de crédit	63	5 585	560
2. Autres emprunts	3 667		548
3. Dettes d'escompte de factures		4 818	7 226
C. Dettes commerciales	133 469	104 996	117 497
1. Fournisseurs	133 469	104 996	117 497
D. Acomptes reçus sur commandes	290		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	44 013	29 307	33 902
1. Impôts	24 535	12 973	18 444
2. Rémunérations et charges sociales	19 478	16 334	15 458
F. Autres dettes	22 938	5 804	5 440
XII. Comptes de régularisation	50 277	30 505	25 712
Total du passif	388 393	283 906	291 441

Comptes annuels consolidés

Compte de résultats

au 31 décembre **2002** – en milliers €

	31 déc. 2002	31 déc. 2001	31 déc. 2000
I - Ventes et prestations	976 588	968 989	730 148
A. Chiffre d'affaires	971 513	965 035	724 951
B. Variation de stocks de produits finis			693
C. Production immobilisée	157	697	2 690
D. Autres produits d'exploitation	4 918	3 257	1 814
II - Coût des ventes et des prestations	954 967	946 907	713 093
A. Approvisionnements et marchandises	741 795	761 386	600 549
B. Services et biens divers	90 133	81 713	42 888
C. Rémunération, charges sociales et pensions	97 960	91 166	64 482
D. Amortissement et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	17 763	6 228	3 966
E. Réduction de valeur sur stocks, sur commandes en cours et sur créances commerciales	1 743	308	711
F. Provisions pour risques et charges	(631)	2 216	(1 723)
G. Autres charges d'exploitation	6 204	3 890	2 220
III - Bénéfice d'exploitation	21 621	22 082	17 055
IV - Produits financiers	4 721	3 808	3 351
A. Produit des immobilisations financières	676	249	31
B. Produit des actifs circulants	1 022	557	1 300
C. Autres produits financiers	3 023	3 002	2 020
V - Charges financières	6 969	7 829	5 938
A. Charges de dettes	2 139	3 623	2 794
C. Autres charges financières	2 078	1 225	440
D. Amortissement sur écart de consolidation	2 752	2 981	2 704
VI - Bénéfice courant avant impôts des sociétés consolidées	19 373	18 061	14 468

Comptes annuels consolidés

Compte de résultats

au 31 décembre 2002 – en milliers €



	31 déc. 2002	31 déc. 2001	31 déc. 2000
VII - Produits exceptionnels	3 446	6 154	1 132
C. Reprise de provisions	605	1 791	128
D. Plus-value sur réalisation d'actifs immobilisés	1 352	4 233	278
E. Autres produits exceptionnels	1 489	130	726
VIII - Charges exceptionnelles	4 736	2 206	3 300
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles		59	631
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières			14
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels	326	251	5
D. Moins-value sur réalisation d'actifs immobilisés	1 584		417
E. Autres charges exceptionnelles	2 826	1 896	2 233
IX - Bénéfice de l'exercice, avant impôts des sociétés consolidées	18 083	22 009	12 300
X - Impôts sur le résultat	7 483	6 056	3 246
A. Impôts	7 737	6 705	3 266
B. Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales	(254)	(649)	(20)
XII - Part dans le résultat des sociétés en équivalence	(67)	76	
XIV - Bénéfice consolidé	10 533	16 029	9 054
XV - Part des tiers dans le résultat	(61)	(164)	(1)
XVI - Part du Groupe dans le résultat	10 472	15 865	9 053

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre 2002

I. Principes de consolidation

1. Périmètre et méthode de consolidation

Sont consolidées par intégration globale les participations significatives dans lesquelles Econocom Group possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ou le contrôle exclusif.

Les participations dans des entreprises associées sont portées au bilan sous la rubrique « Entreprises mises en équivalence » et inscrites au bilan consolidé pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres de l'entreprise en cause, y compris le résultat de l'exercice, représentée par cette participation.

Les participations non significatives sous l'angle du patrimoine, de la situation financière ou du résultat consolidés sont maintenues en « Immobilisations Financières » sous la rubrique « Autres entreprises – Participations ». Les sociétés civiles immobilières Clara et Boston sont incluses dans cette rubrique de même que les sociétés Etudes et Services France SA et Pro Info qui n'ont pas d'activités significatives.

2. Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation est détaillé ci-dessous (cf. II. État des filiales).

3. Écarts de consolidation

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux dispositions du livre II de l'A.R. du 30 janvier 2001. Les sociétés consolidées clôturent leur exercice au 31 décembre à l'exception des sociétés Econocom Promodata France S.A. et Promodata SNC qui clôturent leur exercice au 30 septembre pour lesquelles une situation intermédiaire arrêtée au 31 décembre 2002 a été préparée pour l'établissement des comptes consolidés.

La différence constatée entre le prix d'acquisition d'une participation dans une société entrant dans la consolidation et la quote-part correspondante dans les fonds propres de cette société à la date de l'acquisition est comptabilisée en écarts de consolidation.

Au cas où le prix d'acquisition est supérieur à la quote-part dans les fonds propres, cette différence est comptabilisée à l'actif du bilan et donne lieu à un amortissement linéaire annuel prorata temporis à partir de l'acquisition selon les modalités suivantes :

Products & Solutions (Distribution)
5 ans

Managed Services

10 ans

Financial Services (Location)

10 ans

Ces rythmes d'amortissements ont été retenus pour prendre en compte la stabilité du fonds de commerce et de la clientèle.

Suite à une dérogation obtenue par la Commission Bancaire et Financière le 6 septembre 2000, l'écart d'acquisition d'Infopoint (14 352 K€) a été intégralement amorti sur les fonds propres. La Commission Bancaire et Financière a octroyé cette dérogation suite à la demande d'Econocom Group motivée par la discrimination concurrentielle subie par rapport à certains acteurs de son marché, notamment néerlandais et français. Sur base d'un amortissement théorique sur 10 ans, l'économie d'amortissement d'écart d'acquisition sur l'exercice s'élève à 1 435 K€. Le montant net de la différence de consolidation positive imputée, soit 11 004 K€, est inscrit sur une ligne spécifique des capitaux propres.

L'acquisition des activités de produits et services néerlandaises et belges de EDS s'était faite en 1999 sous la forme d'un « asset deal ». L'excédent du prix payé sur la valeur des actifs acquis est enregistré en « Immobilisations incorporelles » et est amorti sur 10 ans.

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



II. État des filiales

A.1 Entreprises consolidées par intégration globale

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2002	2001	
Econocom SAS	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom Group SA
Econocom Location SA	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom France SAS
Atlance France SA	Clichy		100 %		Econocom Location SA
G.I.E. Econocom	Clichy		41,67 %	41,67 %	Econocom Group SA
			58,33 %	58,33 %	Econocom SAS
Econocom.com SA	Clichy		99,92 %	99,92 %	Econocom Group SA
Econocom Telecom SAS	Clichy		90 %	90 %	Econocom France SAS
Econocom Distribution SA/NV	Bruxelles	BE 426 851 567	99,99 %	99,99 %	Econocom Group SA
Econocom Services SA/NV	Bruxelles	BE 432 093 428	100 %	100 %	Econocom Group SA
Atlance SA/NV	Bruxelles	BE 476 489 635	99,99 %		Econocom Lease SA/NV
			0,01 %		Econocom Services SA/NV
SX Consultants SA/NV	Zaventem	BE 459 161 772	100 %		Econocom Services SA/NV
CSI NV	Sint-Truiden	BE 455 964 139	99,99 %	99,99 %	Econocom Services SA
Premier Link International Benelux SA	Bruxelles	BE 441 870 038	100 %	100 %	Econocom Distribution SA/NV
Premier Link International Luxembourg SA	Luxembourg		100 %	100 %	Econocom Distribution SA/NV
Econocom Luxembourg SA	Luxembourg		100 %	100 %	Econocom Services SA
Econocom Lease SA/NV	Bruxelles	BE 431 321 782	100 %	0,01 %	Econocom Group SA
			99,99 %		Econocom Services SA/NV
Econocom Nederland BV	Houten		99,94 %	99,94 %	Econocom Group SA
Atlance BV	Houten		100 %		Econocom Nederland BV
Econocom Expert International Holding	Houten		50,1 %		Econocom Group SA
Econocom Product Services BV	Houten		100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom Services BV	Houten		100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom Services France SA	Clichy			99,99 %	Econocom Services SA (France)
Econocom UK Ltd	Richmond		100 %	100 %	Econocom Group SA
Econocom SA (Suisse)	Nyon		99,97 %	99,97 %	Econocom Group SA
Econocom SA (Espagne)	Madrid		99,98 %	99,98 %	Econocom Group SA
Econocom Locazione Italia SPA (anciennement Ecofinance Italia)	Milan		90 %	90 %	Econocom Group SA
Aperleasing	Milan		100 %	100 %	Econocom Locazione Italia SPA
Econocom USA Inc	Memphis		100 %	100 %	Econocom Group SA
Econocom Tasq SAS	Clichy		100 %		Econocom SAS
Econocom Promodata France SA (anciennement Comdisco France S.A.)	Neuilly-sur-Seine		100 %		Econocom Group SA
Promodata SNC	Neuilly-sur-Seine		100 %		Econocom Promodata France SA
Econocom Infopoint SA	Les Ulis		99,99 %	99,99 %	Econocom France SAS
Econocom Services SA (France)	Les Ulis		99,99 %	99,99 %	Econocom Infopoint SA
SCI Alexandre	Val-Saint-Germain		99,99 %	99,99 %	Econocom Infopoint SA
SCI Cap Horn	Les Ulis		100 %	100 %	Econocom Infopoint SA
Econocom France SAS	Clichy		100 %	100 %	Econocom Group SA
Infoconseil SARL	Les Ulis		100 %	51,00 %	Econocom Infopoint SA

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002

A.2 Entreprise mise en équivalence

Nom	Siège	N° de TVA Fraction du capital		Détenue par
		2002	2001	
Ace Computer I, LLC	Marietta, GA	33,33%	33,33%	Econocom USA, Inc

B. Filiales exclusives et communes non intégrées dans les comptes (en vertu de l'article 107 de l'A.R. du 30.01.01)

Les sociétés Pro Info (Espagne) et Etudes & Services France SA ne représentent qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif

d'image fidèle de l'ensemble consolidé et ont été laissées en dehors de la consolidation.

V. Critère de consolidation et modifications du périmètre de consolidation

B. Modifications du périmètre de consolidation

Prise de participation dans Comdisco France SA

Le 1^{er} octobre 2002, Econocom Group SA/NV a signé un contrat d'acquisition de 100 % des actions de la société Comdisco France SA. Comdisco France SA détient 100 % du capital de Promodata SNC. Comdisco France SA et Promodata SNC sont spécialisés dans la location de matériel informatique. Après allocation de l'écart initial d'acquisition, l'écart de consolidation négatif s'élève à 1614 K€.

En outre, conformément à la convention d'acquisition, Econocom Group SA/NV a racheté l'ensemble des créances et des dettes liant Comdisco France SA à son ancien actionnaire. Les conditions de rachat de ces comptes courants ont permis de dégager un boni de 810 K€, constaté en produit exceptionnel dans les comptes consolidés et sociaux.

Contrairement aux pratiques du groupe Econocom, les sociétés Comdisco France SA et Promodata SNC portaient l'essentiel de leurs contrats de location et n'avaient qu'exceptionnellement recours à la cession. Ceci permet d'expliquer l'importante augmentation des immobilisations corporelles par rapport à l'exercice précédent. La dénomination sociale de Comdisco France SA a été changée en décembre 2002 en Econocom Promodata France SA.

Acquisition des activités de maintenance de GMII Tasq

Par jugement du tribunal de Meaux, Econocom Tasq SAS (constituée pour la circonstance par Econocom SAS) a acquis le 3 décembre 2002 les activités de maintenance de la société GMII Tasq. L'excédent du prix payé sur la valeur des actifs et passifs acquis s'élève à 4282 K€ et est enregistré en écart de consolidation positif, amorti sur une durée de 10 ans.

Prise de participation dans SX Consultants

Le 4 février 2002, le groupe a acquis 100 % du capital de la société SX Consultants NV/SA. Un écart d'acquisition positif d'un montant de 820 K€ a été reconnu dans les comptes consolidés au 31 décembre 2002. Par ailleurs, le contrat d'acquisition prévoit d'éventuels compléments de prix liés aux résultats de la société réalisés au cours des exercices 2003 et 2004.

Prise de participation dans Econocom Expert International Holding BV

En décembre 2002, Econocom Group SA/NV a acquis 50,1 % du capital de la holding hollandaise Econocom Expert International BV pour un prix de 500 K€ générant un écart de consolidation positif de 417 K€. Econocom Expert International BV détient des participations dans les sociétés Pro Info et Etudes & Services France SA dont les titres sont entièrement dépréciés au 31 décembre 2002.

Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2002



VI. Règles d'évaluation

A. Règles d'évaluation

Les comptes consolidés sont dans l'ensemble établis conformément aux règles d'évaluation de l'entreprise consolidante, Econocom Group SA/NV, qui applique les dispositions légales en vigueur en Belgique, et les règles particulières décrites ci-dessous. En cas de discordance significative entre les règles d'évaluation des filiales et celles du groupe, des retraitements sont actés en consolidation.

B. Impôts

La charge d'impôts des comptes consolidés correspond à la sommation des charges fiscales de toutes les sociétés intégrées.

Les provisions constituées par les sociétés consolidées en application des dispositions fiscales existant dans leurs pays d'origine sont annulées dans les comptes consolidés. Les latences fiscales passives sont calculées sur base du dernier taux d'imposition connu.

Pour la clôture 2002, le groupe a choisi de ne pas constater d'actif d'impôts différés dans les comptes en considération des reports fiscaux déficitaires disponibles dans certaines filiales.

C. Conversions des états financiers des filiales hors zone euro

Les bilans des sociétés sont convertis en € aux taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultats sont convertis aux taux moyens annuels. Les différences de conversion

résultant de l'application de ces différents taux sont inscrites dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecarts de conversion ».

	31/12/02		31/12/01		31/12/00	
	Taux Moyen	Taux Clôture	Taux Moyen	Taux Clôture	Taux Moyen	Taux Clôture
USD	1,06109	0,95356	1,11871	1,13469	1,0819	1,0747
GBP	1,59085	1,53728	1,61406	1,64339	1,6422	1,6023
CHF	0,68154	0,68852	0,66249	0,67435	0,6401	0,6565

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre 2002

D. Méthode générale de comptabilisation des contrats de location

D.1 Les cessions de contrats de location

Les matériels et les contrats y afférents sont cédés à un organisme de refinancement pour un prix global intégrant, outre la valeur actuelle des loyers à percevoir, la valeur résiduelle (ou valeur non amortie) des matériels. Cette valeur non amortie est le prix auquel Econocom Group s'engage à racheter le matériel à l'expiration du contrat de location. Les loyers dûs par les clients sont versés directement aux établissements de financement, et ce, sans recours, ce qui implique qu'Econocom Group se trouve dégagée du risque financier portant sur ses clients.

Sur le plan juridique, Econocom Group perd la propriété des équipements à dater de la cession, et la recouvre au terme du contrat lorsqu'elle honore son engagement de rachat. Leur coût est enregistré sous la rubrique coût des ventes (achats) et le prix de cession dans le chiffre d'affaires, la différence étant la marge brute sur la transaction, réalisée au moment de la cession du contrat. Les méthodes de comptabilisation de l'intérêt résiduel de la société dans les actifs loués après cession des contrats de location et de ses engagements de rachat sont décrites sous D.6.

D.2 Les contrats « PC Lease »

Les contrats « PC Lease » sont des contrats par lesquels le locataire paie un loyer fixe durant la période contractuelle pour des équipements, logiciels et services livrés progressivement tout au long de la période. La société finance aussi ces contrats. Leur prix de cession se comptabilise en chiffre d'affaires ; leur prix d'achat se comptabilise en coût des ventes. Comme ci-dessus, les contrats de refinancement incluent des engagements de rachat. Les principes applicables aux cessions de contrats visés au point 1) ci-dessus valent également pour les « PC Lease », sous réserve de ce qui concerne les provisions pour valeurs résiduelles.

D.3 La comptabilisation des produits

Les produits sont enregistrés comme suit :

- a] cas des contrats non-refinancés ou refinancés avec recours : le revenu locatif des contrats est enregistré tout au long de la période locative ;
- b] cas des contrats refinancés : le revenu des cessions de matériel et créances de location est enregistré au chiffre d'affaires à la date de cession.

Le profit réalisé sur les location-financements est inscrit en comptes de régularisation et est porté chaque année au compte de résultats proportionnellement à l'amortissement de l'immobilisation détenue en location-financement afférent à l'exercice considéré (A.R. du 30 décembre 1991).

Les cessions sont comptabilisées comme ventes et le profit pris en compte de résultats à la date de la vente et du transfert de propriété.

Les « PC Lease » sont comptabilisés comme ventes au fur et à mesure des livraisons effectives, étaillées sur la période contractuelle. Les marges résultant de la cession de ces contrats apparaissent au compte de résultats dans la mesure et à la date où elles sont effectivement réalisées.

D.4 La comptabilisation des charges

Pour les contrats refinancés, le prix d'achat est pris en charge lors de la constatation des produits à la date du refinancement. Pour les contrats non-refinancés, l'amortissement est constaté au mois le mois.

Pour les contrats refinancés avec recours, les charges et les produits totaux sont comptabilisés. Conformément aux principes énumérés ci-dessus, les éventuels risques nés de ce recours, sont provisionnés dès qu'ils sont avérés.

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



D.5 Financement des contrats de location de Econocom U.S.A. Inc.

Le financement des contrats de location de la filiale américaine s'effectue sans transfert des créances de loyer et des matériels loués. Ces créances et matériels garantissent un emprunt contracté auprès d'un organisme prêteur. Les locataires se libèrent de leurs obligations dans les mains de l'organisme prêteur, qui décharge explicitement Econocom U.S.A. Inc. de toute obligation relative au paiement de la dette.

En substance, la seule différence fondamentale de ce mode de financement par rapport à la pratique des filiales européennes consiste en l'absence de contrôle de l'organisme prêteur sur les actifs financés sur lesquels il ne dispose que d'un nantissement. Les règles comptables internationales requièrent en l'espèce que les transactions soient enregistrées comme des contrats de location-financement financés par un emprunt auquel sont adossés les créances de loyers et les matériels objet du contrat.

Le groupe applique toutefois aux contrats de location américains et à leur refinancement les règles comptables décrites sous D.1 à D.4 ci-dessus ainsi que sous D.6.

Les créances au titre de la location et les dettes financières sont décomptabilisées, et un chiffre d'affaires est constaté à la date de refinancement du contrat, qui correspond au montant total des créances de loyers. L'intérêt résiduel dans les actifs loués est comptabilisé à sa valeur de marché prévisionnelle à la date d'échéance des contrats de location. Le groupe justifie ce traitement par les éléments suivants :

- la substance économique des transactions correspond à celle des opérations européennes du groupe, et la filiale américaine se dégage de tout risque financier sur le preneur, même si la forme juridique diffère ; le groupe est dès lors d'avis que les principes comptables retenus traduisent le plus fidèlement l'économie des contrats que conclut la filiale américaine et les bases financières de l'activité qu'elle exerce ;
- dans la mesure où le traitement comptable se justifie par la substance des opérations, la prise en compte de l'intérêt résiduel dans les actifs loués fait partie intégrante de l'économie du contrat, et la société le reconnaît à l'actif dans la mesure où elle est raisonnablement certaine qu'elle obtiendra le montant en cause à l'échéance du contrat.

Les effets estimés des retraitements à apporter au portefeuille de contrats en cours au 31 décembre 2002 sont toutefois jugés non significatifs en référence à l'ensemble consolidé.

D.6 Les valeurs résiduelles

Comme indiqué précédemment, la société rachète à certains organismes financiers les équipements loués lorsque les contrats viennent à échéance. Ces valeurs de rachat, ou valeurs non amorties, constituent les « valeurs résiduelles ». Des provisions pour risques et charges inscrites au passif du bilan ont été constituées pour faire face aux différences entre ces valeurs résiduelles et les valeurs de marché prévisionnelles aux dates d'échéance, calculées depuis le 1^{er} janvier 1993 selon une méthode dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement.

De manière plus détaillée, cette règle est la suivante :

- a] Dans le cadre des cessions et des « PC Lease » : la valeur résiduelle financière (engagement de rachat aux financeurs en fin de contrat) est comparée à sa valeur future estimée, elle-même calculée sur base d'un amortissement dégressif accéléré.

Pour les contrats « PC Lease », la provision est évaluée à la date de clôture, uniquement pour les équipements effectivement livrés. Une provision est enregistrée quand les valeurs résiduelles financières totales excèdent les valeurs futures estimées.

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre 2002

Conformément aux principes comptables généralement admis en matière de location, la différence positive entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière est comptabilisée en produits.

b] Dans les cadre des locations non refinancées : la valeur nette comptable est comparée à sa valeur estimée calculée sur base d'un amortissement dégressif en appliquant les mêmes pourcentages. Pour ces contrats non refinancés, la comparaison se fait entre les valeurs à la date de clôture. Les montants résultant de la comparaison visée aux points a) et b) ci-dessus sont provisionnés en tenant compte de l'impact des commissions payables au terme du contrat aux commerciaux sur les différences entre valeurs résiduelles commerciales et valeurs futures estimées.

c] Les différences positives et négatives, calculées pays par pays, entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière sont respectivement portées en autres immobilisations corporelles et en provisions pour risques et charges. Les mouvements de l'année, tant positifs que négatifs, sont pris en résultats.

d] Chaque année, la société s'assure de la validité de la méthode d'amortissement dégressif en comparant les valeurs résiduelles estimées des équipements des contrats venus à échéance avec leur valeur réelle de recommercialisation.

E. Frais d'établissement, immobilisations incorporelles et corporelles

Les frais d'établissement sont portés à l'actif et pris en charge par voie d'amortissements annuels linéaires de 20 % à dater de leur facturation.

• goodwill	5 à 10 ans (cf. I3)
• constructions	20 à 25 ans
• autres immobilisations corporelles	2 à 5 ans
• matériel détenu en location-financement, autre que le matériel informatique	5 ans
• matériel informatique détenu en location-financement : les actifs sont amortis en parallèle avec le remboursement de capital suivant les tableaux d'amortissement des sociétés de financement	
• mobilier et installations	10 ans
• matériel de bureau	5 ans
• immeuble détenu en location-financement jusqu'au 30/06/92 en pleine propriété depuis lors	33 ans (à partir du 1/1/1984)

F. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont portées à l'actif à leur valeur d'acquisition et font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durables justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle la participation est détenue. Des plus-values de réévaluation sont constatées sur les participations lorsque la valeur de celles-ci, déterminée en fonction de leur utilité pour l'entreprise, représente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et sont amorties linéairement sur leur durée de vie économique présumée, prorata temporis lors de l'année d'acquisition :

G. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré pour le matériel non individualisé et au coût d'achat pour le matériel individualisé. Des réductions de valeur sont pratiquées afin de tenir compte de la dépréciation rapide du matériel informatique.

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



H. Créesances

Les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale et font l'objet de réduction de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

Une méthode de provisionnement statistique est en outre appliquée dans les activités de Products and Solutions et Managed Services.

I. Dettes

Elles sont portées au bilan à leur valeur nominale.

J. Devises

Les opérations en monnaies étrangères sont converties au taux en vigueur à la date desdites transactions. Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères sont convertis dans les états financiers des sociétés consolidées au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les différences de change réalisées et les écarts de conversion calculés en application de cette règle sont enregistrés en compte de résultats au cours de la période.

K. Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée pour couvrir les risques de pertes ou de charges découlant pour l'entreprise :

1. De restructurations éventuelles
2. De litiges juridiques
3. Pour l'activité de location, de la comparaison :
 - entre l'engagement de rachat de matériels et leur valeur de marché estimée au terme des contrats de location, dans le cadre des cessions et des « PC Lease » ;
 - entre la valeur nette comptable et la valeur de marché estimée des équipements au terme des contrats, dans le cadre des locations non refinancées ;
 - entre la valeur nette comptable actuelle et la plus petite des deux valeurs :
 - la valeur nette comptable dégressive actuelle ;
 - la valeur du marché, dans le cadre des équipements objets de contrats de location retournés et en attente de réalisation.

- la cession de matériels et contrats de location, c'est-à-dire :
 - les locations-financements ;
 - les cessions pures et simples et les « PC Lease » ;
 - la vente de matériel neuf ou d'occasion.

M. Commissions

La société paie des commissions à ses agents commerciaux sur base de la marge dégagée sur chaque contrat. En cas de contrat de bail faisant l'objet d'un refinancement par cession pure et simple et par location-financement, la commission est totalement prise en charge à la date de celui-ci. Dans l'hypothèse de locations non-refinancées et des « PC Lease », la commission est comptabilisée au même rythme que les produits.

La comptabilisation des charges de commissions tient compte de l'impact des commissions différées, calculées sur la différence entre les valeurs résiduelles commerciales et les valeurs futures estimées.

L. Produits

Les produits des activités de location de la société comprennent :

- le revenu de la location de matériel appartenant à la société ;
- le revenu de la location de matériel financé auprès des institutions de crédit via des accords de location-financement ;

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre **2002**

VII. État des frais d'établissement, en milliers € (rubrique 20 de l'actif)

Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent :	1174
Mutations de l'exercice :	
• Nouveaux frais engagés	1
• Amortissements	-369
• Acquis de tiers	1
• Autres	
Valeur nette comptable au terme de l'exercice dont :	807
• Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement et d'acquisition	

VIII. État des immobilisations incorporelles, en milliers € (rubrique 21 de l'actif)

	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, etc.	Goodwill	Autres
a) Valeur d'acquisition				
Au terme de l'exercice précédent	14	4 415	3 947	373
Mutations de l'exercice :				
• Entrées/sorties en périmètre	217	650		
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		4		
• Cessions et désaffectionnements		-152		
• Transférées d'une rubrique à une autre	494		- 121	- 373
• Différences de conversion				
Au terme de l'exercice	14	4 978	4 476	0
c) Amortissements et réduction de valeur				
Au terme de l'exercice précédent	14	3 472	2 500	291
Mutations de l'exercice :				
• Entrées/sorties en périmètre		149		
• Acquis de tiers				
• Actés		541	1 205	
• Annulés		- 152		-
• Transférés d'une rubrique à une autre		408	- 117	- 291
Au terme de l'exercice	14	4 418	3 588	0
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	0	560	888	0

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



IX. États des immobilisations corporelles, en milliers € (rubriques 22 à 27 de l'actif)

	Terrains et constructions (rubr. 22)	Installations machines et outillage (rubr. 23)	Mobilier et matériel roulant (rubr. 24)	Location-financement et droit similaires (rubr. 25)	Autres immob. corpor. et en cours (rubr. 26 et 27)
a) Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	7 500	3 624	12 633	235	23 858
Mutations de l'exercice :					
• Entrées/sorties en périmètre		87	2 180	17	370 523
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		628	1 236		231 589
• Cessions et désaffections		- 766	- 5 366		- 270 877
• Transférées d'une rubrique à une autre		545	- 577		32
• Différences de conversion		- 22	- 65		- 480
Au terme de l'exercice	7 500	4 096	10 041	252	354 645
c) Amortissements et réduction de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	1 396	2 838	8 300	191	2 832
Mutations de l'exercice :					
• Entrées/sorties en périmètre		73	1 444	17	283 012
• Actés	234	421	1 296	15	14 051
• Acquis du tiers		58	32		32
• Annulés		- 547	- 4 314		- 39 607
• Transférées d'une rubrique à une autre		130	- 522		392
• Différence de conversion		- 21	35		- 75
Au terme de l'exercice	1 630	2 952	6 271	223	260 637
d) Valeur nette comptable de l'exercice (a) - (c)	5 870	1 144	3 770	29	94 008

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002

X. État des immobilisations financières, en milliers € (rubrique 28 de l'actif)

	Autres entreprises (rubr. V.B.1)
1. Participations, actions et parts	
a) Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	551
Mutations de l'exercice :	
• Entrées / sortie de périmètre	- 551
• Acquisitions	97
• Cessions	
• Ecart de conversion	
Au terme de l'exercice	97
Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	97

	Autres entreprises (rubr. V.B, V.C. 2)
2. Créesances	
Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	11 030
Mutations de l'exercice :	
• Additions	8 272
• Entrée en périmètre	465
• Remboursements	- 2 646
• Ecart de conversion	
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	17 121

XI. État des réserves et du résultat reporté, en milliers €

	Réserves
Au terme de l'exercice précédent	29 892
• Part du groupe dans le résultat	10 472
• Rémunération du capital	- 3 150
• Destruction des actions propres	- 4 565
• Quote-part d'amortissement de différences de consolidation positives imputées	- 1 435
Au terme de l'exercice	31 214

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



XII. État des écarts de consolidation et des écarts de mise en équivalence

en milliers €	Écarts de consolidation Positifs	Écarts de mise Négatifs	Écarts de mise en équivalence
Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	6 775	- 86	902
• Variation due à une augmentation du pourcentage de détention	34		
• Acquisitions	5 520	- 1 615	
• Amortissements	- 2 663		- 89
• Écarts de conversion	7		- 135
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	9 673	- 1 701	678

XIII. État des dettes, en milliers €

Dettes (ou parties de dettes) avec une durée résiduelle de :			
A. Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	Un an au plus (rubr. 42)	Plus d'un an mais 5 ans au plus (rubr. 17)	
		5 ans et plus (rubr. 17)	
Dettes financières			
3. Dettes de location-financement et assimilées	138		
4. Etablissements de crédit	63	2 076	1 200
5. Autres Emprunts	16 350	288	
6. Escompte de factures			
Total	16 551	2 364	1 200
B. Dettes garanties (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)		Dettes (ou parties de dettes) garanties par des sûretés réelles constituées sur les actifs des entreprises comprises dans la consolidation	
Dettes financières			
1. Etablissements de crédit	3 106		
3. Dettes d'escompte de factures			

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre **2002**

XIV. État relatif au résultat, en milliers €

A. Chiffre d'affaires net, en M€

A.1. Ventilation par catégorie d'activité ainsi que par marché géographique à communiquer en annexe au schéma normalisé dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services relevant des activités ordinaires de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable pour l'exercice et l'exercice précédent.

1. Répartition du chiffres d'affaires par activité

	Exercice	Exercice précédent
Services d'Approvisionnement	299,5	418,0
Services d'Exploitation	127,0	123,0
Location évolutive	545,0	424,0
	971,5	965,0

2. Répartition du chiffres d'affaires par zone géographique

Benelux	406,4	368,2
France	462,8	464,0
UK	17,9	29,2
Suisse	20,6	35,5
Espagne	20,0	13,0
Italie	4,6	
États-Unis	39,2	55,0
	971,5	965,0

A.2. Chiffre d'affaires agrégé du groupe en Belgique

(rubrique 70 du compte de résultats)

(addition des ventes réalisées en Belgique par les entreprises du groupe)

209,0

215,0

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



B. Entreprises consolidées par intégration globale

B.1. Effectif moyen du personnel

	Exercice	Exercice précédent
• Employés	2 450	2 019
• Personnel de direction	43	40

B.2. Frais de personnel

a. Rémunérations et avantages sociaux directs, cotisations patronales d'assurances sociales, primes patronales pour assurances extra-légales, et autres frais de personnel

97 960

91 166

B.3. Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises du groupe

	Exercice	Exercice précédent
• Employés	628	678
• Personnel de direction	5	10

C. Résultats exceptionnels

C.1. Autres produits exceptionnels

• Cession d'activité	400	
• Rachat de créances	811	
• Autres	278	130
	1 489	130

C.2. Autres charges exceptionnelles

• Charges de restructuration	2 004	1 776
• Litiges	557	
• Autres	265	120
	2 826	1 896

D. Impôts sur le résultat

1. Impôts sur le résultat de l'exercice	7 737	6 705
a. Impôts et précomptes dûs ou versés	7 737	6 705
b. Excédent de versements d'impôts		
2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-254	-649
b. Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	-254	-649

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre 2002

XV. Droits et engagements hors bilan, en milliers €

A.2. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs propres actifs

Exercice pour sûreté de dettes et engagements des entreprises comprises dans la consolidation

- Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés	5 876
Montant de l'inscription	4 927

- Gages sur d'autres actifs

Valeur comptable des actifs gagés (comptes clients donnés en garantie des utilisations de factoring)	25 216
---	--------

Engagements importants d'acquisition d'immobilisations

- Principalement d'importants contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2002 et les années suivantes
- Dans le cadre de l'acquisition de Premier Link International Benelux SA, un complément de prix lié aux résultats de la société sera le cas échéant payable sous réserve du dépassement d'objectifs fixés contractuellement pour l'exercice 2003.
- Dans le cadre de l'acquisition de SX Consultants SA, un complément de prix lié aux résultats de la société sera le cas échéant payable sous réserve du dépassement d'objectifs fixés contractuellement pour les exercices 2003, 2004.
- Econocom USA, Inc. possède une option lui permettant de prendre une participation complémentaire de 33,3 % dans Ace Computer I, LLC jusqu'au 15 juillet 2003. Si elle exerce cette option, Econocom USA, Inc. sera alors tenue d'acquérir le solde des parts sociales de Ace Computer Center I, LLC dans les douze mois suivants. Le prix d'achat de ces deux tranches du capital est fixé à trois fois et demie la moyenne du résultat avant impôts des trois derniers exercices clôturés à la date d'exercice de l'option pondérée par le pourcentage du capital ainsi acquis. En outre, jusqu'au 15 juillet 2003, le vendeur a l'obligation de racheter l'ensemble des parts acquises par Econocom USA, Inc. pour un prix égal à 50 % du montant de la transaction de vente sur simple demande de Econocom USA, Inc.
- Econocom Group SA a octroyé à deux dirigeants de Econocom Services BV une option put sur les 20 actions qu'ils détiennent dans Econocom Lease BV, lesquelles donnent droit à 20 % du résultat de Econocom Services BV. Le prix à payer par Econocom Group SA/NV en cas d'exercice de ces options s'élève à 27 K€, à majorer de la moyenne du résultat net de Econocom Services BV pour les trois années comptables précédant la date d'exercice et de 20 % du résultat net de Econocom Services non distribué pour les années comptables postérieures à 2000.
- En octobre 2002, Econocom Group a investi 150 K€ dans le Fonds Commun de Placement à Risques «MBO Capital FCPR» et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 K€ dans ce fonds.

Engagements importants de cessions d'immobilisations

- Principalement d'importants contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2002 et les années suivantes

59 868

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



C. Litiges importants et autres engagements importants

• Litiges : divers litiges avérés ou risques de litiges pour lesquels les provisions constituées sont suffisantes	
• Litiges : avec trois anciens agents commerciaux d'Econocom Suisse SA. Au 31 décembre 2002, une provision correspondant à la meilleure estimation du risque encouru à cette date a été constituée	
• Options d'achat fin de contrats	Non significatif
• Assurances de groupe constituées auprès de compagnies d'assurances agréées, et alimentées par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement aux dites compagnies	
• Engagement de paiement de loyers (leasing opérationnel du siège d'exploitation belge)	4794
• Engagement de garantie de passif octroyé par Econocom Infopoint aux acquéreurs de la société Inexis depuis le 30 avril 2001	534

XVI. État des relations avec les entreprises liées non comprises dans la consolidation

en milliers €	Exercice	Entreprises liées Exercice précédent
1. Le montant des participations		
Atlance SA (Belgique)	-	136
Atlance BV (Nederland)	-	18
Econocom Locazione	-	405
Études et Services France SA	0	
Pro Info (Barcelone)	0	
2. Le montant des créances		
• à plus d'un an	-	330
• à un an au plus	-	-
4. Le montant des dettes		
• à un an au plus	-	230
7. Les résultats financiers		
a. Produits		
• produits des actifs circulants	-	-
b. Charges		
• charges des dettes	-	83

XVII. Relations financières avec les administrateurs et gérants

A. Rémunerations directes et indirectes et pensions à charge de l'exercice, allouées aux administrateurs et gérants (1) (en milliers d'euros)

1 202

• Nombre d'options Econocom Group exercées en 2002	0
• Nombre d'options Econocom Group accordées en 2002	400 000

(1) de l'entreprise consolidante, en raison de leurs fonctions dans les entreprises comprises dans la consolidation.

| Annexes aux comptes consolidés |

au 31 décembre 2002

XVIII. Évolution des principaux postes du bilan et du compte de résultats consolidés

A. Bilan consolidé – Actif

I. Frais d'établissement

La baisse correspond principalement à l'amortissement des frais d'établissement de la période. Les frais d'établissement sont amortis sur une durée de 5 ans.

II. Immobilisations incorporelles

La baisse correspond principalement à l'amortissement annuel des immobilisations incorporelles. A la fin de l'exercice, les logiciels liés à l'e-business ont été entièrement amortis.

Au cours de l'exercice 2002, le groupe Econocom et la société EDS ont signé un accord amiable en résolution du litige les opposant. Cet accord a conduit à reclasser en immobilisations incorporelles, les créances reconnues sur EDS par les filiales belges de services et de distribution pour un montant de 667 K€. Ces immobilisation incorporelles sont amorties sur une durée de 9 ans à compter de la date d'acquisition des actifs repris par le groupe (1999).

Par ailleurs, compte-tenu de la faible rentabilité des activités reprises à EDS au Pays-Bas, un complément d'amortissement du fonds de commerce a été constaté pour un montant de 707 K€ à charge du résultat opérationnel.

III. Écarts de consolidation

La variation inclut d'une part l'amortissement (2,8 M€) et, d'autre part les acquisitions des sociétés SX Consultants (0,8 M€), Econocom Expert international Holding (0,4 M€) et des activités de maintenance de la société GMII Tasq (4,3 M€).

IV. Immobilisations corporelles

La rubrique « autres immobilisations corporelles » inclut principalement des équipements détenus pour être donnés en location évolutive. Il s'agit essentiellement de contrats en cours de refinancement à la date de la clôture de l'exercice, d'équipements repris par Econocom en fin de contrats, et des différences positives entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière (cf. *Règles d'évaluation – les valeurs résiduelles*) La variation importante du poste « autres immobilisations corporelles » est due principalement au portefeuille non refinancé de la société Promodata, filiale de Comdisco France SA (67M€).

V.A.1. Participations

Ce poste inclut la participation à 33,33 % dans la société américaine ACE Computer Center I, LLC.

V.C.1. Actions & Parts

Ce poste correspond à la participation dans MBO Capital FCPR diminuée de la moins-value latente constatée au 31 décembre 2002.

V.C.2. Créesances et cautionnements en numéraire

Cette rubrique inclut des dépôts en numéraire constituant des garanties dans le cadre des escomptes de facturation ou des obligations de rachat de valeurs résiduelles en fin de contrats. Elle comprend par ailleurs les dépôts versés liés aux locations immobilières.

VI.B. Autres créances à plus d'un an

Cette rubrique inclut principalement des créances de TVA.

VIII.B. Autres créances à un an au plus

Cette rubrique inclut principalement des créances fiscales (TVA, impôts sur les sociétés), des avances sur commissions aux agents ainsi que les créances liées aux marges arrières à recevoir des fournisseurs.

Annexes aux comptes consolidés

au 31 décembre 2002



B. Bilan consolidé – Passif

I. Capitaux propres

L'augmentation des capitaux propres provient du résultat (+10,5 M€) minoré des dividendes à distribuer (-3,15 M€) de la destruction d'actions propres (-4,6 M€), augmenté de l'écart d'acquisition négatif de la société Comdisco France SA (1,6 M€).

IX. Provision pour risques et charges

Ce poste inclut pour l'essentiel :
- les provisions pour restructurations (Econocom Tasq et Promodata SNC)
- les provisions pour commissions différées,
- les provisions PAO6 sur contrats refinancés.

L'augmentation du poste s'explique essentiellement par les acquisitions de l'exercice.

X. Dettes à plus d'un an

La baisse est liée au remboursement d'emprunt.

XI.B. Dettes financières

La variation de ce poste est liée à la baisse des dettes d'escompte de factures (4,8 M€) et à un allègement des dettes envers les établissements de crédit.

Par contre, le poste dettes échéant dans l'année augmente de 11,2 M€. Cette variation est liée à la société Promodata filiale de la société Econocom PromodataFrance SA.

XI.F. Autres dettes

L'augmentation de ce poste est liée à l'existence à la clôture d'une dette de 14,5 M€ à l'égard de la société Econocom International NV. Cette dette sera remboursée en 2003 et 2004 par la société Econocom Expert International Holding.

XII. Comptes de régularisation

Ce poste comprend essentiellement les produits à reporter liés aux activités de services et de location. La variation de ce poste est due pour l'essentiel à la société Promodata (24 M€), nouvellement acquise.

C. Compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé d'Econocom Group progresse de 1% à 971,5 millions d'euros (retrait de 4,8 % à périmètre comparable). Le dynamisme de l'activité Financial Services (+29%, dont 16 % à périmètre comparable) a permis de compenser l'impact sur l'activité Products & Solutions (-28 % par rapport à 2001) du fort ralentissement constaté des ventes de produits micro-informatiques.

L'activité Managed Services (services d'outsourcing et de support), qui opère avec des contrats moyen et long-terme, réalise une performance satisfaisante (+3 % dont 2 % à périmètre comparable).

Le résultat courant (avant amortissement de goodwill et exceptionnels) progresse de 10%, à 23,3 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel est dû à la restructuration de l'activité française de distribution.

Le résultat net, part du groupe, est de 10,5 M€ ; avant amortissement des écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis, son montant est de 14,4 M€.

Tableau de financement consolidé

au 31 décembre 2002 - en milliers €

	2002	2001	2000
Résultat net (part du groupe)	10 472	15 865	9 053
Part des tiers dans le résultat	61	164	1
Variation des écarts de consolidation passif			
Amortissements	21 143	9 268	7 302
Résultat des cessions d'immobilisations financières		-3 527	
Résultat des sociétés mises en équivalence	67	-76	
Variation de provisions	887	982	-1 899
Marge brute d'autofinancement (a)	32 630	22 676	14 457
Variation des créances à plus d'un an	38 185	577	-248
Variation des stocks	6 527	2 827	2 789
Variation des créances à un an au plus	1 214	5 695	-33 432
Variation des comptes de régularisation d'actif	3 740	744	-5 040
Variation des dettes commerciales	8 811	-12 208	31 591
Variation des autres dettes à un an au plus (acomptes, dettes sociales, fiscales et salariales, autres dettes)	6 020	-4 560	8 257
Variation des comptes de régularisation du passif	8 520	5 102	7 735
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	73 017	-1 823	11 652
I. Marge nette d'autofinancement (a+b)=c	105 647	20 853	26 109
Opérations d'investissements			
Solde net des acquisitions et des cessions de frais d'établissement		-13	-1 164
Solde net des acquisitions et des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne	-2 600	-1 942	-1 743
Acquisition d'actions propres	-648	-2 816	-2 254
Destruction d'actions propres	-4 566		
Solde net des acquisitions et des cessions de fonds de commerce			234
Solde net des acquisitions et des cessions d'autres immobilisations corporelles affectées à l'activité de la location évolutive	8 742	-4 234	-5 423
Variation des immobilisations financières	-5 899	-22	-4 670
Variation des écarts de conversion	-922	202	311
Cession de sociétés		3 474	
Acquisition de sociétés et d'activités	23 215	-2 307	-2 961
II. Besoin de financement (d)	17 322	-7 658	-17 670
III. Cash-flow libre avant opérations de financement (solde net disponible) (c+d)=e	122 969	13 195	8 439
Opérations de financement			
Augmentation de capital et primes d'émission	116	300	265
Dettes financières à plus d'un an	-1567	-7371	-8 101
Autres dettes à plus d'un an	1043	81	
Dettes financières à un an au plus	-105 368	1028	1 913
Dividendes de l'exercice	-3150	-3260	-2 270
IV. Opérations de financement (f)	-108 926	-9 222	-8 193
V. Variation de la trésorerie (valeurs disponibles et placements de trésorerie) (e+f)	14 043	3 973	246

Ce tableau de financement a été établi en prenant en compte, pour les sociétés acquises au cours de l'exercice, les variations entre le bilan de l'acquisition à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation et le bilan de clôture.

Des trois acquisitions effectuées en 2002, celle de Comdisco France est la plus significative en termes d'influence bilantielle. Sa consolidation au 1^{er} octobre a contribué à hauteur de respectivement 39,1 M€ et - 99,8 M€ aux postes "Variation des créances à plus d'un an" et "Dettes financières à un an au plus".

Rapport du commissaire sur les comptes consolidés de l'exercice clôturé le 31 décembre 2002



RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002 PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP S.A./N.V.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes consolidés établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôturent le 31 décembre 2002, dont le total du bilan s'élève à EUR'000' 388.393 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice consolidé de l'exercice, part du groupe, de EUR'000' 10.472. Nous avons également procédé à la vérification du rapport consolidé de gestion.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu les explications et informations requises pour nos contrôles. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2002 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé en conformité aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestation complémentaire

Nous complétons notre rapport par l'attestation complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

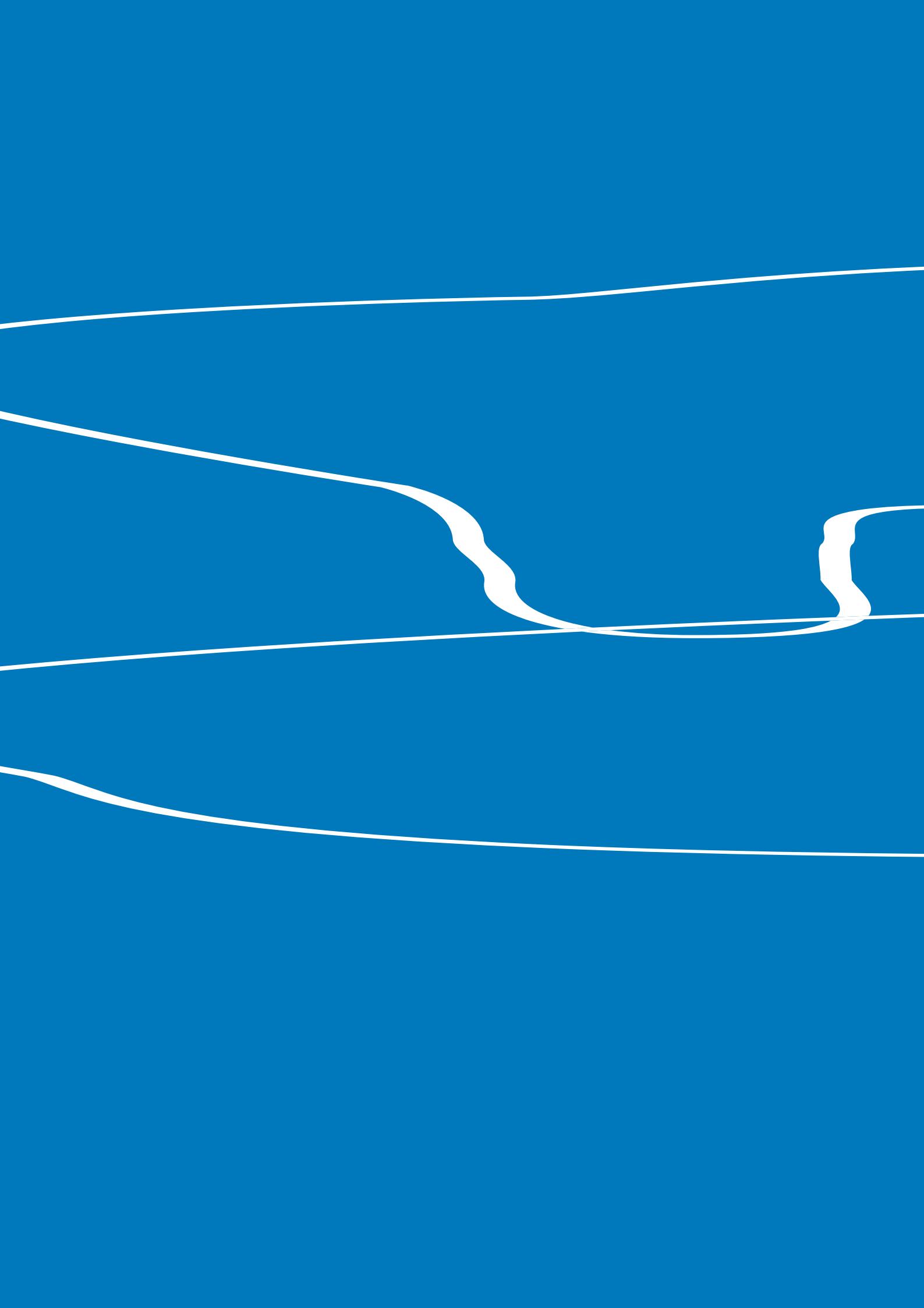
- Le rapport consolidé de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés.

Bruxelles, le 14 mars 2003

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers
Revisors d'Entreprises S.C.C.R.L.
Représentée par

Emmanuèle Attout

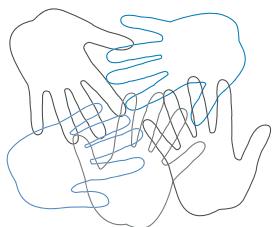
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel : Avenue de Cortenbergh / Kortenberglaan 75, B-1000 Bruxelles / Brussel
TVA/BTW BE 429.501.944



Econocom Group

Comptes annuels non consolidés

au 31 décembre **2002**



Bilan

Compte de résultats

Annexes aux comptes annuels

Tableau de financement non consolidé

Rapport du commissaire

Comptes annuels non consolidés

Bilan

au 31 décembre **2002** – en milliers €

Actif

	2002	2001	2000
Actifs immobilisés	42 650	26 100	67 120
I. Frais d'établissement	779	1 134	1 488
II. Immobilisations incorporelles	62	72	61
III. Immobilisations corporelles	752	829	683
A. Terrains et constructions	612	636	660
B. Installations, machines et outillage	117	170	
E. Autres immobilisations corporelles	23	23	23
IV. Immobilisations financières	41 057	24 065	64 888
A. Entreprises liées	40 937	24 052	64 880
1. Participations	40 937	24 052	64 880
B. Autres ent. avec lesquelles il existe un lien	97		
1. Participations	97		
C. Autres immobilisations financières	23	13	8
1. Participations	23	13	8
Actifs circulants	63 125	69 067	24 033
VII. Crédits à un an au plus	59 613	61 850	22 224
A. Crédits commerciaux	1 098	1 538	898
B. Autres créances	58 515	60 312	21 326
IX. Placements de trésorerie	2 806	6 177	1 719
A. Actions propres	294	1 677	361
B. Autres placements	2 512	4 500	1 358
X. Valeurs disponibles	629	969	
XI. Comptes de régularisation	77	71	90
Total de l'actif	105 775	95 167	91 153

Comptes annuels non consolidés

Bilan

au 31 décembre **2002** – en milliers €



Passif

	2002	2001	2000
Capitaux propres	82 443	79 654	75 951
I. Capital	16 038	16 018	15 933
A. Capital souscrit	16 038	16 018	15 933
II. Primes d'émission	54 072	53 976	53 761
III. Plus-values de réévaluation	2 520	2 520	2 520
IV. Réerves	2 315	3 454	1 804
A. Réserve légale	1 603	1 359	1 026
B. Réserves indisponibles	294	1 677	361
1. Pour actions propres	294	1 677	361
D. Réserves disponibles	418	418	417
V. Bénéfice reporté	7 498	3 686	1 933
Provisions et impôts différés	24	43	638
VII. A. Provisions pour risques et charges	24	43	638
4. Autres risques et charges	24	43	638
Dettes	23 308	15 470	14 564
IX. Dettes à un an au plus	23 291	15 410	14 460
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			
B. Dettes financières	16 648	9 440	10 818
• Etablissements de crédit			327
2. Autres emprunts	16 648	9 440	10 491
C. Dettes commerciales	3 297	2 104	964
• Fournisseurs	3 297	2 104	964
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	186	360	389
• Impôts	55	268	334
• Rémunérations, charges sociales	131	92	55
F. Autres dettes	3 160	3 506	2 289
X. Comptes de régularisation	17	60	104
Total du passif	105 775	95 167	91 153

Comptes annuels non consolidés

Compte de résultats

au 31 décembre **2002** – en milliers €

Charges

	2002	2001	2000
II. Coût des ventes et des prestations	12 334	7 766	6 706
A. Approvisionnements et marchandises	166	432	2 912
• 1. Achats	166	432	2 912
B. Services et biens divers	10 380	5 919	2 913
C. Rémunerations, charges sociales et pensions	1 329	1 006	479
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	474	440	273
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation +, reprises -)	(12)		13
F. Provisions pour risques et charges (dotation +, utilisations et reprises -)	- 19	(44)	93
G. Autres charges d'exploitation	16	13	23
V. Charges financières	348	77	860
A. Charges des dettes	280	435	382
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II. E (dotations +, reprises -)		(418)	418
C. Autres charges financières	68	60	60
VIII. Charges exceptionnelles	74	700	555
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	53	700	500
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations+, utilisations -)			
E. Autres charges exceptionnelles	21		55
X.A. Impôts	86	2	245
XI. Bénéfice de l'exercice	10 388	6 663	4 423
Total	23 230	15 208	12 789

Comptes annuels non consolidés

Compte de résultats

au 31 décembre 2002 – en milliers €



Produits

	2002	2001	2000
I. Ventes de prestations	8 381	6 030	6 921
A. Chiffre d'affaires	6 617	5 512	6 277
C. Production immobilisée			
D. Autres produits d'exploitation	1 764	518	644
IV. Produits financiers	13 814	6 289	5 217
A. Produits des immobilisations financières	11 100	5 000	4 126
B. Produits des actifs circulants	2 575	1 279	1 062
C. Autres produits financiers	139	10	29
VII. Produits exceptionnels	811	2 885	651
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	0	2 487	650
E. Autres produits exceptionnels	811	398	1
X. Régularisations d'impôts et reprises	224	4	
Total	23 230	15 208	12 789

Affectations et prélèvements

A. Bénéfice à affecter	14 074	8 596	4 491
• 1. Bénéfice de l'exercice à affecter	10 388	6 663	4 423
• 2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	3 686	1 933	68
C. Affectations aux capitaux propres	(3 426)	(1 650)	(289)
• 2. À la réserve légale	244	333	221
• 3. Aux autres réserves	3 182	1 317	68
D. Résultat à reporter	(7 498)	(3 686)	(1 933)
• 1. Bénéfice à reporter	(7 498)	(3 686)	(1 933)
F. Bénéfice à distribuer	(3 150)	(2 260)	(2 269)
• 1. Rémunération du capital	3 150	3260	2 269

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002

I. État des frais d'établissement, en milliers €

Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	1 134
Mutations de l'exercice :	
• Nouveaux frais engagés	
• Amortissements	(355)
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	779
dont : frais de constitution et d'augmentation de capital,	779
frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	

II. État des immobilisations incorporelles, en milliers €

	Concessions, brevets, licences, etc	Goodwill
a) Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	166	10
Mutations de l'exercice :		
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		
• Transfert d'une rubrique à une autre	49	
Au terme de l'exercice	215	10
c) Amortissements et réduction de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	95	10
Mutations de l'exercice :		
• Actés	52	
• Acquis de tiers	0	
• Transfert d'une rubrique à une autre	6	
Au terme de l'exercice	153	10
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	62	0

III. États des immobilisations corporelles, en milliers €

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage
a) Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	1 028	583
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		222
• Cessions et désaffections		- 143
• Transfert d'une rubrique à une autre		- 49
Au terme de l'exercice	1 028	615
c) Amortissements et réduction de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	392	413
Mutations de l'exercice :		
• Actés	24	43
• Acquis de tiers		58
• Annulés à la suite de cessions et désaffections		- 12
• Transfert d'une rubrique à une autre		- 6
Au terme de l'exercice	416	496
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	612	117

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002



	Autres immobilisations corporelles
a) Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	23
Mutations de l'exercice :	
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	
• Cessions et désaffectations	
Au terme de l'exercice	23
c) Amortissements et réduction de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	0
Mutations de l'exercice :	
• Actés	
• Annulés à la suite de cessions et désaffectations	
Au terme de l'exercice	0
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	23

IV. État des immobilisations financières, en milliers €

	Entreprises liées	Autres
1. Participations, actions et parts		
a) Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	22 732	0
Mutations de l'exercice :		
• Acquisitions	17 724	5 000
• Cessions et retraits	(839)	
Au terme de l'exercice	39 617	5 000
b) Plus-values		
Au terme de l'exercice précédent	2 520	
Au terme de l'exercice	2 520	0
c) Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	1 200	
Mutations de l'exercice :		
• Actées	53	
Au terme de l'exercice	1 200	53
d) Montants non appelés		
Au terme de l'exercice précédent	0	
Mutations de l'exercice :		
Au terme de l'exercice	(4 850)	(4 850)
Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) + (b)	40 937	97
2. Crédits		
Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	13	
Mutations de l'exercice :		
• Additions	10	
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	23	

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002

V. Participations et droits sociaux détenus dans d'autres entreprises

Dénomination		Droits sociaux détenus directement par les filiales	
	nombre	%	%
Econocom SAS	94 156	99,99	-
Econocom Location SA	-	-	99,99
Atlance France SAS	-	-	100,00
GIE Econocom	50	41,67	58,33
Econocom Telecom SAS			90,00
Econocom.com SA	2 498	99,92	-
Econocom Infopoint SA	4	0,01	99,99
Econocom France SAS	2 500	100	
SCI Alexandre	-	-	99,99
SCI Cap Horn	-	-	100,00
Infoconseil SARL	-	-	100,00
Econocom Services SA	-	-	99,99
SCI Clara	-		15,00
Econocom Distribution SA/NV	479 439	99,99	0,01
Econocom Services SA/NV	40 000	100,00	-
Econocom Luxembourg SA	-	-	100,00
Econocom Lease SA/NV	330 000	99,99	
CSI NV	-	-	99,99
SX Consultants SA/NV			100,00
PLI Benelux SA	-	-	100,00
PLI Luxembourg SA	-	-	100,00
Econocom Nederland BV	34 980	99,94	-
Econocom Product Services BV	-	-	100,00
Econocom Services BV	-	-	100,00
Atlance BV			100,00
Econocom UK Ltd	8 200 000	100,00	-
Econocom Suisse SA	13 497	99,97	-
Econocom SA (Espagne)	62 113	99,99	
Econocom Locazione Italia Spa	90 000	90,00	-
Aperleasing			100,00
Atlance SA			100,00
ACE Computer Center I LLC			33,33
Econocom Promodata France SA	117 644	100,00	-
Promodata SNC			100,00
Econocom Expert International Holding BV	682 362	50,1	-
Econocom Tasq			100,00
Econocom USA Inc	2 000 999	100,00	-

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002



Dénomination

Données extraites des derniers comptes annuels disponibles

	Compte annuels arrêtés au	Capitaux propres (+) ou (-) en milliers	Résultat net
Econocom SAS	31.12.02	13 782 €	779 €
Econocom Location SA	31.12.02	2 000 €	(6 011) €
Atlance France SAS	31.12.02	(164) €	(204) €
G.I.E. Econocom	31.12.02	89 €	87 €
Econocom Telecom SAS	31.12.02	352 €	183 €
Econocom.com SA	31.12.02	(482) €	(335) €
Econocom Infopoint SA	31.12.02	24 834 €	(3 354) €
Econocom Services SA	31.12.02	433 €	(3 784) €
SCI Alexandre	31.12.02	(119) €	10 €
SCI Cap Horn	31.12.02	(258) €	(19) €
Infoconseil SARL	31.12.02	(26) €	(18) €
Econocom France SAS	31.12.02	(2 085) €	(1 923) €
Econocom Promodata France SA	30.09.02	(10 503) €	(8 877) €
Promodata SNC	30.09.02	23 663 €	(18 712) €
Econocom Tasq SAS	31.12.02	(1 038) €	
Econocom Distribution SA/NV	31.12.02	3 517 €	468 €
Econocom Services SA/NV	31.12.02	4 335 €	11 422 €
Econocom Luxembourg SA	31.12.02	1 844 €	254 €
Econocom Lease SA/NV	31.12.02	12 412 €	1 052 €
Atlance SA	31.12.02	111 €	(25) €
CSI NV	31.12.02	622 €	9 €
SX Consultants NV	31.12.02	304 €	74 €
PLI Benelux SA	31.12.02	662 €	366 €
PLI Luxembourg SA	31.12.02	118 €	(157) €
Econocom Nederland BV	31.12.02	15 103 €	4 620 €
Atlance BV	31.12.02	(82) €	(100) €
Econocom Product Services BV	31.12.02	485 €	(1 033) €
Econocom Services BV	31.12.02	2 931 €	264 €
Econocom Expert International Holding BV	31.12.02	165 €	
Econocom UK Ltd	31.12.02	3 644 GBP	6GBP
Econocom Suisse SA	31.12.02	5 852 CHF	(1 810) CHF
Econocom SA (Espagne)	31.12.02	4 456 €	80 €
Econocom Locazione Italia SPA	31.12.02	(1) €	(240) €
Aperleasing	31.12.02	228 €	(9) €
Ace Computer Center LLC	31.12.02	415 USD	(251) USD
Econocom USA Inc	31.12.02	4 831 USD	1 533USD

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002

	Exercice	Exercice précédent
VI. Placements de trésorerie et autres placements, en milliers €		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		
Avec une durée résiduelle ou de préavis d'un mois au plus	2 512	4 500

VII. Comptes de régularisation, en milliers €

Frais à reporter	77	71
------------------	----	----

VIII. État du capital, en milliers €

	Montant en milliers €	Nombre d'actions
A. Capital social		
1. Capital souscrit		
• Au terme de l'exercice précédent	16 018	
• Augmentation du capital avant division du titre par 4	20	9 900
• Division du titre par 4 par acte du 12/06/2002		32 636 020
• Destruction d'actions par acte du 18/12/2002		-1 136 020
• Au terme de l'exercice	16 038	
2. Représentation du capital		
2.1 Catégories d'actions	0	
• Ordinaires	16 038	31 500 000
2.2 Actions nominatives ou au porteur		
• Nominatives		15 163 168
• Au porteur		16 336 832
C. Actions propres détenues par		
Montant du capital détenu		Nombre correspondant d'actions
• La société elle-même	38	75 087
• Ses filiales	528	1 036 890
D. Engagements d'émission d'actions		
1. Suite à l'exercice de droits de souscription		
• Nombre de droits de souscription en circulation		1 541 396
• Montant du capital à souscrire	788	
• Nombre maximum correspondant d'action à émettre		1 541 396
E. Capital autorisé non souscrit		
	11 742	
G. Structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes		
• 49,88 % Econocom International NV		
• 3,53 % Autocontrôle		
• 8,78 % Vincent Wajs et société Valgest		
• 37,81 % Public		

IX. Provisions pour autres risques et charges, en milliers €

Litiges juridiques	23
Commissions différées et provisions pour pertes potentielles sur valeur nette comptable au terme des contrats	0
Provisions litiges ex. Econocom Europe Marketing & Production	1

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002



Exercice

Exercice précédent

X. État des dettes, en milliers €

C. Dettes fiscales, salariales et sociales

1. Impôts

b) Dettes fiscales non échues	68
c) Dettes fiscales estimées	266

2. Rémunérations et charges sociales

b) Autres dettes salariales et sociales	92
---	----

D. Autres dettes

• Dividendes de l'exercice et d'exercices antérieurs	2 289
--	-------

XI. Comptes de régularisation, en milliers €

Produits à reporter	17	60
Charges à imputer		

XII. Résultats d'exploitation, en milliers €

C1. Travailleurs inscrits au registre du personnel

a) Nombre total à la date de clôture	22	21
b) Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	22,1	16,3
c) Nombre effectifs d'heures prestées	36 442	27 689

C2. Frais de personnel

a) Rémunérations et avantages sociaux directs	969	718
b) Cotisations patronales d'assurances sociales	286	201
c) Primes patronales pour assurances extra-légales	58	71
d) Autres frais de personnel	16	16

D. Réductions de valeur

2. Sur créances commerciales		
• Actées	0	
• Reprises	-12	

E. Provisions pour risques et charges

Constitutions	11	
Utilisations et reprises	-19	(55)

F. Autres charges d'exploitation

Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	16	13
---	----	----

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002

Exercice

Exercice précédent

XIII. Résultats financiers, en milliers €

A. Autres produits financiers

Ventilation des autres produits

• Différences de change et écarts de conversion	60	6
• Produits divers	79	4

D. Réductions de valeur sur actifs circulants

• Actées

• Reprises	(418)	
------------	-------	--

E. Autres charges financières

Ventilation des autres charges

• Pertes de change et écarts de conversion	7	32
• Charges diverses	61	28

XIV. Résultats exceptionnels, en milliers €

A. Autres produits exceptionnels

Gain sur cession de créances	811	398
------------------------------	-----	-----

XV. Impôts sur le résultat, en milliers €

A. Impôts

1. Impôts sur le résultat de l'exercice	86	2
a. Impôts et précomptes dus ou versés	735	2
b. Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	(649)	

2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs

a. Suppléments d'impôts dus ou versés	
c. Suppléments d'impôts estimés	

B. Principales sources de disparités entre le bénéfice, avant impôts, exprimé dans les comptes et le bénéfice taxable estimé

• Bénéfices exonérés par convention	(5)	(44)
• Revenus exonérés ou bénéficiant d'un régime des revenus définitivement taxés	(10 545)	(4 255)
• Déductions pour investissements		
• Dépenses non admises	115	122

D. Sources de latences fiscales

1. Latences actives

• Déductions pour investissements	
• Provisions taxées, à détaxer au cours des exercices futurs	113
• Provisions créances douteuses	113

Annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2002



Exercice

Exercice précédent

XVI. Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tiers, en milliers €

A. Taxes sur la valeur ajoutée

1. À l'entreprise (déductibles)	2 303	1 789
2. Par l'entreprise	2 481	1 925

B. Montants retenus à charge de tiers, au titre de

1. Précompte professionnel	292	219
2. Précompte mobilier		

XVII. Droits et engagements hors bilan, en milliers €

Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagement de tiers dont :

15 453

- Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise

15 453

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres

Hypothèques :

• Valeur comptable des immeubles gérés	636
• Montant de l'inscription	1 611

Gages sur d'autres actifs :

• Valeur comptable des actifs gagés	5 100
-------------------------------------	-------

Litiges importants et autres engagements importants

- La société est engagée dans divers litiges, dont le plus significatif a été repris d'une filiale liquidée et l'oppose à l'administration fiscale.

Compte-tenu de l'évolution de ces litiges et des arguments dont dispose la société, le Conseil d'Administration estime les provisions reprises au bilan suffisantes et non excédentaires.

- Assurance de groupe constituée auprès d'une compagnie d'assurances agréée, et alimentée par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement à ladite compagnie.

• Econocom Group SA a octroyé à deux dirigeants de Econocom Services BV une option put sur les 20 actions qu'ils détiennent dans Econocom Lease BV, lesquelles donnent droit à 20 % du résultat de Econocom Services BV.

Le prix à payer par Econocom Group SA/NV en cas d'exercice de ces options s'élève à 27 K€, à majorer de la moyenne du résultat net de Econocom Services BV pour les trois années comptables précédant la date d'exercice et de 20 % du résultat net de Econocom Services non distribué pour les années comptables postérieures à 2000.

- En octobre 2002, Econocom Group SA a investi 150 K€ dans le fonds commun de placement à risques «MBO Capital FCPR» et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5000 K€ dans ce fonds.

Annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2002

Exercice

Exercice précédent

XVIII. Relations avec les entreprises liées, en milliers €

	Exercice	Exercice précédent
1. Immobilisations financières	40 937	24 052
Participations	40 937	24 052
2. Créances	57 357	61 452
A un an au plus	57 357	61 452
4. Dettes	16 148	9 767
A un an au plus	16 148	9 767
5. Garanties personnelles et réelles		
constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	21 381	21 381
6. Garanties personnelles et réelles		
constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	372	372
7. Résultats financiers		
Produits des immobilisations financières	11 100	5 000
Produits des actifs circulants	2 475	1 147
Autres produits financiers		
Charges des dettes	280	427
Autres charges financières		
8. Cessions d'actifs immobilisés		
Plus-values réalisées		

Règles d'évaluation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les dispositions légales en vigueur en Belgique. Les règles particulières adoptées par la société en matière d'évaluation ont déjà été détaillées dans les règles d'évaluation des comptes consolidés.

Les aspects suivants concernent uniquement les comptes non-consolidés :

B. Affectation du Résultat

Le bénéfice réalisé de 10,4 M€ et le bénéfice reporté de 3,6 M€ sont affectés à la distribution de dividendes pour 3,1 M€, au résultat reporté pour 7,5 M€ et aux réserves pour le surplus.

A. Informations à compléter par les entreprises soumises aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes consolidés des entreprises

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes consolidés des entreprises : OUI.

Annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2002



XXI. Bilan social

I. État des personnes occupées

A. Travailleurs inscrits au registre du personnel

	Temps plein (exercice)	Temps partiel (exercice)	Total ou total équivalents temps plein (exercice)	Total ou total équivalents temps plein (exer. précédent)
1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	22,6		22,1	16,3
Nombre effectif d'heures prestées	36 442		36 442	27 689
Frais de personnel (milliers €)	1 329		1 329	1 006
2. A la date de clôture de l'exercice				
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	22		22	21
b) Par type de contrat de travail contrat à durée indéterminée :	22		22	21
c) Par sexe : Hommes	13		13	13
Femmes	9		9	8
d) Par catégorie professionnelle :				
Personnel de direction	1		1	1
Employés	21		21	20

Annexes aux comptes annuels

au 31 décembre 2002

II. État des personnes occupées

A. Entrées

	Temps plein (exercice)	Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	4	4
b) Par type de contrat de travail :		
contrat à durée indéterminée	4	4
contrat à durée déterminée		
c) Par sexe et niveau d'étude :		
Hommes : Secondaire		
Supérieur non universitaire	1	1
Supérieur universitaire		
Femmes : Secondaire		
Supérieur non universitaire	1	1
Supérieur universitaire	2	2

B. Sorties

	Temps plein (exercice)	Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	3	3
b) Par type de contrat de travail :		
contrat à durée indéterminée	3	3
contrat à durée déterminée		
c) Par sexe et niveau d'études :		
Hommes : Secondaire		
Supérieur non universitaire	1	1
Supérieur universitaire		
Femmes : Secondaire		
Supérieur non universitaire	1	1
Supérieur universitaire	1	1
d) Par motif de fin de contrat :		
licenciement	1	1
autre motif	2	2

| Annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2002



III. État concernant l'usage, au cours de l'exercice, des mesures en faveur de l'emploi

	Nombre	Équivalents temps plein
Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi :		
Total pour l'exercice	25	25
Total pour l'exercice précédent		

| Annexes aux comptes annuels |

au 31 décembre **2002**

Évolution des principaux postes du bilan et du compte de résultats non-consolidés

A. Bilan actif

I. Frais d'établissement

Les frais liés aux différentes augmentations de capital d'Econocom Group SA/NV réalisées au cours de l'exercice et antérieurement ont été immobilisés et sont amortis sur 5 ans.
La diminution en comparaison de l'exercice 2001 correspond à la charge d'amortissement de l'exercice.

IV.A.1 Entreprises liées - participations

L'augmentation est liée aux acquisitions d'Econocom Lease, de Comdisco France SA et d'Econocom Expert International Holding BV.

VII.B Autres créances à un an au plus

Les autres créances comprennent des prêts aux filiales belges et étrangères pour principalement 57 M€.

VIII. Placements de trésorerie

Acquisition de 867 343 actions propres au prix moyen de 3,67€ par actions soit 3,2 M€. Annulation de 1 136 020 actions pour un montant de 4,6 M€. La valeur nette des 75 087 actions propres détenus à la clôture s'élève à 294K€.

Bien qu'en partie compensée par les dividendes reçus des filiales (11,1 M€), l'importance des investissements financiers de l'exercice et les acquisitions (puis annulation) d'actions propres expliquent principalement la dégradation de la trésorerie.

| Annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2002



B. Bilan passif

I. & II. Capital et primes d'émission

Les fonds propres ont augmenté de 2,8 M€ :

- 0,02 M€ de capital
- 0,1 M€ de prime d'émission
- (1,1) M€ de réserves
- 3,8 M€ de résultat reporté

Le bénéfice reporté s'élève à 7,5 M€ au 31 décembre 2002 en comparaison à 3,7 M€ au 31 décembre 2001.

IX.B.2 Autres emprunts

Il s'agit pour la totalité d'emprunts aux filiales du groupe.

IX.F Autres dettes

Il s'agit principalement du montant de dividende de l'exercice de 3,15 M€ payable en juin 2003.

C. Compte de résultats non consolidé

IV. & V. Charges financières et produits financiers

Il s'agit principalement des produits et charges financiers liés aux prêts et aux emprunts avec les filiales du groupe et au 11,1 M€ de dividendes versés par les filiales.

VII. & VIII. Produits et charges exceptionnels

Il s'agit d'un gain sur cession de créances réalisé dans le cadre de l'acquisition de Comdisco France SA.

Tableau de financement non consolidé

Exercices 1999 à 2002 – en milliers €

	2002	2001	2000	1999
Résultat net	10 388	6 663	4 423	493
Amortissements	474	440	273	192
Résultat des cessions d'immobilisations financières		(2 487)		
Variation de provisions	(31)	(44)	(255)	(101)
Réduction de valeur sur participations	53	700	500	
Marge brute d'autofinancement (a)	10 884	5 272	4 941	584
Variation des créances à un an au plus	2 249	(39 626)	(7 410)	(1 910)
Variation des comptes de régularisation d'actif	(6)	19	268	(332)
Variation des dettes commerciales	1 193	1 140	(1 029)	(134)
Variation des autres dettes à un an au plus (acomptes, dettes sociales, fiscales et salariales, autres dettes)	(520)	638	746	(3 752)
Variation des comptes de régularisation du passif	(43)	(44)	(143)	
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	2 873	(37 873)	(7 568)	(6 128)
I. Marge nette d'autofinancement (a+b)=(c)	13 757	(32 601)	(2 627)	(5 544)
Opérations d'investissements				
Acquisition de frais d'établissement		(1)	(1 152)	(578)
Solde net des acquisitions et des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne	(32)	(242)	(33)	(81)
Solde net des acquisitions et des cessions d'autres immobilisations corporelles affectées à l'activité de la location évolutive			96	(46)
Acquisition d'immobilisations financières	(150)			
Acquisition de parts d'entreprises liées	(17 724)	(1 743)	(4 181)	(13 834)
Réalisation d'immobilisations financières		3	14	26
Réalisation de parts d'entreprises liées	829	44 349	2 884	9 911
Acquisition d'actions propres	1 383	(1 316)	(361)	
II. Besoin de financement (d)	(15 694)	41 050	(2 733)	(4 602)
III. Cash flow libre avant opérations de financement (solde net disponible) (c+d)=(e)	(1 937)	8 449	(5 360)	(10 146)
Opérations de financement				
Augmentation de capital et primes d'émission	116	300	265	23 968
Dettes financières à plus d'un an				
Dettes financières à un an au plus	7 208	(1 378)	(1 500)	(9 266)
Destructions d'actions propres	(4 505)			
Dividendes de l'exercice	(3 150)	(3 260)	(2 269)	(1 410)
IV. Opérations de financement (f)	(391)	(4 338)	(3 504)	13 292
V. Variation de la trésorerie (valeurs disponibles et placements de trésorerie) (e+f)	(2 328)	4 111	(8 864)	3 146

La variation du poste de bilan des créances inclut les éventuelles réductions de valeur.

Rapport du commissaire sur les comptes annuels

de l'exercice clôturé le 31 décembre 2002



RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002 PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP S.A./N.V.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes annuels établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôtant le 31 décembre 2002 dont le total du bilan s'élève à EUR '000' 105.775 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR '000' 10.388. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par la loi.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes annuels en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'informations. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent en Belgique, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2002 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestations et informations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels:

- Le rapport de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels;
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique;
- Nous ne devons vous signaler aucune opération conclue ou décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires;
- En application des articles 523 et 524 du Code des sociétés, nous devons en outre vous faire rapport sur les opérations suivantes qui se sont produites depuis votre dernière assemblée générale ordinaire :

D'une part, le conseil d'administration a ratifié l'octroi en 2002 d'options sur actions conformément au plan d'options approuvé en 2000. Un administrateur avait, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à cette décision. Nous avons pris connaissance des circonstances de cette situation et avons constaté que les conséquences patrimoniales de l'octroi de ces options seront fonction de l'évolution future du cours de l'action Econocom Group et du mode retenu par la société pour exercer ses obligations éventuelles.

D'autre part, comme décrit dans le rapport de gestion, le conseil d'administration s'est prononcé sur :

- l'acquisition d'une participation dans la société Econocom Expert International Holding B.V. et sur,
- l'octroi d'un contrat d'intérêsement dans le cadre de l'acquisition de la société Comdisco France S.A.

Ces opérations étaient susceptibles de procurer un avantage patrimonial à un actionnaire. Nous avons pris connaissance des circonstances de ces situations et avons constaté l'absence de rémunération privilégiée consentie à l'actionnaire concerné.

Bruxelles, le 14 mars 2003

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.
Représentée par

Emmanuèle Attout

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel : Avenue de Cortenbergh / Kortenberglaan 75, B-1000 Bruxelles / Brussel
TVA/BTW BE 429.501.944

Renseignements de caractère général

1. Renseignements généraux

- Dénomination : Econocom Group SA/NV
- Siège social : Clos du Parnasse 13 AB – 1050 Bruxelles (Ixelles). Ledit siège peut, par décision du Conseil d'Administration, être transféré en tout autre endroit de Belgique.
- Forme juridique, constitution, publications

Econocom Group a été constituée sous la forme d'une société anonyme de droit belge, acte du notaire Jacque Possoz, le 2 avril 1982, publié aux annexes du *Moniteur belge* du 22 avril 1982 (n° 820-11). Elle a, au sens du code des sociétés, qualité de société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Elle est inscrite au registre du Commerce de Bruxelles sous le n°441.376.

- Durée : la société a été constituée pour une durée illimitée.
- Année comptable : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Consultation des documents sociaux : Ils peuvent être consultés :

- à la Banque Nationale de Belgique pour ce qui concerne les comptes annuels et consolidés, ainsi que les rapports y afférents ;
- au Greffe du Tribunal de Commerce pour les statuts ainsi que pour les comptes et rapports sus-mentionnés ;
- et également, pour chacun d'eux au siège social, Clos du Parnasse 13 A/B à 1050 Bruxelles.

2. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

- l'achat, la vente, la location ainsi que la fourniture d'ordinateurs et de produits se rattachant à l'équipement de ceux-ci, de même que toutes opérations financières y relatives ;
- la conclusion de tout contrat d'études de développement industriel d'organisation d'entreprise et de tous conseils techniques dans le domaine de l'informatique ;
- la création et la mise en application de services électroniques et de tous systèmes de programmation s'y rapportant.

A cet effet, la société peut acquérir, administrer, exploiter et céder des brevets d'invention, des marques et des connaissances techniques et industrielles.

Elle peut établir des succursales ou fonder des filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation financière, de cession, de prêt ou de toute autre manière dans toutes entreprises belges ou étrangères ayant des activités similaires ou connexes aux siennes.

Concurrence, recrutement



Concurrence

Econocom Group se distingue de la concurrence par le caractère complet de son offre dans le domaine de la gestion des infrastructures réseaux et communications des entreprises, indépendante des constructeurs et des sociétés financières et implantées en Europe comme aux Etats-Unis.

Une offre complète

Il n'y a pas à l'heure actuelle en Europe de groupe indépendant qui soit en mesure de concevoir, fournir, gérer et financer les infrastructures informatiques et télécommunications des entreprises, en adressant l'ensemble des services et prestations correspondants : l'approvisionnement et la personnalisation de produits, les services de mise en œuvre, services de financement et les services de télécommunications.

Une implantation internationale

Econocom Group dispose d'une large implantation en Europe et aux Etats-Unis, depuis 20 ans d'où une culture d'entreprise réellement internationale et une expérience étendue. Cette implantation permet d'adresser les besoins des clients internationaux recherchant un partenaire unique en mesure de répondre à leurs demandes en Europe et aux Etats-Unis.

Un conseil indépendant

Econocom Group est indépendant tant vis-à-vis des constructeurs et éditeurs de produits informatiques que vis-à-vis des sociétés financières. Cette position nous permet d'assurer un rôle de conseil neutre auprès de nos clients et de préconiser ainsi la meilleure solution en toute indépendance.

Les principaux concurrents sont notamment les suivants, sans qu'aucun d'eux n'ait un éventail de produits et services aussi large dans autant de pays :

- Products and Solutions : Systemat et Dolmen (Belgique et Luxembourg), Computacenter (France, Allemagne et Royaume-Uni), Allium et Ares (France), Raet (Getronics) et Computer Company (Pays-Bas).

- Managed Services : Cap Gemini, EDS, Unilog, GFI, qui ont une implantation internationale mais ne proposent ni des services de distribution ni des services de location évolutive. Par contre, il existe de nombreuses sociétés de services qui ont une activité de développement de logiciels d'application (comptabilité, gestion de stocks, gestion commerciale, etc.), domaine dans lequel Econocom n'est pas du tout actif. De très nombreuses entreprises ont démarré une activité internet. La concurrence en ce domaine est, aujourd'hui encore, très éclatée.

- Financial Services : les filiales financières des fabricants (IBM, Compaq, HP) et les sociétés de leasing filiales des banques ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'indépendance ou de spécialisation informatique qu'Econocom. Des sociétés comme EMG (Belgique), ECS et Parsys (France), CHG (Allemagne) n'ont pas la même couverture géographique ou n'exercent pas d'activités de distribution et/ou de services.

Concurrence, recrutement

Recrutement

Comme dans toutes les activités de services, le recrutement de collaborateurs qualifiés est un des facteurs clés du succès d'une entreprise comme la nôtre.

Econocom Group dispose dans chaque pays de cellules spécialisées en recrutement (plus de 30 personnes au total). L'ensemble des filiales met en œuvre une politique volontariste pour recruter et fidéliser des équipes compétentes en s'appuyant notamment sur :

- Une base de données internationale présentant sur nos sites web l'ensemble des offres disponibles dans toutes les filiales du groupe, et la diffusion de ces offres sur de nombreux sites internet dédiés au recrutement.
- Une participation à de nombreux salons et/ou la présentation des offres d'emplois dans des écoles qualifiées.

Des entretiens individuels annuels d'évaluation qui permettent de faire le point sur les objectifs atteints et sur ceux à réaliser. Ces entretiens sont associés à des plans de formation de haut niveau.

La présence internationale, la notoriété du groupe sur son marché, la variété de nos métiers, la forte croissance de nos activités et de nos résultats, la cotation en bourse sur l'indice Next Economy d'Euronext (Bruxelles et Paris), contribuent à ce que des jeunes diplômés, comme des candidats expérimentés, choisissent de rejoindre notre groupe.

Évolution récente et perspectives



Les trois dernières années ont été marquées par un fort développement s'appuyant sur un marché en progression et des investissements consistant principalement en des acquisitions de sociétés ou de fonds de commerce.

1 . Principaux investissements

Au-delà des investissements représentés par les recrutements de nouveaux commerciaux, ingénieurs et techniciens, ainsi que par la construction d'un nouveau siège pour les filiales belges à Zaventem (investissement : 6M€ entre novembre 1998 et septembre 1999 financé par emprunt et crédit-bail), les principaux investissements d'Econocom Group ont été le rachat des sociétés suivantes :

2000

Les deux opérations de croissance externe ont été l'offre publique d'échange sur le groupe français Infopoint et l'acquisition des sociétés PLI Benelux SA et PLI Luxembourg SA.

Offre publique d'échange sur Infopoint

Le rapprochement d'Econocom et d'Infopoint (qui avait réalisé un chiffre d'affaires de 313 M€ pour l'exercice clos le 31 mars 2000) a donné naissance à un leader français et européen des fournisseurs de services informatiques d'approvisionnement, de financement et d'exploitation.

Econocom occupe depuis plusieurs années une position de leader dans ses trois métiers (services d'approvisionnement, de financement et d'exploitation d'infrastructures informatiques) au Benelux et a développé par croissance interne et par acquisitions une présence commerciale significative dans de nombreux autres pays européens, notamment en France. A l'inverse, Infopoint est uniquement présent en France ; disposant de 23 implantations, elle figure dans les trois premières places dans les services d'approvisionnement et d'exploitation. Ce rapprochement s'est caractérisé donc par une forte complémentarité tant en termes de couverture géographique que de base de clientèle ou de compétences respectives des deux groupes.

L'intégration opérationnelle d'Infopoint et des activités françaises d'Econocom s'est déroulée dans les délais prévus, les équipes ayant été fusionnées et les systèmes d'information unifiés dès début septembre 2000. L'acquisition de cette filiale s'est faite au prix de 28,7 M€.

Acquisitions du PLI Benelux SA et PLI Luxembourg SA

L'acquisition par la société Econocom Services SA/NV des deux sociétés PLI Benelux SA et PLI Luxembourg SA pour un prix de 1,5 M€ a été réalisée avec effet au 1^{er} septembre 2000.

Ces deux sociétés, spécialisées dans la vente en Belgique et Luxembourg de solutions de stockage de données et solutions AS400 et RS6000, ont intégré le centre de compétences AS400 d'Econocom en Belgique et ont permis à Econocom de devenir le leader en Belgique et au Luxembourg dans ce domaine d'activités.

Le chiffre d'affaires, en année pleine, de ces deux sociétés est d'environ 10 M€ ; la contribution au résultat a été positive dès la première année de consolidation.

Évolution récente et perspectives

2001

Econocom Group s'est concentrée en 2001 sur la finalisation de l'intégration des sociétés Infopoint et PLI acquises en septembre 2000 et la mise en place de nouveaux services aux clients (coordination internationale, outil d'e-procurement). Deux participations non stratégiques, acquises lors de la reprise d'Infopoint, ont été cédées (Global Serve Computer & Services et Inexis), permettant la réalisation de plus-values exceptionnelles de 3,6 M€ après effet d'impôt.

Deux acquisitions de taille modeste ont été réalisées sur l'exercice :

- en juin 2001, Econocom USA a pris une participation de 33 % dans la société américaine ACE Computer Center I LLC (CA : 20 M\$) basée à Atlanta (Géorgie) et active dans le domaine des services d'approvisionnement et d'exploitation ; en novembre 2001, Econocom Group a acquis 90 % de la société Ecofinance Italie, qui hébergera le redémarrage de l'activité de location dans ce pays.

Enfin, dans le cadre du développement des activités du groupe dans le Vendor Lease, plusieurs sociétés Atlance ont été créées en fin d'année.

2002

Le groupe a poursuivi sa politique de croissance externe en acquérant, en 2002, la société belge SX Consultants, spécialisée dans les processus et outils de gestion de parcs, Comdisco France/Promodata, qui renforce la présence d'Econocom dans les services de gestion administrative et financière de parcs informatiques, et l'activité de maintenance de la société TASQ, en France.

L'acquisition de Comdisco France/Promodata a représenté un investissement de 70 M€, reprise de dettes incluse. Les deux autres opérations de croissance externe ont nécessité un investissement financier significativement moindre.

Par ailleurs, 2002 a été l'année de la mise en place d'une nouvelle organisation par activités, afin de mieux répondre aux attentes des clients qui recherchent un partenaire pérenne et pratiquant l'excellence opérationnelle dans chaque activité.

L'activité Products and Solutions a souffert de la baisse des ventes de produits informatiques. Econocom Group a démarré la mise en place, en France, du modèle de coûts variables appliqué en Belgique : l'outsourcing logistique était effectif à l'été 2002.

L'activité Financial Services a été particulièrement dynamique.

L'activité Managed Services, qui fonctionne sur des contrats à moyen et long terme, a bien résisté dans un marché ralenti.

Évolution récente et perspectives



2. Évolution du capital

Le financement du développement s'est fait pour l'essentiel sur fonds propres. Le capital a ainsi évolué de la manière suivante depuis le 1^{er} janvier 2000.

Date de l'opération	Nombre d'actions	Type d'émission	Montant du capital souscrit €	Montant de la prime d'émission €	Total
24/01/00	31 500	Levée d'options du personnel	61 897,50	173 537,09	235 434,59
25/08/00	1 022 165	Offre d'échange Infopoint	2 013 665,05	24 460 408,45	26 474 073,50
25/08/00	4 014	Levée d'options du personnel	7 907,58	21 025,80	28 933,38
03/04/01	7 888	Levée d'options du personnel	15 539,36	39 671,65	55 211,01
31/08/01	35 494	Levée d'options du personnel	69 923,13	175 482,20	245 405,38
30/04/02	9 900	Levée d'options du personnel	19 503,00	96 087,36	115 590,36
Total	1 110 961		2 188 435,67	24 966 212,55	27 154 648,22

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2002 à 11 722 848,24 €. L'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2000 a renouvelé pour une période de 5 ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, et ce pour un maximum de 13 849 386,40 € jusqu'à l'échéance du 22 février 2005. L'Assemblée générale extraordinaire du 12 juin 2002 a décidé de diviser chaque action en quatre actions nouvelles.

L'Assemblée générale du 18 décembre 2002 a décidé l'annulation de 1 136 020 actions sans modification du capital social.

Au 31 décembre 2002, le capital social est fixé à 16 037 822,08 € et est représenté par 31 500 000 actions ordinaires, sans mention de valeur nominale, sous forme d'actions nominatives ou au porteur de cinquante, dix, cinq et une parts sociales. Il est entièrement libéré.

3. Perspectives

Le nouveau plan de développement d'Econocom pour la période 2003-2007 a pour nom Share Five et pour axe stratégique de regagner le leadership en Europe dans chacune des activités du groupe.

Cette ambition impliquera une présence significative d'Econocom dans chacune des activités actuelles dans au moins cinq pays européens.

Pour 2003, première année du nouveau plan, le groupe anticipe une croissance de son chiffre d'affaires à périmètre comparable (résultat des investissements commerciaux réalisés depuis deux ans) et une progression du bénéfice par action.

Historique

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

En millions €	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Bilan										
Actifs immobilisés (hors écart de consolidation)	13,14	12,00	10,59	12,69	12,52	16,36	24,89	47,29	47,76	124,42
Ecart de consolidation (goodwill)	0,94	1,78	6,79	8,85	7,56	12,00	10,52	8,92	7,68	10,35
Actifs circulants (hors valeurs disponibles et placements)	36,02	50,20	52,88	62,64	56,42	71,02	77,54	181,59	171,01	182,11
Placements de trésorerie	4,46	5,06	7,09	9,30	18,02	24,44	46,09	53,64	57,46	71,50
Total actif	54,56	69,04	77,35	93,48	94,52	123,82	159,04	291,44	283,91	388,39
Capitaux propres du groupe	7,98	10,56	12,77	14,90	17,29	27,24	57,01	74,28	84,48	87,27
Intérêts de tiers	0,35	0,20	0,05	0	0,02	0	0	0	0,40	0,55
Provisions	3,59	3,38	4,76	5,90	5,23	6,50	8,36	11,10	11,18	28,27
Dettes financières	8,43	11,20	10,71	14,50	11,45	12,27	16,14	23,43	17,08	20,12
Dettes (hors dettes financières)	34,21	43,70	49,06	58,18	60,53	77,81	77,53	182,63	170,77	252,19
Total passif	54,56	69,04	77,35	93,48	94,52	123,82	159,04	291,44	283,91	388,39
Compte de résultats										
Ventes et prestations consolidées	114,40	119,61	229,00	274,79	309,87	413,36	630,77	730,15	968,99	976,59
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du groupe)	3,00	3,02	4,14	4,59	5,68	7,93	12,24	17,27	21,68	22,13
Résultat courant (part du groupe)	-7,19	2,73	3,12	2,85	3,94	6,22	9,75	14,47	18,06	19,37
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du groupe)	2,97	2,78	3,97	4,24	4,26	5,85	8,92	11,85	19,49	13,22
Résultat net (part du groupe)	-7,21	2,48	2,95	2,50	2,53	4,14	6,43	9,05	15,86	10,47
Cash-flow (a)	5,45	3,52	5,47	7,21	6,67	9,07	14,48	15,22	26,11	32,50
Rendement sur capitaux propres (b)	N/A	26%	24%	19%	23%	23%	17%	19%	21%	22%
Répartition du chiffre d'affaires par activité										
Products & Solutions	40	59	79	78	87	116	192	300	418	299
Managed Services	10	10	20	21	25	37	56	87	123	127
Financial Services	63	50	129	174	197	259	380	338	424	545
Total	113	119	228	273	309	412	628	725	965	972
Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique										
Belgique & Luxembourg	86	97	116	123	142	168	202	213	215	209
Pays-Bas	27	22	28	31	39	51	156	87	153	198
France	-	-	24	65	53	99	160	307	464	463
Royaume-Uni	-	-	27	24	32	30	27	23	29	18
Suisse	-	-	25	23	28	43	58	58	36	21
Espagne	-	-	5	4	9	11	11	9	13	20
USA	-	-	3	3	6	10	14	28	55	39
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Total	113	119	228	273	309	412	628	725	965	972

(a) Cash-flow consolidé = résultat net (part du groupe) + amortissements et réductions de valeur (sur immobilisations, sur stocks et sur créances) + provisions pour risques et charges + amortissements des écarts de consolidation (courants + exceptionnels) + réductions de valeurs, provisions et reprises de provisions exceptionnelles – abandons de créances (en 1994 et 1995).

(b) Rendement sur capitaux propres = résultat courant avant impôts (part du groupe) / capitaux propres au 31/12 de l'exercice.

Historique

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans



En millions €	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Nombre d'actions (au 31/12 de l'exercice)										
Ordinaires	20 887 552	20 887 552	20 887 552	21 143 552	23 703 552	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000
AFV	2 816 000	2 816 000	2 816 000	2 560 000	0	0	0	0	0	0
Total	23 703 552	23 703 552	23 703 552	23 703 552	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	
Flottant	8,86 %	8,86 %	16,00 %	17,90 %	23,80 %	31,05 %	42,54 %	49,21 %	46,34 %	44,70 %
Données par action (en €) (1)										
Dividende net (actions ordinaires)	0	0	0,023	0,023	0,025	0,028	0,038	0,053	0,075	0,075
Dividende brut (actions ordinaires)	0	0	0,031	0,031	0,033	0,038	0,05	0,07	0,10	0,10
Pay-out (c)	0 %	0 %	24 %	26 %	20 %	15 %	14 %	16 %	22 %	22 %
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du groupe)	0,127	0,128	0,174	0,194	0,239	0,313	0,435	0,535	0,65	0,70
Résultat courant (part du groupe)	-0,28	0,115	0,132	0,12	0,166	0,245	0,345	0,445	0,555	0,61
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du groupe)	-0,304	0,118	0,168	0,179	0,18	0,231	0,318	0,388	0,585	0,42
Résultat net (part du groupe)	-0,256	0,104	0,124	0,106	0,107	0,163	0,228	0,28	0,488	0,33
Cash-flow consolidé	0,23	0,148	0,23	0,305	0,283	0,358	0,513	0,47	0,695	1,03
Capitaux propres du groupe	0,337	0,446	0,539	0,629	0,729	1,078	2,023	2,29	2,593	2,77
Rapport cours/résultat net (avant goodwill)	4	5	5	6	12	25	26	9	9	9
Rapport cours/résultat net (après goodwill)	-2	5	6	10	21	35	36	12	11	11
Rapport cours/cash-flow (d)	2,0	3,7	3,4	3,6	7,8	16,2	16,0	7,0	8,0	4,0
Rendement net (e)	0 %	0 %	2,98 %	2,14 %	1,12 %	0,49 %	0,46 %	1,57 %	1,43 %	2,00 %
Rendement brut (e)	0 %	0 %	3,97 %	2,86 %	1,50 %	0,65 %	0,61 %	2,09 %	1,91 %	2,66 %
(1) sur la base du nombre d'actions existant en fin d'exercice.										
Données boursières (en €)										
Moyen	0,45	0,66	0,74	0,91	1,48	4,26	8,90	6,27	4,32	4,80
Au 31 décembre	0,47	0,55	0,78	1,09	2,21	5,80	8,20	3,34	5,24	3,75
Le plus haut	0,56	0,81	0,84	1,09	2,21	6,04	12,50	8,88	5,60	6,13
Le plus bas	0,33	0,47	0,49	0,65	1,01	2,32	5,63	3,34	2,68	2,50
Return annuel (à fin décembre) (f)	49 %	17 %	48 %	42 %	106 %	164 %	42 %	-58 %	59 %	-27 %
Return annuel du marché (g)	35 %	-4 %	16 %	25 %	36 %	44 %	-7,20 %	-5,02 %	-4,91 %	-22,50 %
Volume annuel (en unités)	1 084 000	1 654 656	1 848 000	2 241 344	4 025 616	5 595 040	8 456 600	3 918 372	3 685 716	3 105 787
Volume moyen par jour	4 336	6 672	7 392	8 960	16 160	22 464	38 440	15 680	14 624	12 318
Volume annuel (en valeur), en ME	0,48	1,09	1,37	2,05	5,96	23,82	78,52	25,66	14,93	14,92
Capitalisation boursière (31/12), en ME	11,02	12,89	18,50	25,70	52,30	146,95	231,18	108,21	170,72	118,13
Place de cotation (h)	SM	SM	SM	SM/CSF	CSF	CDF	TSC	TC	TC	TC
Personnel salarié au 31/12	239	353	405	460	522	835	1 088	1 682	1 859	2 390

(c) Pay-Out = dividende brut / résultat courant consolidé après impôts et avant amortissement du goodwill (part du groupe).

(d) Cours au 31 décembre / résultat net ou cash-flow.

(e) Dividende net (brut) / cours au 31 décembre de l'exercice.

(f) Return annuel = (variation du cours entre le 31/12 de l'exercice et le 31/12 de l'exercice précédent + dividende net) / cours au 31/12 de l'exercice précédent.

(g) Indice return de la Bourse de Bruxelles – Belgian All Shares.

(h) Place de cotation = Bruxelles : SM = Second Marché à partir du 09.06.1988 ; CSF = Marché au comptant simple fixing à partir du 13.12.1996.

CDF = Marché au comptant double fixing à partir du 11.03.1998 ; TSC = Marché à terme semi-continu à partir du 11.03.1999.

L'action est cotée au Marché à terme continu (TC) depuis le 16.03.2000.

| Notes |

Notes



| Adresses **Econocom**

|

Econocom Group
Clos du Parnasse, 13 AB
1040 Bruxelles - Belgique
www.econocom.com

Econocom Belgique
Parc Horizon
Leuvensesteenweg 510, Bus 80
1930 Zaventem - Belgique
Tel. 32 2 790 81 11
Fax 32 2 790 81 20
www.econocom.be

Econocom Luxembourg SA
6, rue d'Arlon
8399 Windhof - Luxembourg
Tel. 352 39 55 50
Fax 352 39 55 88
www.econocom.lu

Econocom France
42-46, rue Médéric
92110 Clichy - France
Tel. 33 1 47 56 37 00
Fax 33 1 47 31 03 00
www.econocom.fr

Econocom Locazione Italia SPA
Via dei Martiri della Liberta n.1
20017 RHO (MI) - Italie
Tel. 39 02 93180803
Fax 39 02 93180795

Econocom Allemagne
Zweigniederlassung Econocom Nederland B.V.
Hohenzollernstrasse 11-13
40211 Düsseldorf - Allemagne
Tel. 0049 211 4987276
Fax 0049 211 4987231

Econocom Pays-Bas
Kokermolen 11
3994 DG Houten - Pays-Bas
Tel. 31 30 63 58 333
Fax 31 30 63 58 300
www.econocom.nl

Econocom España SA
C/General Pardinas 112 Bis 1ºA
E - 28006 Madrid - Espagne
Tel. 349 1 411 91 20
Fax 349 1 563 92 33
www.econocom.es

Econocom Suisse
Chemin de la Vuarpillière, 35
1260 Nyon - Suisse
Tel. 41 22 994 88 70
Fax 41 22 994 88 71
www.econocom.ch

Econocom UK
Merevale House - Parkshot
Richmond Surrey TW9 2RG - Royaume-Uni
Tel. 44 20 8948 83 77
Fax 44 20 8948 84 81
www.econocom.co.uk

Econocom USA
6750 Poplar Avenue, Suite 202
Memphis, Tennessee 38138 - USA
Tel. 1 901 685 00 21
Fax 1 901 685 11 05
www.econocomusa.com